

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

### Pouvoir adjudicateur

Commission de régulation de l'énergie  
15 rue Pasquier  
75379 Paris Cedex 08

### **MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES**

#### **APPEL D'OFFRES OUVERT**

**(Marché ordinaire et Accord-cadre à BONS DE COMMANDE)**

**Objet : Réalisation d'une solution applicative (Développement, TMA, maintenance évolutive et réversibilité) pour la déclaration des CSPE et des coûts/recettes des producteurs d'électricité.**

## SOMMAIRE

1.	Objet du marché .....	4
1.1	Présentation de la Commission de Régulation de l’Energie.....	4
1.2	Les charges de service public de l’électricité et du gaz .....	4
1.3	Suivi économique des installations bénéficiant d’un soutien public .....	5
1.4	Situation actuelle .....	5
1.5	Objet du marché : développement d’une nouvelle plateforme .....	6
1.6	Résumé des prestations attendues .....	6
1.7	Durée du marché .....	6
1.8	Délais d’exécution .....	7
2.	Présentation de la plateforme attendue.....	7
2.1	Profils utilisateurs.....	7
2.2	Description du fonctionnement actuel de la plateforme eCSPE.....	8
2.2.1	Cartographie fonctionnelle de la plateforme eCSPE existante .....	8
2.2.2	Processus métiers existants sur la plateforme eCSPE .....	9
2.2.3	Descriptif technique de l’existant.....	11
2.2.4	Spécifications fonctionnelles détaillées de l’existant .....	12
2.3	Branche de déclaration des coûts et recettes .....	48
2.4	Evolutions attendues par rapport à plateforme existante .....	48
2.4.1	Brique A : Administration fonctionnelle de la plateforme .....	49
2.4.2	Brique B : Consolidation des bases de données .....	49
2.4.3	Brique C : Facilitation et extension du périmètre des contrôles .....	50
2.4.4	Brique D : Intégration d’une messagerie à la plateforme .....	51
2.4.5	Brique E : Renforcement du pilotage .....	51
2.4.6	Brique F : Gestion des traces des utilisateurs de la plateforme .....	52
2.4.7	Brique G : Amélioration du processus de déclaration.....	52
3.	Descriptif des phases de la prestation attendue.....	53
3.1	Phase de construction.....	53
3.1.1	Précision sur la rédaction des spécifications détaillées .....	54
3.1.2	Précision sur le développement de la nouvelle plateforme .....	54
3.1.3	Précision sur l’amélioration de l’ergonomie de la plateforme .....	54
3.1.4	Précision sur la vérification fonctionnelle et technique (tests technico-fonctionnels).....	55
3.2	Garantie.....	56
3.3	Phase de production .....	58
3.3.1	La tierce maintenance applicative.....	58
3.3.2	Prestations sur bons de commande : maintenance évolutive et réversibilité .....	62
3.3.2.1	Maintenance évolutive : dispositions générales .....	62

3.3.2.2	Transmission d'une fiche d'expression de besoin (FEB).....	63
3.3.2.3	Modalités de réalisation d'une évolution .....	63
3.3.2.4	Précision relative au planning d'évolution .....	64
3.3.2.5	Précision relative aux montées de version majeure .....	64
3.3.2.6	Fonctionnalités supplémentaires identifiées au BPU.....	64
3.3.2.7	Prestation de réversibilité .....	73
4.	Modalités d'exécution des prestations .....	74
4.1	Engagement du Titulaire .....	74
4.2	Obligation de conseil.....	74
4.3	Dispositif de pilotage et de gouvernance .....	74
4.4	Gestion de la planification .....	75
4.5	Gestion des risques .....	76
4.6	Gestion documentaire.....	76
4.7	Plan assurance qualité .....	77
4.8	Support utilisateur .....	77
4.8.1	Organisation du support utilisateur .....	77
4.9	Outil de ticketing mis à disposition par le Titulaire.....	78
5	Prérequis techniques pour la solution cible.....	78
5.1	Cadre interministériel de référence applicable.....	78
5.2	Informations techniques complémentaires .....	78
5.3	Stratégie de reprise des données.....	79
5.4	Stratégie de reprise des accès.....	80
5.5	Sécurité du Système d'Information (SSI).....	80
5.6	Respect du Règlement général de protection des données (RGPD).....	82
5.7	Accessibilité de la plateforme .....	82
6.	Découpage prestation livrables (DPL) .....	82

# 1. Objet du marché

## 1.1 Présentation de la Commission de Régulation de l'Énergie

Créée en 2000, la CRE dispose d'un statut garantissant l'indépendance des missions généralement dévolues aux autorités administratives indépendantes chargées de la régulation d'un secteur économique en voie d'ouverture à la concurrence et marqué par la présence d'opérateurs publics.

Elle veille au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France, au bénéfice des consommateurs finaux et en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique nationale. La commission comprend deux principales instances :

- un collège définissant les grandes orientations, adoptant des décisions et rendant des avis ;
- un comité de règlement des différends et des sanctions, chargé de régler les différends portant sur l'accès aux réseaux publics d'électricité et de gaz ainsi que sur leur utilisation entre gestionnaires et utilisateurs, et chargé de sanctionner les manquements au code de l'énergie.

## 1.2 Les charges de service public de l'électricité et du gaz

Les charges de service public de l'électricité (CSPE) correspondent :

- aux surcoûts liés aux dispositifs de soutien aux énergies renouvelables et à la cogénération relevant de contrats d'obligation d'achat ou de complément de rémunération conclus en application d'un arrêté tarifaire ou à l'issue d'un appel d'offres ;
- aux surcoûts de production et d'achat d'électricité dans les zones non interconnectées (ZNI) ainsi qu'aux surcoûts liés aux projets de maîtrise de la demande de l'électricité ou de stockage dans ces territoires et des études mentionnés au e) du 2° de l'article L. 121-7 du code de l'énergie ;
- aux coûts liés aux dispositifs sociaux (tarif de première nécessité, afficheurs déportés, réductions sur les services de fourniture pour les bénéficiaires du chèque énergie et participation au dispositif en faveur des personnes en situation de précarité - FSL) ;
- aux coûts résultant des appels d'offres incitant au développement des effacements de consommation.

Elles sont supportées par Électricité de France (EDF), Électricité de Mayotte (EDM), Électricité et Eau de Wallis-et-Futuna (EEWF), les entreprises locales de distribution (ELD), les organismes agréés au titre de l'article L. 314-6-1 du code de l'énergie pour la reprise de contrats d'achat, l'acheteur de dernier recours prévu à l'article L. 314-26 du code, les autres fournisseurs d'électricité que sont les fournisseurs alternatifs (FA) et RTE.<sup>1</sup>

Les charges de service public de gaz correspondent aux surcoûts liés aux dispositifs de soutien au biométhane injecté et aux coûts liés aux dispositifs sociaux (tarif spécial de solidarité, réductions sur les services de fourniture pour les bénéficiaires du chèque énergie et afficheurs déportés). Elles sont supportées par les fournisseurs de gaz naturel.

Le I de l'article R. 121-30 précise les dates avant lesquelles les opérateurs supportant des charges de service public de l'énergie doivent adresser leurs déclarations, soit le 31 mars pour les charges constatées au titre de l'année précédentes et pour les éventuels reliquats au titre des années antérieures, et le 30 avril pour la mise à jour des prévisions au titre de l'année en cours et pour les prévisions au titre de l'année suivante.

Le II de l'article R. 121-31 du code de l'énergie prévoit que la CRE adresse son évaluation du montant des charges de service public de l'énergie à compenser l'année suivante au ministre chargé de l'énergie avant le 15 juillet de chaque année et qu'elle notifie aux opérateurs supportant des charges de service public les montants devant leur être compensés avant le 31 décembre.

### 1.3 Suivi économique des installations bénéficiant d'un soutien public

La CRE peut aussi être amenée à collecter (de manière ponctuelle ou régulière) des déclarations de coûts et recettes des installations de production d'énergie renouvelable bénéficiant d'un contrat de soutien public, en application des articles R. 314-14 et R. 311-27-6 du code de l'énergie pour les producteurs d'électricité à partir d'énergie renouvelable et de cogénération, et de l'article R. 446-15 du code de l'énergie pour les producteurs de biométhane injecté.

Ces déclarations alimentent les réflexions de la CRE sur le bon dimensionnement du soutien public, et lui permet de suivre l'évolution des coûts des différentes filières. Pour recueillir ces informations, la CRE interroge directement les producteurs d'électricité et de biogaz bénéficiant d'un contrat de soutien, en application des articles susmentionnés.

A noter que les producteurs d'électricité et de biogaz sont les co-contractants des déclarants des CSPE.

### 1.4 Situation actuelle

La CRE est responsable du traitement des déclarations de charges de service public de l'électricité supportées par les entreprises locales de distribution (ELD), les organismes agréés (OA) et les fournisseurs alternatifs (FA) sur le territoire métropolitain. La CRE est propriétaire d'une solution applicative dénommée « eCSPE » développée par un Prestataire informatique depuis le 11 juin 2011 permettant de gérer le traitement informatisé des déclarations CSPE.

La CRE a initié en 2022 une démarche de refonte des processus de collecte et de contrôle des données déclarées par les opérateurs, dont l'objectif était de renforcer la performance, la flexibilité et la résilience du dispositif. Ces travaux ont permis d'identifier de nouveaux développements à réaliser sur la plateforme eCSPE en vue d'opérer sa refonte. Cette dernière est d'autant plus impérieuse qu'une partie de ses composants applicatifs seront obsolètes d'ici à 2026.

En parallèle, la CRE est aussi propriétaire d'une seconde solution applicative, dénommée « Décrypte », développée depuis 2019. Cette plateforme permet de recueillir les déclarations des producteurs dans le cadre des audits menés par la CRE. Une démarche de refonte de cette plateforme a aussi été initiée afin de renforcer la performance, la flexibilité et la résilience du dispositif.

Ces deux plateformes, bien qu'elles ne s'adressent pas directement aux mêmes acteurs, disposent de fonctionnalités similaires. Par ailleurs, les acteurs devant faire des déclarations sur les deux plateformes sont liés par les contrats d'obligation d'achat ou de complément de rémunération.

La CRE souhaite **fusionner ces deux solutions pour devenir propriétaire d'une plateforme commune décomposée en deux branches**, dont les fonctions de base seraient communes aux deux besoins (déclaration des CSPE et déclaration des coûts et recettes). Cette nouvelle plateforme reprendrait le fonctionnement de la plateforme eCSPE actuelle, en y ajoutant de nouvelles fonctionnalités.

La CRE laisse la liberté au titulaire de définir les modalités de connexion pour accéder aux branches de suivi économique<sup>1</sup> (actuelle plateforme Décrypte) et de déclaration des charges de CSPE (actuelle plateforme eCSPE).

La CRE sera propriétaire du code de la nouvelle plateforme.

---

<sup>1</sup> également appelé audit dans le reste du document

### 1.5 Objet du marché : développement d'une nouvelle plateforme

Le présent marché a pour objet :

- le cadrage approfondi de la nouvelle plateforme eCSPE-Décrypte (dont le nom et celui des deux branches restent à définir) sur les aspects fonctionnels, applicatifs et techniques ;
- le développement de la nouvelle plateforme eCSPE-Décrypte ;
- la tierce maintenance applicative dont le maintien en condition opérationnelle de la nouvelle plateforme eCSPE- Décrypte.
- la maintenance évolutive
- la réversibilité

### 1.6 Résumé des prestations attendues

En corrélation avec les principaux attendus du marché, les différents types de prestations attendues sont les suivants :

♦ Prestations à prix forfaitaires :

- Prestation de spécifications fonctionnelle et technique détaillées de la nouvelle plateforme ainsi que prestation de développement, recette et test de la plateforme.
- Prestations de tierce maintenance applicative (maintien en condition opérationnelle et maintien en condition de sécurité à titre préventif ou correctif, à noter que la maintenance évolutive n'est pas incluse dans cette prestation forfaitaire). Les prestations de TMA ne commencent qu'à compter d'une période de 6 mois après la mise en ligne effective de deux branches/modules de la plateforme. Ces 6 mois correspondent à la période de garantie initiale dès la mise en production.

♦ Prestations sur bon de commande (sans minimum et avec un maximum de commande sur la durée totale du marché de 200 000 euros HT)

- Prestations de maintenance évolutive
- Prestation de réversibilité

### 1.7 Durée du marché

Le marché débute à compter de sa date de sa notification. Il se décompose en deux temps :

- il débute à compter de la notification du marché jusqu'à la mise en ligne effective des deux branches de la plateforme (si le déploiement n'est pas conjoint), soit au plus tard jusqu'au 15/02/2027 (ou à une date antérieure si le Titulaire s'est engagé sur une mise en ligne anticipée) ;
- il est ensuite **de douze (12) mois** à compter de cette **mise en ligne effective des deux branches de la plateforme**.

Le marché pourra ensuite faire l'objet de trois (3) reconductions d'une année chacune, sans que sa durée à compter de la mise en ligne ne puisse dépasser quatre (4) ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins un (1) mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché. La non-reconduction du marché n'entraîne aucune indemnité du titulaire.

## 1.8 Délais d'exécution

Délais de mise en ligne de la plateforme : Le titulaire **s'engage à une mise en ligne effective de la plateforme dans les délais annoncés dans son offre\* (calendrier d'exécution) et dans le respect des dates maximums fixées ci-après ainsi qu'à l'article 3 de l'acte d'engagement.** Ces derniers ne peuvent dépasser **le 15 octobre 2026** pour la branche d'audit (« décrypte ») et **le 15 février 2027** pour la branche de déclaration des charges (« eCSPE »). (\* Le calendrier d'exécution du Titulaire peut prévoir des délais de mise en ligne antérieurs à ces dates).

Une réunion de lancement sera organisée mi-octobre ou fin octobre 2025 afin d'organiser le démarrage des prestations. La phase de conception/développement commencera à compter de cette réunion. Un délai de 10 jours ouvrés minimum sera respecté entre la date de notification et la réunion de lancement afin que le Titulaire puisse établir le PAS et le PAQ.

Délai d'exécution des prestations de tierce maintenance applicative (TMA) : Les délais d'exécution des prestations de maintenance sont fixés dans le CCTP et le cas échéant dans le mémoire technique (si le titulaire s'est engagé sur des délais plus courts ou bien en cas de silence du CCTP).

Délai d'exécution des prestations sur bons de commande (maintenance évolutive et réversibilité) : Les bons de commande peuvent être émis uniquement à compter de la mise en ligne effective des deux branches de la plateforme et jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution court de leur date de notification au titulaire jusqu'à la date d'échéance du délai d'exécution qu'il fixe ou à défaut jusqu'à la date d'échéance du délai d'exécution fixé dans le devis du titulaire. La durée d'exécution des prestations ne peut excéder trois (3) mois après le terme du marché.

Nota : Les bons de commande ne peuvent être établis qu'à compter de la mise en ligne effective des 2 branches de la plateforme.

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.

## 2. Présentation de la plateforme attendue

### 2.1 Profils utilisateurs

La branche eCSPE de la plateforme comportera trois types de profils utilisateurs, décrits ci-dessous (il s'agit des trois types d'utilisateurs existants dans la plateforme actuelle). La plateforme comptabilise environ 150 utilisateurs, tous profils confondus.

La branche Décrypte de la plateforme comprendra les trois mêmes types de profil. Le nombre d'utilisateurs sera cependant beaucoup plus important, pouvant aller jusqu'à plusieurs milliers d'audités (à la fin de l'année 2024, la France comptait 25 000 installations de production d'électricité à partir d'énergie renouvelable et de cogénération de plus de 100 kW et environ 700 installations de production de biométhane, toutes visées par l'obligation de déclaration).

#### *Profil Pilote*

Un **profil « Pilote »** est constitué d'utilisateurs issus de la Direction du développement des marchés et la transition énergétique (DDTME) de la CRE (moins de 10 utilisateurs). Ce profil est principalement chargé du suivi de l'avancement des campagnes de déclaration (campagne de déclaration CSPE et campagne de déclaration des coûts et recettes (également appelée campagne d'audit dans le reste du document)) et réalise les actions suivantes sur l'outil :

- **suivi de l'avancement du processus d'évaluation** : suivi de l'état des lieux de la collecte, suivi des données à contrôler et valider ;

- **supervision globale de l’instruction des données** de tous les opérateurs ;
- **réalisation de contrôles transverses** : assurer la cohérence du travail d’instruction ;
- **gestion des communications** à destination de l’ensemble des déclarants ;
- **gestion de l’outil** : réaliser le paramétrage « technique » de la plateforme et des relations avec le Titulaire : calendrier de collecte, actualisation des paramètres pour le contrôle de conformité/exhaustivité des données, actualisation des paramètres relatifs aux contrôles des cadres tarifaires, gestion des droits d’accès, gestion de la base de données opérateurs.

Chaque profil « pilote » est nominatif afin de tracer les actions entreprises (cf. art. 2.4.6. Brique F).

#### *Profil Instructeur*

Le profil « **Instructeur** » est constitué d’utilisateurs issus de la DDTME de la CRE (une dizaine d’utilisateurs). Ce profil est chargé de vérifier l’exactitude des déclarations et d’échanger avec les opérateurs et réalise les actions suivantes sur l’outil :

- **relance des opérateurs** : relancer les opérateurs qui n’auraient pas déclaré ;
- **contrôle de l’exhaustivité et de la conformité des données** : s’assurer que les données fournies soient complètes et conformes ;
- **instruction des déclarations sur le fond**
- **contrôle des pièces justificatives** : vérifier la validité et la cohérence des pièces justificatives fournies avec les déclarations, garantissant ainsi la fiabilité des informations ;
- **validation/invalidation des données** : valider ou invalider les données en fonction de leurs évaluations. Cela implique également la gestion des demandes de renseignements complémentaires pour clarifier des points spécifiques ;
- **échanges avec les déclarants** : être en contact avec les déclarants pour obtenir des informations supplémentaires ou des clarifications et éventuellement répondre aux questions des déclarants.
- Chaque profil « instructeur » est nominatif afin de tracer les actions entreprises (cf. art. 2.4.6 Brique F).

#### *Profil Déclarant (eCSPE) ou Audité (Décrypte)*

Le profil « **Déclarant** » ou « **Audité** », constitué d’utilisateurs employés par les différents opérateurs (environ 150 s’agissant de eCSPE, plusieurs milliers s’agissant de Décrypte), permettant de déclarer en ligne leurs CSPE ou leurs données de coûts et recettes, réalise les actions suivantes sur l’outil :

- **réalisation de la saisie des déclarations** : réaliser la saisie majoritairement manuelle des volets déclaratifs dans le cadre des déclarations et fournir l’attestation comptable ou les autres documents justificatifs si nécessaire ;
- **échange avec les instructeurs sur leur dossier** : échanger avec les instructeurs pour des clarifications dans le cadre d’une invalidation d’une partie de la déclaration ou pour toute information jugée nécessaire ;
- **transmission de fichiers Excel** : charger des fichiers Excel de déclaration et soumettre des fichiers une fois remplis ;
- **accès à l’historique des documents** : accéder à l’historique des documents fournis dans le cadre des déclarations, utilisés pour le calcul des charges ou la réalisation des audits.

## 2.2 Description du fonctionnement actuel de la plateforme eCSPE

### 2.2.1 Cartographie fonctionnelle de la plateforme eCSPE existante

Le schéma ci-dessous présente la macro-cartographie fonctionnelle de la plateforme eCSPE à février 2025.



## Schéma 1 - Macro-cartographie fonctionnelle de la plateforme eCSPE en février 2025



Cinq modules fonctionnels métier cœurs sont disponibles à date sur la plateforme :

- un **module de déclaration** « fournisseur », utilisé par les profils « déclarant » ;
- un **module de contrôles automatisés**, permettant de réaliser un premier contrôle notamment de cohérence, sur certaines parties des déclarations ;
- un **module de contrôle des données entrantes**, à destination des instructeurs, permettant de vérifier les déclarations réalisées ;
- un **module d'extraction des données** à destination des instructeurs et des pilotes ;
- un **module de gestion des courriers électroniques**, permettant l'interaction entre les déclarants et les instructeurs.

Aux modules métier viennent s'ajouter deux modules d'administration :

- un **module d'administration fonctionnelle** permettant aux agents de la CRE de gérer et de superviser les aspects opérationnels de la plateforme eCSPE ;
- un **module d'administration technique** dédié à la supervision des aspects techniques de la plateforme eCSPE.

### 2.2.2 Processus métiers existants sur la plateforme eCSPE

Le processus de contrôle et calcul des CSPE s'organise en 4 phases, supervisées par un pilotage tout au long de l'exercice qui se déroule chaque année du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin.

#### 2.2.2.1 Collecte des données

La première étape relève de la **collecte des données**, il s'agit de la **phase déclarative**. Les données à contrôler sont recueillies auprès d'environ **150 opérateurs**, principalement via la **plateforme de déclaration en ligne eCSPE**. L'outil de collecte (eCSPE) nécessite d'être paramétré par les équipes

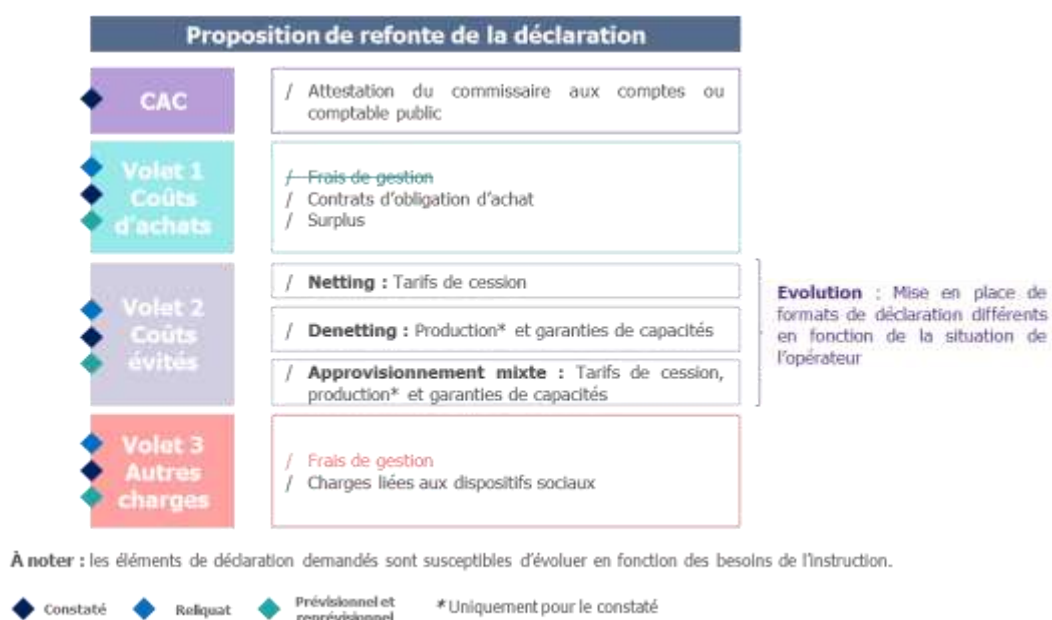
instructrices en amont de l'exercice en fonction des dernières évolutions réglementaires et des opérateurs en présence (ajout ou suppression d'un opérateur, le cas échéant).

La plateforme eCSPE ouvre à compter du 1<sup>er</sup> mars afin que les opérateurs puissent déclarer, d'une part, **les charges constatées au titre de l'année N-1** jusqu'à la date limite fixée au 31 mars, et d'autre part **les charges prévisionnelles au titre de l'année N+1** ainsi que **les mises à jour de la prévision au titre de l'année N** du 1<sup>er</sup> au 30 avril. Des échanges complémentaires entre les déclarants et les instructeurs peuvent amener à des échanges de pièces justificatives et d'éléments complémentaires jusqu'au 30 juin.

Les agents de la CRE interagissent si besoin avec les opérateurs, pour les aiguiller dans la compréhension des données à déclarer.

Les opérateurs hors acheteurs biométhane déclarent les éléments nécessaires au calcul des charges via 3 volets, anciennement annexes. L'organisation des données déclaratives au sein des annexes a été légèrement refondue afin de faciliter les contrôles.

### Schéma 2 – Refonte des volets déclaratifs



Pour le biométhane, les opérateurs déclarent les volets 4 et 5 relatifs respectivement aux coûts d'achats et de gestion, et aux garanties d'origine.

#### 2.2.2.2 Contrôle des charges

Entre le 1<sup>er</sup> avril et le 15 juin intervient **la seconde étape de contrôle des charges** : les agents instructeurs procèdent aux contrôles de l'exhaustivité et de l'exactitude des données qui ont été déclarées. Pour les opérateurs déclarant sur eCSPE, les données sont téléchargées depuis la plateforme sous la forme de fichiers « volets ».

Les instructeurs relancent au besoin les opérateurs pour des demandes de justificatifs, des renseignements complémentaires et des corrections de données. Si des compléments d'information sont demandés par la CRE, les opérateurs doivent les transmettre avant le 15 juin.

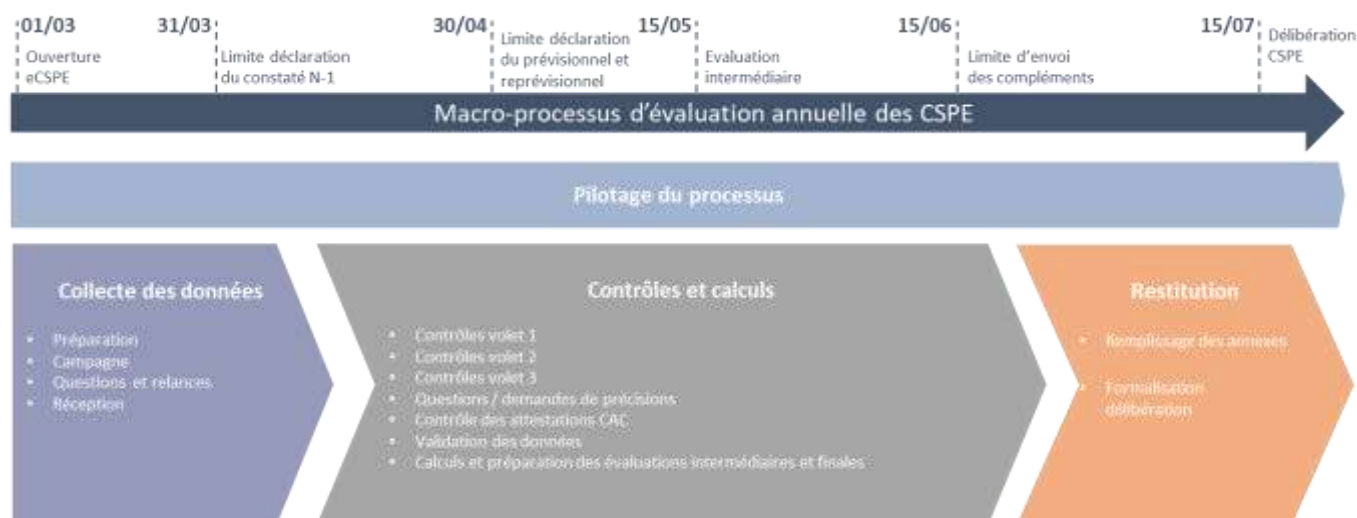
#### 2.2.2.3 Calcul des charges

Les charges sont ensuite calculées par la CRE avant le 30 juin pour délibération du collège de la CRE avant le 15 juillet.

#### 2.2.2.4 Publication des délibérations

Cette délibération de l'évaluation des charges pour l'année N+1 marque la **dernière étape du processus ; la restitution de l'exercice d'évaluation des CSPE via délibération**. Une séance de commission est consacrée à la restitution, suivie par la publication de la délibération et de ses annexes.

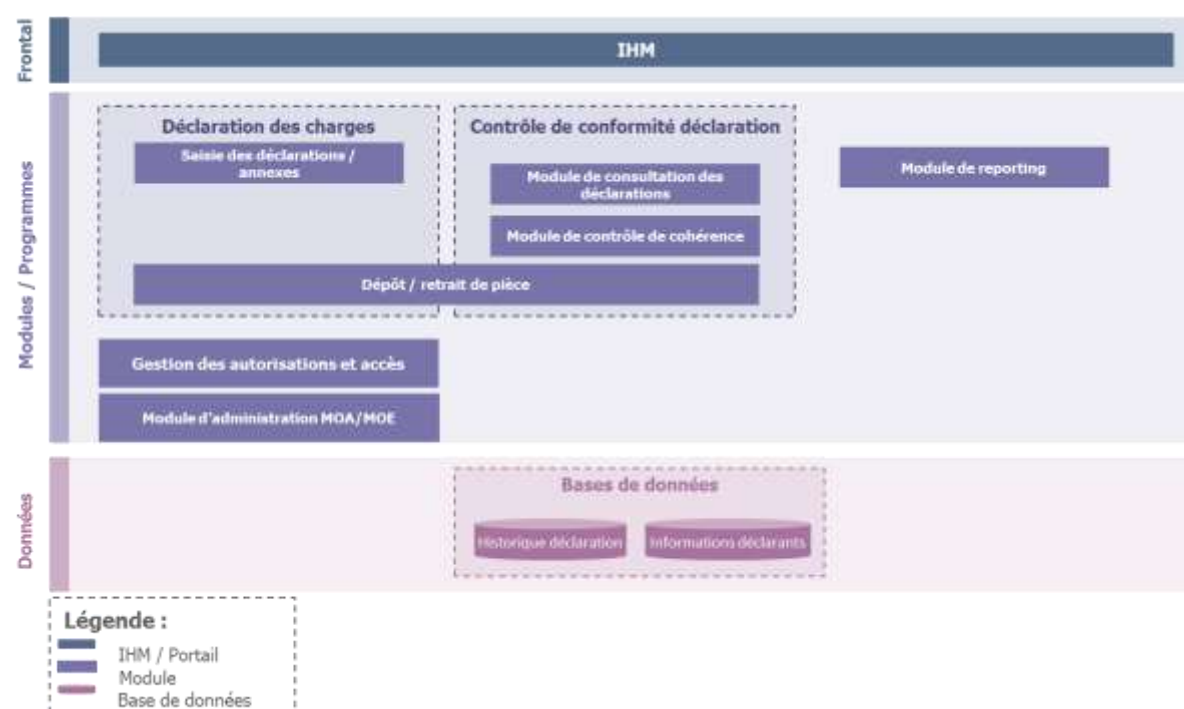
**Schéma 3 - Macro-processus d'évaluation annuelle des CSPE**



#### 2.2.3 Descriptif technique de l'existant

Le schéma ci-dessous présente la macro-cartographie applicative de la plateforme eCSPE à février 2025.

**Schéma 4 - Macro-cartographie applicative de la plateforme eCSPE en février 2025**



Cette cartographie applicative de l'existant est constituée des éléments suivants :

- **Une interface homme machine (IHM)**, permettant aux utilisateurs d'interagir avec la plateforme ;
- **Des modules/programmes de :**
  - o déclaration des charges ;
  - o contrôle de conformité des déclarations ;
  - o reporting ;
  - o gestion des autorisations et des accès ;
  - o administration fonctionnelle et technique.
- **Une base de données**, permettant aux agents de la CRE de stocker, gérer et récupérer les données renseignées sur la plateforme eCSPE.

## 2.2.4 Spécifications fonctionnelles détaillées de l'existant

Note préliminaire : la notion d'« annexe », utilisée dans le descriptif de l'existant, correspond en cible au terme de « volet », modifié afin d'être moins confusant pour les déclarants.

### 2.2.4.1 Accès instructeurs

#### 2.2.4.1.1 Profil « Instructeur »

Le profil instructeur est un profil qui gère le module déclaration de charge. Il est créé et géré par l'administrateur fonctionnel comme suit :

The screenshot shows a web interface titled 'Gestion des comptes'. On the left, there is a sidebar with 'Recherche' selected. The main area contains a form with fields for 'Rôle', 'Raison sociale', and 'N° SIREN'. At the top right, there are two buttons: 'Ajouter un utilisateur' and 'Ajouter un administrateur'. The 'Ajouter un administrateur' button is highlighted with a red rectangular box. A 'Rechercher' button is located at the bottom right of the form area.

Puis :

The screenshot shows a 'Détails' form for adding an administrator. It includes fields for 'Type administrateur (\*)', 'Nom (\*)', 'Prénom (\*)', and 'Adresse électronique'. The 'Type administrateur (\*)' dropdown menu is open, showing two options: 'Administrateur ELD' and 'Administrateur Fonctionnel'. The 'Administrateur Fonctionnel' option is currently selected and highlighted.

## 2.2.4.1.2 Accueil

Accueil - Déclarations - Rapport - Batchs - Administration - Aide		
Accueil		
Alerte rapports		
Document disponible	Téléch.	Date
Liste globale - charges constatées		00/00/0000
Liste globale - reliquats		00/00/0000
Liste globale - charges provisionnelles		00/00/0000
Liste globale - mise à jour des déclarations provisionnelles		00/00/0000
Liste globale - charges constatées - acheteurs biométhane		00/00/0000
Liste globale - reliquats - acheteurs biométhane		00/00/0000
Liste globale - charges provisionnelles - acheteurs biométhane		00/00/0000
Liste globale - mise à jour des déclarations provisionnelles - acheteurs biométhane		00/00/0000
Notifications		
Notifications	voir	
35 déclarant(s) ont envoyé des charges constatées		
11 déclarant(s) ont envoyé des reliquats pour 2022		
3 déclarant(s) ont envoyé des reliquats pour 2021		
2 déclarant(s) ont envoyé des reliquats pour 2020		
0 déclarant(s) ont envoyé des charges provisionnelles		
0 déclarant(s) ont envoyé des mises à jour des déclarations provisionnelles		
0 déclarant(s) ont envoyé des charges Boudier tarifaire		

Sur son écran d'accueil, l'instructeur aura :

- Alerte rapport : liste des derniers exports concaténés demandés :
  - o les exports seront distingués par type de charges ;
  - o la colonne « Date », indique la date de la dernière demande d'export effectuée ;
  - o l'utilisateur peut récupérer le rapport Excel via le bouton « Téléch. ».
- Notifications : liste des déclarants ayant envoyés leurs déclarations :
  - o les notifications seront distinguées par type de charges ;
  - o les déclarations reliquats seront distinguées par années de déclarations ;
  - o les déclarations des ELD, fournisseurs alternatifs et organismes agréés seront confondues ;
  - o en cliquant sur le bouton « voir », l'instructeur pourra visualiser la liste des déclarants ayant envoyés des déclarations correspondant au type qu'il a sélectionné.

Accueil - Déclarations - Rapport - Batchs - Administration - Aide			
Accueil			
Notification de déclarations à valider			
N° SIREN	Raison sociale	Déclarations à valider	Voir
413122821	Régie d'Électricité SITCHE	4	
780664943	S.L.C.A.E. de la SOMME et du CAMBRAISSE	4	
838221889	Régie SDED ÉRÔME-SÉRVANS	4	
911223220	Énergie Quillev Oulartine	4	
301805997	DYNEFF	2	
775990443	Régie Municipale d'Électricité CAZOUX LES BATHES	4	

Pour accéder à la liste des déclarations à valider, il faudra cliquer sur le bouton « Voir » pour afficher l'écran « Validation des déclarations », décrit ci-dessous.

### 2.2.4.1.3 Validation des déclarations

Cet écran est constitué d'autant de sous-écrans que de déclarations à valider. L'instructeur peut naviguer entre les différents sous écrans via les boutons entêtes, encadrés ci-dessus.

En fonction des déclarations que le déclarant a envoyées, et que l'instructeur n'a pas encore traitées, le 1<sup>er</sup> écran affiché sera déterminé dans l'ordre suivant :

- Annexe1 ;
- Annexe2 ;
- Annexe3 ;
- Attestation CAC.

Exemple : le déclarant a envoyé l'attestation CAC, l'annexe 1 et l'annexe2. L'instructeur a déjà validé l'attestation CAC, alors l'écran Annexe1 sera affiché avec les boutons entêtes suivant :

- bouton « Attestation CAC » désactivé ;
- bouton « Annexe1 » désactivé (ce bouton sera actif sur l'écran Annexe2) ;
- bouton « Annexe2 » actif ;
- bouton « Annexe3 » désactivé.

L'instructeur pourra traiter, volet par volet, les déclarations du déclarant sélectionné, en navigant à l'aide des boutons entêtes. Il pourra aussi récupérer les pièces jointes. Le bouton « Valider » affichera le message de demande de confirmation.

- Si l'instructeur clique sur « Non », aucun traitement ne sera déclenché.

- Remarque : si l'instructeur valide, ou invalide, toutes les déclarations d'un déclarant, celui-ci ne sera plus comptabilisé sur la page d'accueil.

L'écran de consultation permet à l'utilisateur de demander l'export concaténé des charges constatées, reliquats, prévisionnelles ou mise à jour des déclarations prévisionnelles, via les boutons :

Il peut sortir de cette vue en cliquant sur le lien :

L'instructeur peut demander, via l'écran « Rapport », le rapport des états des déclarations effectuées sur l'année en cours. Le rapport prendra la forme suivante :

#### 2.2.4.1.6 Administration- Gestion des déclarations annexes



#### 2.2.4.1.6.1 Période d'accès

L'écran « période d'accès » sert à définir la période d'accès pendant laquelle la saisie et les modifications des déclarations des charges par les déclarants sont possibles.

Deux périodes sont à définir :

- la période de déclaration des charges constatées et reliquats du 1<sup>er</sup> au 31 mars de chaque année ;
- la période de déclaration des charges prévisionnelles et des mises à jour des charges prévisionnelles du 1<sup>er</sup> au 30 avril de chaque année.

La saisie des dates doit respecter les règles suivantes, sinon un message d'erreur sera affiché et la saisie/modification ne sera pas prise en compte :

- format de date autorisé : JJ/MM/AAAA ;
- date de début antérieure à la date de fin ;
- date de début postérieure à la date du jour de saisie ;
- la date de début ne sera plus modifiable si la date du jour est postérieure à la date de début définie initialement (l'instructeur ne pourra plus modifier la date de début une fois que la période de saisie a débuté).

#### 2.2.4.1.6.2 Option d'utilisation par déclarant

Cet écran permet à l'instructeur pour le déclarant sélectionné :

- d'autoriser l'accès, en modification, aux déclarations de charges constatées, reliquats, prévisionnelles ou mises à jour des charges prévisionnelles, hors période d'accès définie ;
- de définir le mode de contrôle du fichier « Annexe1 » en temps réel, au moment de l'import de l'annexe 1, ou le soir par batch.

#### 2.2.4.1.6.3 Tables de référentiel

Cet écran permet de renseigner/modifier la table de correspondance codes contrats, pour :

- les charges constatées : choix de l'année A-1 dans la liste déroulante « Période » ;
- les charges reliquats : choix de l'année A-2, A-3 ou A-4 dans la liste déroulante « Période » ;
- les charges prévisionnelles : choix de l'année A+1 ;
- les mises à jour des charges prévisionnelles : choix de l'année A

L'instructeur peut initialiser les paramètres d'une période, si accessible en modification, en utilisant le bouton « Initialiser paramètres » :

- Le bouton « Initialiser paramètres » est visible uniquement si l'écran est accessible en modification.
- Le clic sur le bouton « Initialiser paramètres » permet d'afficher la fenêtre « Année de référence ». La liste déroulante sera chargée avec l'ensemble des années relatives aux déclarations reliquats, et constatées si les paramètres correspondants existent, de l'année en cours.
- Le clic sur le bouton « Valider », de la fenêtre « Année de référence », permet de supprimer les paramètres de l'année sélectionnée sur l'écran, s'ils existent, et de les remplacer par les paramètres de l'année sélectionnée sur la fenêtre.

La suppression des paramètres, est possible tant que l'écran est accessible en modification.



#### 2.2.4.1.6.4 Seuils de contrôle dispositifs sociaux

Cet écran permet de renseigner et modifier les paramètres de contrôle de l'annexe 3 (coûts relatifs aux dispositifs sociaux), pour les charges constatées, reliquats, prévisionnelles et mise à jour des charges prévisionnelles, selon la période sélectionnée.

Les paramètres sont modifiables jusqu'à la veille de la date de début de la période d'accès, accessibles en consultation uniquement à partir du 1<sup>er</sup> jour de début de la période d'accès.

Cet écran peut être affiché selon deux modes :

- Mode avant loi Brotte :
  - o zones « Consommation unitaire seuil min », « Consommation unitaire seuil max » et « Perte de chiffre d'affaires unitaire max » : visibles ;
  - o grille « Pertes de chiffre d'affaires unitaire max » et zone « Déduction forfaitaire max par logement » : invisibles.
- Mode loi Brotte :
  - o zones « Consommation unitaire seuil min », « Consommation unitaire seuil max » et « Perte de chiffre d'affaires unitaire max » : invisibles ;
  - o grille « Pertes de chiffre d'affaires unitaire max » et zone « Déduction forfaitaire max par logement » : visibles.

#### 2.2.4.1.6.5 Mode d'accès

Le mode d'accès aux écrans « Tables de référentiel », « Seuil de contrôles coûts évités » et « Seuil de contrôles dispositifs sociaux » (consultation ou modification) est déterminé selon :

- l'année sélectionnée sur la liste « Période » ;
- les dates de début (prévisionnelles et constatées) définies sur l'écran « Période d'accès ».

	[début d'année, début constaté -1j]	[début période constaté, début prévi -1j]	[début prévi, fin d'année]
Année charges prévisionnelles	En modification	En modification	En consultation
Année mise à jour des charges prévisionnelles	En modification	En modification	En consultation
Année charges constatées	En modification	En consultation	En consultation
Année charges reliquats	En consultation	En consultation	En consultation

#### 2.2.4.1.6.6 Modification des paramètres

Sur les écrans « Table de référentiel » et « Seuils de contrôles coûts évités », le bouton « Modifier » est disponible sur chaque ligne du tableau de paramètre, si accès en modification.

Ce bouton permet d'afficher les données de la ligne sélectionnée dans les zones de texte prévues pour la création d'un nouveau paramètre.

- sur l'écran « Table de référentiel », la zone « Code contrat » sera désactivée en cas de modification ;
- sur l'écran « Seuils de contrôles coûts évités », la zone « Option du tarif de cession » sera désactivée en cas de modification.

Après modification, le clic sur le bouton « Ajouter contrat » ou « Aj » permet de sauvegarder les nouvelles valeurs sur la base de données, de réactualiser l'écran, et d'activer la zone « Code contrat » ou « Option du tarif de cession ».

#### 2.2.4.1.7 Administration – Gestion des courriers

Des champs paramétrables sont disponibles sur l'éditeur de mail et permettent de personnaliser les mails selon les destinataires. Ci-dessous, les champs alimentés pour tous les mails déclarants :

- raison\_sociale : Raison sociale du déclarant destinataire du mail ;
- année\_N : année de la déclaration ciblée par le mail ;
  - o Exemple :
    - 2012 : pour l'envoi d'un mail concernant la déclaration des charges constatées 2012, effectuée durant l'année 2013. Pour les mails concernant les déclarations constatées et reliquats (mails d'ouverture, ou mails de relance) année\_N prend la valeur correspondant aux déclarations constatées ;
    - 2011 : pour l'envoi d'un mail concernant la déclaration des reliquats 2011, effectuée durant l'année 2013 ;
    - 2014 : pour l'envoi d'un mail concernant la déclaration des charges prévisionnelles 2014, effectuée durant l'année 2013.
- date\_limite : date de fin de déclaration ciblée par le mail (date de fin de déclaration des reliquats et du constatée, ou date de fin de déclaration du prévisionnel) ;
- type\_charge : type de charge, cette variable prend les valeurs supportées, reliquats ou prévisionnelles. Ce champ sera ajouté à la liste des champs disponibles sur l'écran « Gestion des courriers ». Il remplace le champ « exercice déclaration » dans les mails déclarants « Demande information complémentaire » A1, A2, A3 et Attestation CAC. Pour les mails concernant les déclarations constatées et reliquats (mails d'ouverture, ou mails de relance) type\_charge prend la valeur « supportées ».

Le champ « nom\_administrateur » est alimenté par le nom et prénom de l'instructeur, qui déclenche l'envoi du mail. Ce champ est donc alimenté pour les mails :

- Email - Demande info compl A1
- Email - Demande info compl A2
- Email - Demande info compl A3
- Email - Demande info compl Attestation CAC

Les mails prévus sont :

- « annonce de l'ouverture de l'accès à la déclaration des charges constatées/reliquats ». Ce mail est envoyé à tous les déclarants la veille de la date de début ;
- « annonce de l'ouverture de l'accès à la déclaration des charges prévisionnelles et mises à jour des charges prévisionnelles ». Ce mail est envoyé à tous les déclarants la veille de la date de début ;
- « rappel de la déclaration des charges constatées » envoyé une semaine avant la fin de la période de saisie de déclarations des charges constatées, aux déclarants n'ayant envoyé aucune déclaration ;
- « rappel de la déclaration des charges prévisionnelles et mises à jour des charges prévisionnelles » envoyé une semaine avant la fin de la période de saisie de déclarations des charges prévisionnelles et mises à jour des charges prévisionnelles, aux déclarants n'ayant envoyé aucune déclaration ;

- « rappel de la déclaration des charges constatées incomplètes » envoyé une semaine avant la fin de la période de saisie de déclarations des charges constatées, aux déclarants n'ayant pas envoyé toutes leurs déclarations ;
- « rappel de la déclaration des charges prévisionnelles incomplètes » envoyé une semaine avant la fin de la période de saisie de déclarations des charges prévisionnelles, aux déclarants n'ayant pas envoyé toutes leurs déclarations ;
- « rapport de conformité de l'annexe 1 », en cas d'erreur, mail envoyé aux déclarants, en traitement Batch suite à l'import du fichier Excel annexe1 ;
- « rapport d'acceptation de l'annexe 1 » mail de confirmation de validité de l'annexe1, envoyée aux déclarants, en traitement Batch, si l'annexe1 est conforme ;
- « demande d'information complémentaire attestation CAC », déclenchée par l'instructeur suite à l'invalidation d'une attestation CAC ;
- « demande d'information complémentaire annexe 1 », déclenchée par l'instructeur suite à l'invalidation d'une annexe 1 ;
- « demande d'information complémentaire annexe 2 », déclenchée par l'instructeur suite à l'invalidation d'une annexe 2 ;
- « demande d'information complémentaire annexe 3 », déclenchée par l'instructeur suite à l'invalidation d'une annexe 3.

## 2.2.4.2 Accès déclarant

### 2.2.4.2.1 Profil

Les déclarants ont été définis par mise à jour des redevables eCSPE, selon la liste fournie par la CRE. Le droit d'accès aux fonctionnalités « Déclaration de charges ELD » peut également, être défini ou modifié via le module « Gestion des comptes » en cochant la case « ELD » ou « Organisme agréé ».

Les fournisseurs alternatifs sont gérés par l'administrateur fonctionnel en cochant la case « Fournisseurs alternatifs ». Ceci donne automatiquement le droit d'accès aux fonctionnalités « Déclaration de charges ELD et fournisseurs alternatifs ».

ETAPE 1 - Type d'utilisateur

☒ Fournisseur / Gestionnaire de réseau

☐ Fournisseur ☐ Gestionnaire de réseau ☐ Fournisseur Alternatif ☐ ELD

☐ Organisme agréé ☐ Acheteur biométhane

☐ Fournisseur électricité éligible BT 2023 ☐ Fournisseur gaz éligible BT 2023

☐ Contributeur

### 2.2.4.2.2 Accueil

Sur leur écran d'accueil, le déclarant aura :

- le récapitulatif des déclarations de charges, distinguées par type :
  - o un tableau de récapitulatif, de déclarations de charges, vide ne sera pas affiché ;
  - o les boutons « Voir » permettront aux déclarants d'accéder au détail de la déclaration, en consultation si son statut est « A valider » ou « Validé », en modification si son statut est « Brouillon » ou « Invalidé ».
- des alertes de déclaration de charges : par exemple : « L'annexe 2 des charges constatées a été envoyée sans l'annexe 1 ».

### 2.2.4.2.3 Menu déclarations

Seuls les volets concernant l'opérateur sont accessibles, constitués d'un premier niveau selon le type de charge, et d'un 2<sup>ème</sup> niveau réparti selon le type de déclaration.

Déclaration ▼ Aide	
Déclaration de Charges constatées ▶	Attestation comptable
Déclaration de reliquats ▶	A1 Charges liées à l'obligation d'achat
Déclaration de charges prévisionnelles ▶	A2 Eléments pour le calcul des coûts évités
Mise à jour des Déclarations prévisionnelles ▶	A3 Charges liées aux dispositions sociales

Déclaration ▼ Aide	
Déclaration de Charges constatées ▶	Attestation comptable
Déclaration de reliquats ▶	A3 Charges liées aux dispositions sociales
Déclaration de charges prévisionnelles ▶	
Mise à jour des Déclarations prévisionnelles ▶	

Déclaration ▼ Aide	
Déclaration de Charges constatées ▶	Attestation comptable
Déclaration de reliquats ▶	A1 Charges liées à l'obligation d'achat
Déclaration de charges prévisionnelles ▶	A2 Eléments pour le calcul des coûts évités
Mise à jour des Déclarations prévisionnelles ▶	

L'accès aux écrans est contrôlé selon les périodes, le statut des déclarations, et l'autorisation d'accès paramétré par l'instructeur.

Par la suite :

Période (voir règle d'accès pour charges constatées et prévisionnelles).	Résultat
Avant début période d'accès	Message d'erreur : « La plateforme n'est pas encore ouverte pour la déclaration des charges constatées et reliquats/prévisionnelles. »
Durant période d'accès	Accès à l'écran de déclaration choisi via le menu L'écran est accessible : <ul style="list-style-type: none"> <li>en modification aux déclarations, de l'année en cours, au statut brouillon et invalide.</li> <li>en consultation aux déclarations, de l'année en cours, au statut « à valider » et « valide ».</li> </ul>
Après période d'accès & et utilisateur ELD ayant l'autorisation.	Accès à l'écran de déclaration choisi via le menu. L'écran est accessible : <ul style="list-style-type: none"> <li>en modification aux déclarations, de l'année en cours, au statut « brouillon » et « invalide ».</li> <li>en consultation aux déclarations, de l'année en cours, au statut « à valider » et « valide ».</li> </ul>
Après période d'accès & et utilisateur ELD n'ayant pas l'autorisation.	Accès à l'écran de déclaration choisi via le menu. L'écran est accessible : <ul style="list-style-type: none"> <li>en consultation aux déclarations, de l'année en cours, au statut « brouillon », « à valider » ou « valide ».</li> <li>en modification aux déclarations, de l'année en cours, au statut « invalide ».</li> </ul>

#### 2.2.4.2.4 Attestation comptable

##### 2.2.4.2.4.1 Présentation de l'écran

L'écran « Attestation comptable » est disponible uniquement pour la déclaration des charges constatées.

Un déclarant peut y attacher son attestation des commissaires aux comptes ou de comptable (attestation CAC) :

- aucun contrôle n'est prévu sur cette pièce jointe ;
- seule la dernière attestation CAC chargée sur la plateforme est conservée ;
- le déclarant peut consulter son attestation, la supprimer, la mettre à jour si son statut est « Brouillon » ou « Invalide » ;
- le déclarant peut uniquement consulter son attestation si son statut est « A valider » ou « Validé ».

Ci-dessus les différents statuts d'une attestation CAC :

Action utilisateur	Ajout PJ, 1 <sup>er</sup> ajout de l'attestation CAC ou statut Brouillon	Ajout PJ, attestation CAC au statut Invalide	Click sur bouton « Envoyer »,	Validation par l'admin ELD	Invalidation par l'admin ELD
Statut	En brouillon	Invalide	A valider	Validé	Invalide

#### 2.2.4.2.4.2 Charges constatées

Pour la déclaration des charges constatées, l'envoi des annexes 1, 2 et 3 est bloqué tant que l'attestation CAC n'a pas été envoyée. Le message d'erreur ci-dessous sera affiché :

« Vous n'avez pas encore envoyé votre attestation des commissaires aux comptes ou de comptable. Veuillez l'envoyer pour pouvoir envoyer vos déclarations de charges ».

#### 2.2.4.2.5 Annexe 1 – Charges liées à l'obligation d'achat

##### 2.2.4.2.5.1 Présentation de l'écran

L'écran « Charges liées à l'obligation d'achat » est disponible pour chaque année de charges. Il est accessible uniquement par les déclarants.

Sur cet écran, le déclarant peut télécharger le modèle de l'annexe 1, qu'il devra renseigner et puis charger sur la plateforme.

- Au chargement, un premier contrôle est effectué sur l'extension du fichier, si elle est différente de « xls », « xlsx » et « xlsm » le fichier est rejeté (non sauvegardé, l'utilisateur est prévenu), sinon l'annexe 1 est sauvegardée en statut « Brouillon ».
- Si le déclarant est paramétré en contrôle « Direct » :
  - o le contenu du fichier sera contrôlé au moment du chargement : les règles de contrôles seront détaillées ci-après ;
  - o à partir d'un nombre d'erreurs (nombre paramétrable) sur le fichier, le contrôle est arrêté et le détail des erreurs est affiché dans la zone « Rapport de conformité » ;
  - o le fichier chargé est sauvegardé même s'il est en erreur.
- Si le déclarant est paramétré en contrôle « Par batch » :
  - o le fichier sera sauvegardé mais non contrôlé ;
  - o le contrôle sera effectué par batch, en soirée ;
  - o tout le contenu du fichier est contrôlé sans seuil sur le nombre d'erreurs rencontrées ;
  - o si le fichier est valide, un mail de confirmation de validité est envoyé au déclarant ;
  - o si le fichier est en erreur, un mail, avec le détail des erreurs, est envoyé au déclarant. Une partie des erreurs, dans la limite du nombre d'erreur paramétré, sera affichée dans le rapport de conformité ;
  - o seul le dernier fichier Annexe 1 est conservé.
- Quel que soit le nom donné par le déclarant à l'annexe 1, elle sera sauvegardée sur l'application avec un nom composé comme suit : « SirenDéclarant\_a1\_cons\_annee courante.xls ».
- Le déclarant peut fournir des pièces jointes libres : sans aucun contrôle applicatif.
- Le déclarant peut également déclarer les surplus revendus à EDF, via le modèle du fichier « Surplus » qu'il doit télécharger, renseigner puis charger sur la plateforme. Aucun contrôle applicatif ne sera réalisé.
- Ci-dessus les différents statuts d'une déclaration annexe 1 :

Action utilisateur	Ajout annexe1, 1 <sup>er</sup> ajout annexe1 ou annexe 1 au statut Brouillon	Ajout annexe1 avec annexe1 au statut Invalide	Click sur bouton « Envoyer », annexe 1 valide	Validation par l'admin ELD	Invalidation par l'admin ELD
Statut	En brouillon	Invalide	A valider	Validé	Invalide

#### 2.2.4.2.5.2 Charges et reliquats

Pour la déclaration des charges reliquats, l'écran sera muni d'une liste déroulante contenant les 3 années pour lesquelles le déclarant peut déclarer des charges reliquats.

Si le déclarant a précédemment joint des fichiers pour une année, la sélection de l'année en question charge l'écran selon les données disponibles pour celle-ci.

#### 2.2.4.2.5.3 Annexe 1 et reliquats

Le modèle de l'annexe 1, que le redevable télécharge sur l'écran, pour la déclaration de charges constatées et reliquats, est composé de 4 onglets, dont les noms sont verrouillés :

- A LIRE : onglet verrouillé, et ne sera pas traité par l'application ;
- « tableau général » : onglet principal, sera traité par l'application ;
- « 4 postes » : onglet facultatif, sera traité par l'application selon données présentes sur « Tableau général » ;
- « 5 postes » : onglet facultatif, sera traité par l'application selon données présentes sur « Tableau général » ;
- « cautions » : onglet facultatif ;
- « résiliations anticipées » : onglet facultatif ;
- « cogénération » : onglet facultatif.

#### 2.2.4.2.5.4 Annexe 1 prévisionnelle et mise à jour de la déclaration prévisionnelle

Le modèle de l'annexe 1, que le redevable télécharge sur l'écran, pour la déclaration de charges prévisionnelles et mise à jour de la déclaration prévisionnelle, est composé de 3 onglets, dont les noms sont verrouillés :

- A LIRE : onglet verrouillé, et ne sera pas traité par l'application.
- Tableau général : onglet principale, sera traité par l'application.
- Evolution prévisionnelle : onglet facultatif, ne sera pas traité par l'application.

#### 2.2.4.2.5.5 Contrôle « Tableau général »

Les données du tableau sont vérifiées à partir de la ligne 7 du fichier. La présence d'une ligne vide entre la ligne 7 et la dernière ligne du tableau est un motif d'anomalie qui sera indiquée par le message : « *La/les ligne(s) <ligne Ex1>, <ligne Ex2> ... <ligne Exn> de votre déclaration sont vide(s). Merci de la/les supprimer.* »

Les paramètres de contrôle correspondent à ceux de l'année de la déclaration et le type des charges.

Le tableau suivant représente la liste des règles de contrôle de l'annexe 1 :

- les règles de contrôle de l'annexe 1 des charges constatées, et reliquats, sont identiques ;
- certaines règles de contrôles, appliquées pour les charges constatées et reliquats, ne le sont pas pour l'annexe 1 des charges prévisionnelles et mises à jour des charges prévisionnelles. La colonne « Charges prévisionnelles » (2<sup>ème</sup> colonne du tableau) indique « oui » si la règle est vérifiée, pour les charges prévisionnelles et mises à jour des charges prévisionnelles, et « non » si la règle n'est pas vérifiée.

Une règle non vérifiée signifie que le processus ne contrôle pas le contenu de la colonne en question : la colonne peut être renseignée ou non, ceci sera transparent pour le processus.

	Charges permissibles	Entête de la colonne	Description	Format	Règle de gestion	Message des anomalies constatées
D1	Oui	Commentaires	Commentaires sur la situation particulière du contrat	Texte	L'information est facultative.  Au moins un commentaire « » si commentaire est obligatoire car une des règles de gestion la nécessite	Pas de message  Pas de message spécial, mais continuer à afficher les messages avec des anomalies constatées pour les contrats pour lesquels les commentaires ont été exigés mais ne sont pas renseignés
Données générales sur le contrat						
D2	Oui	Entité gestionnaire de réseau	Raison sociale ou dénomination de la société qui déclare	Texte	L'information est obligatoire. Et doit être identique à la raison sociale du redevable.	ligne X, colonne Y : Veuillez choisir la raison sociale de votre régie dans la liste déroulante en haut à gauche de l'onglet Tableau Général
D3	Non	Date Entrée en Vigueur	Date d'entrée en vigueur du contrat d'achat	Format JJ/MM/AAAA	L'information est obligatoire.	ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la date d'entrée en vigueur du contrat d'achat.

					L'année d'entrée en vigueur ne peut être supérieure à « Année de déclaration -1 » de l'année de traitement	ligne X, colonne Y : L'année d'entrée en vigueur du contrat d'achat : « année » ne peut être supérieure à l'année A-1 au titre de laquelle la déclaration est faite.
					La date d'entrée en vigueur ne peut pas être supérieure à la « date d'entrée en vigueur max du contrat »	ligne X, colonne Y : La date d'entrée en vigueur est supérieure à la date maximale d'entrée en vigueur pour le contrat type «code contrat»
					La date d'entrée en vigueur ne peut pas être inférieure à la « date d'entrée en vigueur min du contrat »	ligne X, colonne Y : La date d'entrée en vigueur est inférieure à la date minimale d'entrée en vigueur pour le contrat type «code contrat».
D4	Non	Date Échéance	Date d'échéance du contrat d'achat	Format JJ/MM/AAAA	L'information est obligatoire.  La différence arrondie (car écart de quelques jours est possible) entre les dates d'entrée en vigueur du contrat et de son échéance dépend du « Code contrat » (D10) et ne peut pas être inférieure/supérieure à la « Durée normale du contrat » (TC2) indiquée dans le tableau de correspondance.  Sinon un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».  Si commentaire sur la colonne A de la ligne, pas de message d'erreur.	ligne X, colonne : Merci de renseigner la date d'échéance du contrat d'achat.  ligne X, colonne Y : La durée de contrat d'achat est inférieure/supérieure à la durée normale du contrat type «code contrat» prévue par les arrêtés tarifaires ou par les conditions des appels d'offres. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration, ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A1 « Commentaires ».

D5	Non	Option tarifaire	Option tarifaire de la rémunération	Texte référencé	L'information est obligatoire.  Le texte référencé doit être utilisé : 1 poste 2 postes 4 postes 5 postes Cogé, Dispat. Règles de contrôle en fonction de « Code contrat » (D10) : 1 poste : éolien, solaire, biomasse, biogaz, hydraulique, géothermie, dispatchable, autre 2 postes : cogénération, incinération, hydraulique 4 postes : hydraulique 5 postes : hydraulique Cogé, Dispat. : cogénération	ligne X, colonne Y : Merci de renseigner l'option tarifaire. Voir onglet « A LIRE » du fichier.  ligne X, colonne Y : L'option tarifaire «option tarifaire» ne correspond pas aux acronymes prédéfinis et nécessaires à utiliser. Vous devez obligatoirement utiliser les acronymes précisés dans l'onglet « A LIRE » du fichier.  ligne X, colonne Y : L'option tarifaire «option tarifaire» renseignée dépend de l'arrêtés tarifaire, elle ne correspond pas au code contrat «code contrat» indiqué. Merci de vérifier et de corriger soit le code contrat soit l'option tarifaire. Voir onglet « A LIRE » du fichier.
D6	Non	Code Producteur	Code utilisé par une ELD pour identifier son producteur	Libre	L'information est facultative.	Pas de message
D7	Non	Code Producteur année précédente	Code utilisé par une ELD pour identifier son producteur	Libre	L'information est facultative.	Pas de message



D8	Oui	Filière	Filière de production d'électricité	Texte référencé : Autre Biogaz Biomasse Cogénération Dispatchable Eolien Géothermie Hydraulique Incinération Solaire	Remplissage automatique en fonction de « Code contrat » (D10) généré par macro sur le fichier modèle.  voir le tableau de correspondance	Pas de message
D9	Non	Nom Producteur / Nom Centrale	Raison sociale ou dénomination du producteur ou dénomination de l'installation	Texte	L'information est obligatoire.	ligne X, colonne Y : Merci de renseigner le nom du producteur ou le nom de la centrale.
D10	Oui	Code contrat	L'identifiant de l'arrêté tarifaire ou de l'appel d'offres selon lequel le contrat est rémunéré	Texte référencé	L'information est obligatoire.  Les valeurs du code contrat doivent correspondre à celle renseignées dans le tableau de référence selon l'année de déclaration.	ligne X, colonne Y : Vous devez obligatoirement renseigner le code contrat. Merci de renseigner l'option tarifaire.  Voir onglet « A LIRE » du fichier.  ligne X, colonne Y : Le code contrat «code contrat» ne correspond pas aux acronymes prédéfinis et nécessaires à utiliser. Vous devez obligatoirement utiliser les acronymes précisés dans l'onglet « A LIRE » du fichier.
D11	x		Colonne vide			
D12	Non	Code Postal	Code postal du site de production	Code Postal	L'information est obligatoire.  Taille limitée à 5 chiffres. Si commentaire sur la colonne A de la ligne, pas de message	ligne X, colonne Y : Merci de renseigner le code postal.  ligne X, colonne Y : Le code postal que vous avez renseigné, ne correspond pas aux codes postaux français à 5 chiffres. Merci de vérifier et de corriger

					d'erreur.	voire déclaration. Le cas échéant, laissez un commentaire dans la colonne A « Commentaires » de cette ligne.
D13	Non	Commune	Commune du site de production	Texte	L'information est obligatoire.	ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la commune.
	x		Colonne vide			
D14	Oui	Puissance Max	Puissance maximale de l'installation en kW	Décimale	L'information est obligatoire.	ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la puissance maximale.
	Oui				La valeur doit être supérieure à 0	ligne X, colonne Y : Vous avez renseigné une puissance maximale négative «puissance», ce qui n'est pas possible. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration.
	Non				La puissance maximale est fixée par code contrat dans le tableau de correspondance. Si commentaire sur la colonne A de la ligne, pas de message d'erreur.	ligne X, colonne Y : La puissance maximale que vous avez renseignée «puissance», excède celle normalement possible pour le code contrat «Code contrat» indiqué. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A1 « Commentaires ».
D15	Oui	Puissance Garantie	Puissance garantie de l'installation en kW	Décimale	L'information est obligatoire pour les « Code contrat » (D10) : DM, les codes contrat commençant par DM ou C, et facultative pour les autres contrats.	ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la puissance garantie.
	Oui				La valeur doit être supérieure à 0	ligne X, colonne Y : Vous avez renseigné une puissance garantie négative, ce qui n'est pas possible. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration.
	Non				La puissance maximale est fixée par code contrat dans le tableau de correspondance. Si commentaire sur la colonne A de la ligne, pas de message d'erreur.	ligne X, colonne Y : La puissance garantie que vous avez renseignée, excède celle normalement possible pour le code contrat «Code contrat» indiqué. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A « Commentaires » de la ligne.

	Oui				D15 ≤ D14. Si commentaire sur la colonne A de la ligne, pas de message d'erreur.	ligne X, colonne Y : La puissance garantie que vous avez renseignée, est supérieure à la puissance maximale renseignée, ce qui est impossible. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A « Commentaires », de la ligne.
D16	Non	SIRET	Numéro SIRET du site de production.	Champ de 14 chiffres.	L'information est obligatoire.	ligne X, colonne Y : Merci de renseigner le numéro SIRET. Si le producteur est un particulier vous devez indiquer 99999999999999.
D17	Non	Tension de raccordement	Tension de raccordement de l'installation	Texte référencé	L'information est obligatoire.  Le texte référencé doit être utilisé : BT 5 kV 10 kV 15 kV 20 kV 33 kV HTA1 (1 kV < U ≤ 40 kV) 63 kV 90 kV HTB HTB1 (50 kV < U ≤ 130 kV) 225 kV HTB2 (130 kV < U ≤ 350 kV)	ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la tension de raccordement. Voir l'onglet « A LIRE » du fichier.  ligne X, colonne Y : La tension de raccordement « tension de raccordement » ne correspond pas aux acronymes prédéfinis par la CRE. Vous devez obligatoirement utiliser les acronymes précisés dans l'onglet « A LIRE » du fichier, qui regroupe l'ensemble des tensions de raccordement utilisées en France.
Déclaration du volume d'énergie acheté						

D18	Oui	Total Energie	Le volume total de l'énergie achetée au titre de l'année en kWh	Décimale	Calcul automatique  La somme des valeurs de « EN janv » (D19) à « EN dec » (D30). Calculé par une macro sur le fichier.	
D19	Oui	EN janv	Le volume de l'énergie facturé au titre de janvier en kWh	Décimale	1. Pour chaque mois la valeur ≥ 0. En cas de valeur négative un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».	1. ligne X, colonne Y : Le Volume d'énergie de « mois i » est négatif. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A1 « Commentaires ».
D20	Oui	EN fevr	Le volume de l'énergie facturé au titre de février en kWh	Décimale	2. La somme des valeurs de (D19) à (D30) doit être ≠ 0. Si commentaire sur la colonne A de la ligne, pas de message d'erreur.	2. ligne X, colonne Y : Vous n'avez pas déclaré le volume d'énergie acheté. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A « Commentaires » de la ligne.
D21	Oui	EN mars	Le volume de l'énergie facturé au titre de mars en kWh	Décimale	3. Pour tous les « Code contrat » (D10) hors DM, D et les codes contrats commençant par « OM » ou « C » le rapport la somme des valeurs de (D19) à (D30) / « Puissance Max » (D14) est vérifié.	3. ligne X, colonne Y : La durée de fonctionnement de l'installation excède celle normalement constatée pour les contrats type «code contrat». Merci de vérifier et de corriger la puissance maximale et garantie renseignées ou le volume d'énergie déclaré ou le code contrat. Le cas échéant merci de laisser un commentaire dans la colonne A1 « Commentaires ». Les puissances sont exprimées en kW, les volumes d'énergie achetés en kWh.
D22	Oui	EN avr	Le volume de l'énergie facturé au titre d'avril en kWh	Décimale	Pour tous les « Code contrat » (D10) DM, D et les codes contrats commençant par « OM » ou « C » le rapport la somme des valeurs de (D19) à	
D23	Oui	EN mai	Le volume de l'énergie facturé au titre de mai en kWh	Décimale		
D24	Oui	EN juin	Le volume de l'énergie facturé au titre de juin en kWh	Décimale		
D25	Oui	EN jul	Le volume de l'énergie facturé au titre de juillet en kWh	Décimale		

D26	Oui	EN août	Le volume de l'énergie facturé au titre d'août en kWh	Décimale	(D30) / « Puissance Garantie » (D15) est vérifié.	Ils doivent être «=» à la « Durée normale maximale de fonctionnement » (TC1) indiquée dans le tableau de correspondances, selon l'année de déclaration.  Sinon un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».
D27	Oui	EN sept	Le volume de l'énergie facturé au titre de septembre en kWh	Décimale		
D28	Oui	EN oct	Le volume de l'énergie facturé au titre d'octobre en kWh	Décimale		
D29	Oui	EN nov	Le volume de l'énergie facturé au titre de novembre en kWh	Décimale		
D30	Oui	EN déc	Le volume de l'énergie facturé au titre de décembre en kWh	Décimale		
Bilan des coûts d'achat supportés						
D31	Non	Total de Prime Fixe	Le montant total de la prime fixe au titre de l'année en €	Décimale	Remplissage automatique : égale à «TOTAL de Prime fixe » (D50) : calculé par macro, la cellule ne sera pas contrôlée.	Pas de message
		X	Colonne vide			
D32	Non	Total de Rémunération Variable	Le montant total de la rémunération variable au titre de l'année en €	Décimale	Remplissage automatique : égale à «Total de RemPart/variable » (D54) : calculé par macro, la cellule ne sera pas contrôlée.	Pas de message
		X	Colonne vide			
D33	Non	Total de Rémunération Complémentaire	Le montant total de la rémunération complémentaire au titre de l'année en €	Décimale	Remplissage automatique : égale à «Total de RemComp » (D78) : calculé par macro, la cellule ne sera pas contrôlée.	Pas de message
D34	Non	TOTAL Coût d'achat	Le montant total de la rémunération complète au titre de l'année en €	Décimale	Remplissage automatique : égale à la somme de « Total prime fixe » (D31) + « Total variable » (D32) + « Total RemComp » (D33) calculé par macro, la cellule ne sera pas contrôlée.	Pas de message
		X	Colonne vide			
		X	Colonne vide			
Détails de coût d'achat complet supporté						
D35	Oui	Code Producteur	Le code utilisé par une ELD pour identifier son producteur	Libre	Remplissage automatique : égale à «Code Producteur » (D6) : calculé par macro, la cellule ne sera pas contrôlée.	Pas de message
D36	Oui	TOTAL de Rémunération Complète	Le montant total de la rémunération complète au titre de l'année en €	Décimale	Calcul automatique : somme des valeurs de « RT janv » (D37) à « RT déc » (D48) : calculé par macro, la somme ne sera pas contrôlée.	Pas de message
	Non				La somme des valeurs de (D51) à (D62) + la somme des valeurs de (D65) à (D76) + la somme des valeurs de (D79) à (D90) ≠ 0.	ligne X colonne Y : Le coût d'achat n'est pas renseigné. Nous vous rappelons que seuls les contrats pour lesquels des charges ont été supportées au titre de l'année de déclaration doivent figurer dans le tableau. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration.
D37	Oui	RT janv	Le montant de la rémunération complète facturé au titre de janvier en €	Décimale	Pour les déclarations de charges constatées et reliquats : 1. Calcul automatique. La somme des valeurs « PF mois », « PV mois », « RC mois », calculé par macro, la cellule ne sera pas contrôlée.	1. Pas de message
D38	Oui	RT févr	Le montant de la rémunération complète facturé au titre de	Décimale		

			février en €		Pour les charges prévisionnelles :	
D39	Oui	RT mars	Le montant de la rémunération complète facturé au titre de mars en €	Décimale	2. Pour chaque mois la valeur ≥ 0. En cas de valeur négative un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».	2. ligne X, colonne Y : Le coût d'achat de « mois i » est négatif, ce qui n'est pas possible. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A « Commentaires » de la ligne.
D40	Oui	RT avr	Le montant de la rémunération complète facturé au titre d'avril en €	Décimale	3. La somme des valeurs de (D37) à (D48) doit être ≠ 0. Si commentaire sur la colonne A de la ligne, pas de message d'erreur.	3. ligne X, colonne Y : Vous n'avez pas déclaré le coût d'achat. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A « Commentaires » de la ligne.
D41	Oui	RT mai	Le montant de la rémunération complète facturé au titre de mai en €	Décimale		
D42	Oui	RT juin	Le montant de la rémunération complète facturé au titre de juin en €	Décimale	4. Si l'information est renseignée, le volume d'énergie de mois correspondant (de « EN janv » (D19) à « EN déc » (D30)) doit être également renseigné. Sinon un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».	4. ligne X, colonne Y : Vous avez déclaré Le coût d'achat pour le mois « mois i » sans déclarer les volumes d'énergie achetés pour ce mois. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A « Commentaires » de la ligne.
D43	Oui	RT jul	Le montant de la rémunération complète facturé au titre de juillet en €	Décimale		
D44	Oui	RT août	Le montant de la rémunération complète facturé au titre d'août en €	Décimale		
D45	Oui	RT sept	Le montant de la rémunération complète facturé au titre de septembre en €	Décimale		
D46	Oui	RT oct	Le montant de la rémunération complète facturé au titre d'octobre en €	Décimale		

D47	Oui	RT nov	Le montant de la rémunération complète facturé au titre de novembre en €	Décimale		
D48	Oui	RT déc	Le montant de la rémunération complète facturé au titre de décembre en €	Décimale		
		x	Colonne vide			
Détails de la prime fixe						
D49	Non	Code Producteur	Le code utilisé par une ELD pour identifier son producteur	Libre	Remplissage automatique : égale à « Code Producteur » (D6). La cellule ne sera pas contrôlée.	Pas de message
D50	Non	TOTAL de Prime fixe	Le montant total de la prime fixe au titre de l'année en €	Décimale	Calcul automatique. La somme des valeurs de « PF janv » (D51) à « PF déc » (D62). La somme ne sera pas contrôlée.  La somme des valeurs de (D51) à (D62) <= 0 peut avoir lieu uniquement pour les « Codes contrat » (D10) commençant par « OM », ou par « C » ou les codes contrats « D », « DM », « DV » et « E05 ».	ligne X, colonne Y : Le contrat type « Code contrat » ne peut pas avoir de prime fixe. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration.
D51	Non	PF janv	Le montant de la prime fixe facturé au titre de janvier en €	Décimale	1. Pour chaque mois la valeur ≥ 0. En cas de valeur négative un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».	1. ligne X, colonne Y : La prime fixe de « mois i » : « PF mois i » est négative, ce qui n'est pas possible. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A1 « Commentaires ».
D52	Non	PF févr	Le montant de la prime fixe facturé au titre de février en €	Décimale	Si commentaire renseigné, pas de message d'erreur.	
D53	Non	PF mars	Le montant de la prime fixe facturé au titre de	Décimale		

			mars en €			
D54	Non	PF avr	Le montant de la prime fixe facturé au titre d'avril en €	Décimale	2. Si l'information est renseignée pour un mois le volume d'énergie de mois correspondant (de « EN janv » (D15) à « EN déc » (D30)) doit être également renseigné. Sinon un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».  Si commentaire renseigné, pas de message d'erreur.	2. ligne X, colonne Y : Vous avez déclaré La prime fixe pour le mois «mois i» sans déclarer les volumes d'énergie achetés pour ce mois. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A1 « Commentaires ».
D55	Non	PF mai	Le montant de la prime fixe facturé au titre de mai en €	Décimale		
D56	Non	PF juin	Le montant de la prime fixe facturé au titre de juin en €	Décimale		
D57	Non	PF jul	Le montant de la prime fixe facturé au titre de juillet en €	Décimale		
D58	Non	PF août	Le montant de la prime fixe facturé au titre d'août en €	Décimale		
D59	Non	PF sept	Le montant de la prime fixe facturé au titre de septembre en €	Décimale		
D60	Non	PF oct	Le montant de la prime fixe facturé au titre d'octobre en €	Décimale		
D61	Non	PF nov	Le montant de la prime fixe facturé au titre de novembre en €	Décimale		
D62	Non	PF déc	Le montant de la prime fixe facturé au titre de décembre en €	Décimale		
		x	Colonne vide			
Détails de la rémunération variable						
D63	Non	Code Producteur	Le code utilisé par une ELD pour identifier son	Libre	Remplissage automatique : égal à «Code Producteur » (D6)	Pas de message

			producteur		Cellule non contrôlée	
D64	Non	Total de Rémunération Variable	Le montant total de la part variable au titre de l'année en €	Décimale	Calcul automatique : somme des valeurs de « PV janv » (D65) à « PV déc » (D76) : Cellule non contrôlée.	Pas de message
D65	Non	PV janv	Le montant de la part variable facturé au titre de janvier en €	Décimale	1. Pour chaque mois la valeur ≥ 0. En cas de valeur négative un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».  Si commentaire renseigné, pas de message d'erreur.  2. Si l'information est renseignée pour un mois, le volume d'énergie de mois correspondant (de « EN janv » (D15) à « EN déc » (D30)) doit être également renseigné. Sinon un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».  Si commentaire renseigné, pas de message d'erreur.	1. ligne X, colonne Y : La rémunération variable de «mois i» : «PV mois i» est négative, ce qui n'est pas possible. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A1 « Commentaires ».  2. ligne X, colonne Y : Vous avez déclaré La rémunération variable pour le mois «mois i» sans déclarer les volumes d'énergie achetés pour ce mois. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A1 « Commentaires ».
D66	Non	PV fevr	Le montant de la part variable facturé au titre de février en €	Décimale		
D67	Non	PV mars	Le montant de la part variable facturé au titre de mars en €	Décimale		
D68	Non	PV avr	Le montant de la part variable facturé au titre d'avril en €	Décimale		
D69	Non	PV mai	Le montant de la part variable facturé au titre de mai en €	Décimale		
D70	Non	PV juin	Le montant de la part variable facturé au titre de juin en €	Décimale		
D71	Non	PV jul	Le montant de la part variable facturé au titre de juillet en €	Décimale		
D72	Non	PV août	Le montant de la part variable facturé au titre d'août en €	Décimale		
D73	Non	PV sept	Le montant de la part variable facturé au titre de septembre en €	Décimale		



D74	Non	PV oct	Le montant de la part variable facturée au titre d'octobre en €	Décimale		
D75	Non	PV nov	Le montant de la part variable facturée au titre de novembre en €	Décimale		
D76	Non	PV déc	Le montant de la part variable facturée au titre de décembre en €	Décimale		
		X	Colonne vide			
Détails de la rémunération complémentaire						
D77	Non	Code Producteur	Le code utilisé par une ELO pour identifier son producteur	Libre	Remplissage automatique : égal à « Code Producteur » (D6) ; Cellule non contrôlée.	Pas de message
D78	Non	Total de Rémunération Complémentaire (€)	Le montant total de la rémunération complémentaire au titre de l'année en €	Décimale	Calcul automatique : La somme des valeurs de « RC janv » (D79) à « RC déc » (D90) ; Somme non contrôlée.  La somme des valeurs de (D79) à (D90) <= 0 peut avoir lieu uniquement pour les « Codes contrat » (D10) C01, C07, C99 et tous les futurs codes contrats commençant par le « C »	Pas de message  ligne X, colonne Y : le contrat type « Code contrat » ne peut pas comporter de rémunération complémentaire. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration.
D79	Non	RC janv	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre de janvier en €	Décimale	1. Pour chaque mois la valeur > 0. En cas de valeur négative un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».	1. ligne X, colonne Y : La rémunération complémentaire de « mois » : « RC mois » est négative, ce qui n'est pas possible. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A1 « Commentaires ».
D80	Non	RC févr	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre de	Décimale	Si commentaire renseigné, pas de message d'erreur.	

			février en €			
D81	Non	RC mars	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre de mars en €	Décimale		
D82	Non	RC avr	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre d'avril en €	Décimale		
D83	Non	RC mai	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre de mai en €	Décimale		
D84	Non	RC juin	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre de juin en €	Décimale		
D85	Non	RC juil	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre de juillet en €	Décimale		
D86	Non	RC août	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre d'août en €	Décimale		
D87	Non	RC sept	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre de	Décimale		
					2. Si l'information est renseignée, pour un mois, le volume d'énergie de mois correspondant (de « EN janv » (D19) à « EN déc » (D30)) doit être également renseigné. Sinon un commentaire est nécessaire dans la colonne « Commentaires ».  Si commentaire renseigné, pas de message d'erreur.	2. ligne X, colonne Y : Vous avez déclaré la rémunération complémentaire pour le mois « mois » sans déclarer les volumes d'énergie achetés pour ce mois. Merci de vérifier et de corriger votre déclaration ou, le cas échéant, de laisser un commentaire dans la colonne A « Commentaires » de la ligne.

			septembre en €			
D88	Non	RC oct	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre d'octobre en €	Décimale		
D89	Non	RC nov	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre de novembre en €	Décimale		
D90	Non	RC déc	Le montant de la rémunération complémentaire facturée au titre de décembre en €	Décimale		

#### 2.2.4.2.5.6 Contrôle « 4 postes » et « 5 postes »

Ces onglets sont présents uniquement pour les charges constatées et reliquats. Ils sont contrôlés, si sur le tableau général, une option tarifaire\_D5 (colonne E) a été marquée comme « 4 postes » ou « 5 postes ».

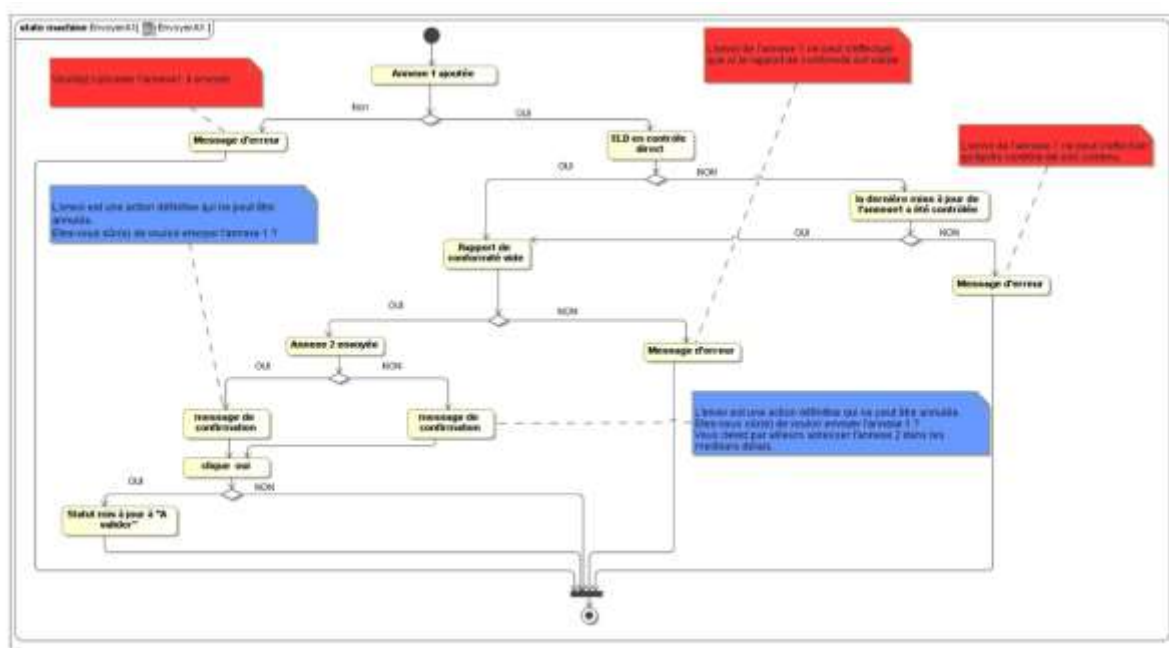
Règle de gestion	Message des anomalies constatées
Si aucune information n'est renseignée alors que le tableau de l'onglet « Tableau général » contient des contrats marqués comme 4 postes	Merci de renseigner dans l'onglet « 4 postes » les données complémentaires correspondant aux contrats que vous avez marqués dans le « tableau général » comme contrats à 4 postes.
Le nombre de contrats marqués par 4 postes de l'onglet « Tableau général » doit correspondre au nombre des contrats pour lesquels les renseignements ont été donnés dans l'onglet « 4 postes ».	Vous avez renseigné les données complémentaires de <N> contrats, alors que <NN> contrats sont marqués dans le « tableau général » comme 4 postes. Merci de modifier l'onglet « 4 postes »

#### 2.2.4.2.5.7 Contrôle « Cautions »

Cet onglet est présent uniquement pour les charges constatées et reliquats.

#### 2.2.4.2.5.8 Envoi de l'annexe 1

Pour envoyer l'annexe1, le déclarant doit cliquer sur le bouton « Envoyer ». Ci-après un schéma qui décrit l'action d'envoi de l'annexe 1 :



Si l'annexe 1 a été envoyée sans l'annexe 2, une alerte sera affichée sur l'écran d'accueil : « L'annexe 1 des charges constatées a été envoyée sans l'annexe 2 »

#### 2.2.4.2.6 Annexe 2 – Éléments pour le calcul des coûts évités

##### 2.2.4.2.6.1 Présentation de l'écran

L'écran « Éléments pour le calcul des couts évités » est disponible pour tous types de charges. Il est accessible uniquement par les déclarants. Au premier accès à cet écran, une question est posée sur l'utilisation faite par l'opérateur de l'énergie sous obligation d'achat.

Ci-dessus les différents statuts d'une déclaration annexe 2 :

Action utilisateur	Click sur « Enregistrer en tant que brouillon », et annexe2 au statut Brouillon	Click sur « Enregistrer en tant que brouillon », et annexe2 au statut Invalide	Click sur bouton « Envoyer », et annexe2 valide	Validation par l'admin ELD	Invalidation par l'admin ELD
Statut	En brouillon	Invalide	A valider	Validé	Invalide

#### 2.2.4.2.6.2 Garantie des capacités

Une ELD peut déclarer la valorisation des capacités via l'annexe 2 pour les déclarations constatées, prévisionnelles et mises à jour prévisionnelles.

- L'écran de déclaration est accessible via le bouton « Valorisation des capacités » de l'écran « Eléments pour le calcul des couts évités ».
- La déclaration se fait par le chargement d'un fichier « xls » via la plateforme.
- Un modèle à remplir est disponible en téléchargement sur l'écran « Valorisation des capacités » :
  - le contenu du modèle changera en fonction de l'année cible de déclaration ;
  - onglet « A lire » : onglet informatif qui ne sera pas exploité par la plateforme ;
  - onglet « identification » : l'opérateur devra s'identifier sur cet onglet en sélectionnant sa raison sociale dans la liste de la cellule B4, et saisir sa réponse : « oui » ou « non » à la cellule B5 ;
  - onglets « AL Année » : un fichier peut contenir plusieurs onglets « AL Année ». En fonction de la saisie « B5 » de l'onglet « identification » :
    - Si réponse « oui » : la plateforme exploitera tous les onglets « AL Année » ;
    - Sinon : la plateforme exploitera uniquement les onglets « AL Année » avec Année  $\leq$  (à l'année cible + 1), avec année cible :
      - année en cours pour une mise à jour de la déclaration prévisionnelle ;
      - année précédente pour une déclaration constatée ;
      - année prochaine pour une déclaration prévisionnelle.
  - onglet « Tableau Capacité détails » : cet onglet sera exploité par la plateforme. Son exploitation dépendra également de la saisie « B5 » ;
  - onglet « Admin » : cet onglet ne sera pas exploité par la plateforme.
- Le fichier « valorisation des capacités » peut être chargé, si l'écran l'annexe 2 est accessible en modification.
- Le chargement du fichier déclenchera le contrôle de celui-ci.

#### 2.2.4.2.6.3 Charges reliquats

Pour la déclaration des charges reliquats, l'écran sera muni d'une liste déroulante contenant les 3 années pour lesquelles le déclarant peut déclarer des charges reliquats. A chaque accès à la déclaration de l'annexe 2, le déclarant devra sélectionner le type de formulaire à renseigner. Une question est posée sur l'utilisation faite par l'opérateur de l'énergie sous obligation d'achat. Pour les reliquats, il n'y a pas de déclaration de capacité à réaliser.

Si le déclarant a précédemment saisi des fichiers pour une année, la sélection de l'année en question charge l'écran selon les données disponibles pour celle-ci.



#### 2.2.4.2.6.4 Contrôle saisie annexe 2

Les contrôles sont effectués, selon les paramètres correspondant à l'année de saisie et le type de charges, quand l'utilisateur clique sur le bouton « Sauvegarder en tant que brouillon » ou « Envoyer ».

S'il y a une erreur dans les données saisies, les données doivent être sauvegardées en brouillon, mais l'envoi doit être interdit. En cas de clic sur le bouton « Envoyer », il faut sauvegarder les données et afficher message récapitulatif des erreurs avec indication : « *Votre déclaration ne peut être envoyée que si toutes les données sont valides ! Merci de corriger votre déclaration* ».

En cas d'erreurs, un message récapitulatif des erreurs rencontrées sera affiché sur l'écran.

ID	Description	Format	Règle de gestion	Message à afficher en cas d'erreur
<b>Tableau P2.1 : Données annuelles_Formulaire commun pour le calcul des charges</b>				
P2.1.1. Option du tarif de cession	L'ELD renseigne ici l'option choisie auprès d'EDF.	Choix parmi une liste déroulante	L'information est obligatoire. Le choix doit être effectué dans la liste déroulante.  Les options de la liste déroulante correspondent à la première colonne du tableau de paramètres : <ul style="list-style-type: none"> <li>• A5 TLU</li> <li>• A5 LU</li> <li>• A4 EJP TLU</li> </ul>	Veuillez sélectionner l'option de tarif de cession.
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• A6 EJP TLU</li> <li>• A4 MCD TLU</li> <li>• A5 MU</li> <li>• A8 TLU</li> </ul>	
P2.1.2. Puissance souscrite au tarif de cession	Puissance effectivement souscrite en année A-1 (moyenne annuelle pondérée).	Nombre positif décimal exprimé en MW	L'information est obligatoire.  La valeur doit être inférieure à la valeur Pmax correspondant à l'option du tarif de cession sélectionné (valeur paramétrée par l'administrateur ELD).	Veuillez renseigner le champ « Puissance souscrite au tarif de cession »  La puissance que vous avez déclarée est excessive. Merci de vérifier votre saisie. La puissance est exprimée en MW.
P2.1.3. Prime fixe annuelle payée	Montant payé pour la souscription de la puissance renseignée en P2.1.2.	Montant décimal exprimé en €	L'information est obligatoire.  $P2.1.3 / (P2.1.2 * 1000) \leq$ La prime fixe unitaire correspondant à l'option du tarif de cession sélectionné (valeur paramétrée par l'administrateur ELD).	Veuillez renseigner le champ « Prime fixe annuelle payée »  La prime fixe que vous déclarez ne correspond pas à la puissance souscrite ou à l'option tarifaire que vous avez renseignée. Merci de vérifier l'ensemble de ces informations. La puissance est exprimée en MW, la prime fixe est exprimée en €.
P2.1.4. Puissance qui serait souscrite en l'absence des contrats d'achat	Puissance qui aurait été souscrite par l'ELD si les contrats d'achats ne lui avaient pas permis de diminuer sa souscription	Nombre décimal exprimé en MW	L'information est obligatoire.  $P2.1.4.$ est supérieure ou égale à $P2.1.2.$	Veuillez renseigner le champ « Puissance qui serait souscrite en l'absence des contrats d'achat »  La puissance qui aurait été souscrite en l'absence des contrats d'achats ne peut être inférieure à la puissance effectivement souscrite en présence de contrats d'achats.

P2.1.5. Prime fixe annuelle qui serait payée en l'absence des contrats d'achat	Montant payé pour la souscription de la puissance renseignée en P2.1.4.	Montant décimal exprimé en €	<p>L'information est obligatoire.</p> <p>P2.1.5 est supérieure ou égale à P2.1.3. Si P2.1.5 est inférieure strictement à P2.1.3, laisser un commentaire dans le champ dédié.</p> <p><math>P2.1.5 / (P2.1.4 * 1000) \leq</math> La prime fixe unitaire correspondant à l'option du tarif de cession sélectionné (valeur paramétrée par l'administrateur ELD).</p>	<p>Veillez renseigner le champ « Prime fixe annuelle qui serait payée en l'absence des contrats d'achat »</p> <p>La prime fixe qui serait payée en l'absence de contrats d'achats ne peut être inférieure à celle effectivement payée en présence des contrats d'achats. Merci de vérifier votre saisie ou, le cas échéant, laisser le commentaire dans le champ « Commentaires ».</p> <p>La prime fixe que vous déclarez ne correspond pas à la puissance qui aurait été souscrite en l'absence de contrats d'achats ou à l'option tarifaire que vous avez renseignée. Merci de vérifier l'ensemble de ces informations. La puissance est exprimée en MW, la prime fixe est exprimée en €.</p>
P2.1.6. "Pas d'optimisation" de puissance souscrite (MW) imposé par le fournisseur	Taille de la modification minimale de puissance possible	Nombre positif décimal exprimé en MW	<p>L'information est facultative.</p> <p>Si <math>(P2.1.4 - P2.1.2) &gt; 0,01</math>, alors <math>P2.1.6 \leq 1,02 * (P2.1.4 - P2.1.2)</math>. Si <math>(P2.1.4 - P2.1.2) \leq 0,01</math>, pas de contrôle.</p>	La différence entre la puissance souscrite et celle qui aurait été souscrite en l'absence des contrats d'achats ne peut être inférieure au pas d'optimisation de puissance souscrite.
Commentaires		Texte	<p>L'information est facultative.</p> <p>Au moins un commentaire « » si le commentaire est obligatoire car une des règles</p>	Pas de message spécial, mais continuer à afficher les messages avec des anomalies constatées pour lesquels les commentaires

			de gestion le nécessite	ont été exigés mais ne sont pas renseignés
<b>Tableau P2.1 : Données Mensuelles _ Formulaire commun pour le calcul des charges</b>				
P2.1.7 à 18. Volume acheté au tarif de cession Vc hors couverture des pertes	L'ELD renseigne l'énergie qu'elle a achetée chaque mois au tarif de cession. Douze champs. Ne comprend pas les pertes.	Nombre positif décimal exprimé en MWh	<p>L'information est obligatoire.</p> <p>Pour chaque quantité d'énergie mensuelle, <math>P2.1.7 \text{ à } 18. &lt; 24 * \text{Nombre jrs mois} * P2.1.2</math>.</p>	<p>Veillez renseigner le champ Volume acheté au tarif de cession Vc hors couverture des pertes pour le mois X</p> <p>Vous avez déclaré un volume d'achat mensuel supérieur au maximum possible pour le mois X. Soit votre volume est faux, soit la puissance souscrite est incorrecte. Le volume acheté au tarif de cession est exprimé en MWh, la puissance souscrite en MW.</p>
P2.1.19 à 30. Coût d'achat au tarif de cession (part variable hors dépassement) pour Vc	Montant des coûts correspondant aux achats renseignés de P2.1.7 à 18	Montant décimal exprimé en €	<p>L'information est obligatoire.</p> <p>Chaque coût d'achat mensuel est inférieur au volume d'achat mensuel multiplié par part variable unitaire correspondant à l'option du tarif de cession sélectionné (valeur paramétrée par l'administrateur ELD).</p> <p>Soit, pour i compris entre 19 et 30,</p> <p><math>P2.1.i \leq \text{valeur du paramètre de référence} * P2.1.(i-12)</math></p>	<p>Veillez renseigner le champ « Coût d'achat aux tarifs de cession »</p> <p>Compte-tenu de votre volume d'achat au tarif de cession et de l'option tarifaire que vous avez indiquée, votre coût d'achat mensuel pour le mois X est incorrect. Merci de vérifier vos saisies. Le coût d'achat est exprimé en €.</p>
<b>Tableau P2.2 : Données Mensuelle _ Formulaire complémentaire pour les ELD ayant choisi le formulaire complet</b>				
P2.2.1 à 12 Volume Vm acheté sur le	Volume net acheté par l'ELD à l'ARENH et sur	Nombre positif décimal	L'information est facultative.	

marché et à l'ARENH	le marché pour fournir ses clients en offre de marché. Dans le cas où l'ELD n'a pas vendu toute l'ARENH souscrite, elle renseigne les volumes d'ARENH effectivement livrés aux clients en offre de marché.	exprimé en MWh	Les valeurs de P2.2.1 à 12 doivent être > 0	Pour le mois X, Vos achats sur le marché et à l'ARENH ne peuvent pas être négatifs. Si vous avez eu un excédent d'ARENH, merci de renseigner les volumes effectivement livrés aux clients en offre de marché, sans tenir compte de vos reventes au marché.
P2.2.13 à 24. Volume Vtrv vendu aux clients aux tarifs réglementés de vente	Volume vendu aux clients ayant souscrit un abonnement au tarif réglementé de vente	Nombre positif décimal exprimé en MWh	L'information est obligatoire pour chaque mois ou Vc (P2.1.7 à 18 ) est non nul.  Pour chaque mois, $V_c \leq V_{trv}$	Mois X : Merci de renseigner le volume vendu aux clients au tarif réglementé de vente.  Mois X : Vos achats au tarif de cession ne peuvent être supérieurs au volume vendu aux clients au tarif réglementé de vente.  Pour mémoire, les achats au tarif de cession doivent être renseignés hors couverture des pertes.
P2.1.25 à 36 Volume Vcm vendu aux clients en offre de marché	Volume vendu aux clients ayant souscrit une offre libre, dite offre de marché	Nombre positif décimal exprimé en MWh	L'information est obligatoire, car au moins un des volumes mensuels doit être non nul.  Pour chaque mois, $V_m \leq V_{cm}$	Vous avez déclaré fournir des clients en offre de marché. Vos volumes vendus aux clients en offre de marché ne peuvent donc être nuls, merci de vérifier votre saisie.  Mois X : Le volume vendu aux clients en offre de marché ne peut être inférieur au volume d'achats au marché ou à l'ARENH. Si vos volumes d'achat à l'ARENH ont dépassé vos volumes de
				vente aux clients en offre de marché, merci de renseigner une valeur identique dans la colonne « Volume Vm acheté sur le marché et à l'ARENH » et dans cette colonne, correspondant au volume effectivement vendu aux clients en offre de marché.

#### 2.2.4.2.6.5 Contrôle saisie valorisation des capacités

Le contrôle du fichier « Valorisation des capacités » est déclenché :

- au moment de l'ajout du fichier ;
- et/ou au moment de l'accès à l'écran « Valorisation des capacités », sauf si accès en consultation historique.

Le résultat du contrôle sera affiché sur l'écran « Valorisation des capacités ». La plateforme contrôlera le contenu du fichier selon les règles définies ci-dessous. Cependant, elle ne vérifiera pas que le fichier joint correspond au modèle téléchargé.

Onglet identification :

N°	Cellule	Description	Format	Règle de gestion	Message des anomalies constatées
1	B4	Raison sociale ou dénomination de la société qui déclare	Texte (liste déroulante)	L'information est obligatoire, et doit être identique à la raison sociale de l'ELD.	Onglet identification, ligne X, colonne Y : Veuillez choisir la raison sociale de votre régie dans la liste déroulante.
2	B5	Détermination de la nature de la déclaration	Texte (liste déroulante)	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'information est obligatoire.</li> <li>Valeur possible : oui, non.</li> </ul>	Onglet identification, ligne X, colonne Y : Merci de répondre à la question posée permettant de déterminer la nature de votre déclaration en lien avec le volume de certificats de capacité dont vous disposez.

Onglet « AL Année » :

- l'onglet AL Année sera contrôlé :
  - o Si le contenu de la cellule « B5 » de l'onglet identification est oui ;

- Sinon, si Année <= année cible + 1.
- les données de tableau sont vérifiées à partir de la ligne 8 du fichier ;
- la présence d'une ligne vide entre la ligne 8 et la dernière ligne du tableau, est un motif d'anomalie qui sera indiquée par le message : « La/les ligne(s) <ligne Ex1>, <ligne Ex2> ... <ligne Exn> de votre déclaration sont vide(s). Merci de la/les supprimer. ».

N°	Entête de la colonne	Description	Format	Règle de gestion	Message des anomalies constatées
3	Commentaires	Commentaires sur la situation particulière d'une EDC	Texte	L'information est facultative.	Pas de message
4	Entité gestionnaire de réseau	Raison sociale ou dénomination de la société qui déclare	Texte (liste déroulante)	L'information est obligatoire, et doit être identique à la valeur de la cellule B4 de l'onglet 'identification'.	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la raison sociale de votre régie.
5	Référence EDC attribuée par RTE	Identifiant de l'EDC	Alphanumérique (3 lettres puis 6 chiffres)	L'information est obligatoire.	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la référence EDC attribuée par RTE.
6	Référence EDC attribuée par le GRD	Identifiant de l'EDC attribuée par le GRD	Libre	L'information est facultative.	Pas de message
7	Titulaire de l'EDC	Titulaire de l'EDC	Texte	L'information est obligatoire.	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner le titulaire de l'EDC.
8	Code EIC du RPC	Code permettant d'identifier le RPC	Texte	L'information est obligatoire.	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner le code EIC du Responsable du Périmètre de Certification ( <a href="https://clients.rte-france.com/lang/fr/visiteurs/vie/meca_capa/meca_capa_rpc.jsp">https://clients.rte-</a>

					<a href="https://clients.rte-france.com/lang/fr/visiteurs/vie/meca_capa/meca_capa_rpc.jsp">france.com/lang/fr/visiteurs/vie/meca_capa/meca_capa_rpc.jsp</a>
9	Filière	Filière de production choisie par l'opérateur dans le cadre de la demande de certification	Texte (liste déroulante)	L'information est obligatoire.	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : merci de renseigner la filière de production indiquée pour cette EDC dans le cadre de la certification.
				Si la même référence EDC a été utilisée dans les autres onglets de déclaration « AL Année », il faut vérifier que la même filière a été indiquée.	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : Vous avez déclaré l'EDC XX pour les AL Année et AL Année mais avez indiqué une filière de production différente dans ces deux onglets. Merci de mettre en cohérence votre déclaration.
10	Nombre de codes contrats	Nombre de codes contrats différents permettant de décrire l'ensemble des unités de production choisies par l'opérateur dans le cadre de la demande de certification	Entier	L'information est obligatoire et doit être strictement supérieure à 0.	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner le nombre de code contrats (il s'agit du nombre de codes contrats différents permettant de décrire l'ensemble des installations de production faisant l'objet de la demande de certification pour cette EDC).
11	Méthode de certification	Méthode de certification choisie par l'opérateur	Texte (liste déroulante)	L'information est obligatoire.	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la méthode de certification.
12	Niveau de NCC demandé	Niveau de certification demandé si la certification est basée sur le réalisé.	Nombre à une décimale	L'information est facultative.	Pas de message
Les deux contrôles suivants correspondent aux contrôles effectués pour une « enchère », les mêmes contrôles doivent être implémentés pour toutes les enchères indiquées dans un onglet (le nombre d'enchères peut varier d'un onglet à l'autre). Les colonnes seront identifiées par leurs entêtes qui doivent commencer par « Enchère ».					
13	Niveau de capacité certifiée	Puissance certifiée indiquée par l'opérateur	Nombre à une décimale	L'information est obligatoire et doit être supérieure ou égale à 0.	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner le niveau de capacité certifiée en vue de l'enchère considérée. Si la certification a conduit à obtenir 0 certificats, merci d'indiquer une valeur nulle.

14	Volume de certificats vendu ou Volume de Référence de vente	Volume de la vente indiquée par l'opérateur	Nombre à une décimale	L'information est obligatoire et doit être supérieure ou égale à 0 et inférieure ou égale au Niveau de Capacité Certifiée de la même enchère (cf. contrôle n°13).	Onglet AL Année, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner le niveau de capacité vendue à l'occasion de l'enchère considérée. Si aucun volume n'a été vendu, merci d'indiquer une valeur nulle.
----	---	---	-----------------------	---	--

Onglet « Tableau Capacité détails » :

- les données de tableau sont vérifiées à partir de la ligne 9 du fichier ;



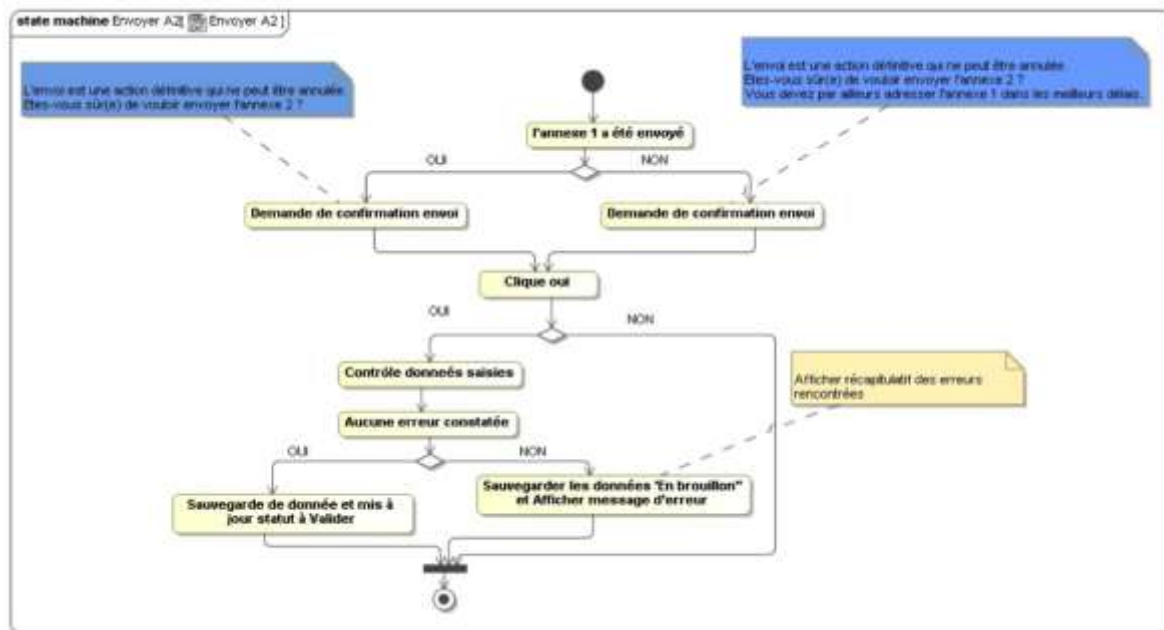
- la présence d'une ligne vide entre la ligne 9 et la dernière ligne du tableau, est un motif d'anomalie qui sera indiquée par le message : « *La/les ligne(s) <ligne Ex1>, <ligne Ex2> ... <ligne Exn> de votre déclaration sont vide(s). Merci de la/les supprimer.* »

N° ID	Entête de la colonne	Description	Format	Règle de gestion	Message des anomalies constatées
15	Entité gestionnaire de réseau	Raison sociale ou dénomination de la société qui déclare	Texte (liste déroulante)	L'information est obligatoire, et doit être identique à la valeur de la cellule B4 de l'onglet 'identification'.	Onglet Détails, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la raison sociale de votre régie.
16	Référence EDC attribuée par RTE	Identifiant de l'EDC	Alphanumérique * (3 lettres puis 6 chiffres)	L'information est obligatoire, et de format 3 lettres puis 6 chiffres sans espace.  Chaque référence EDC, différente, déclarée dans un onglet « AL Année » contrôlé, doit être déclarée dans l'onglet « Détails ».	Onglet Détails, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la référence EDC attribuée par RTE.  Onglet Détails, ligne X, colonne Y : Vous n'avez pas renseigné le détail pour l(es) EDC (Ei, E...), merci d'indiquer ces éléments dans l'onglet « détails ».
17	Code contrat concernés par l'EDC	Code contrat d'installations incluses dans l'EDC	Texte (liste déroulante)	L'information est obligatoire.	Onglet Détails, ligne X, colonne Y : Merci d'indiquer le code contrat correspondant.

				Pour une référence EDC, le déclarant doit saisir autant de lignes (avec code contrat distinct) que de le maximum du nombre de codes contrats (contrôle 10) indiqué dans les onglets AL –contrôlés– pour cette même référence.	Onglet Détails, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner tous les codes contrats inclus au sein de l'EDC Ei (en cohérence avec le nombre de codes contrats renseigné en colonne H des onglets de déclarations des AL).
Le contrôle suivant sera effectué sur toutes les colonnes « enchère » (entête sur la ligne 8) qui correspondent aux colonnes « enchère » des onglets AL Année contrôlés : si sur un onglet « AL Année » contrôlé, il y a plusieurs colonnes « enchère », il doit y avoir autant de colonnes « enchère » contrôlées sur l'onglet « Tableau capacité détails »					
18	AL Année	Somme de la puissance maximale des installations certifiées au sein d'une EDC pour un même code contrat	Nombre supérieur ou égal à 0.	L'information est obligatoire.	Onglet Détails, ligne X, colonne Y : Merci de renseigner la somme de la puissance maximale des installations certifiées au sein de cette EDC pour le code contrat indiqué.  Si aucune installation n'était concernée pour cette Année de Livraison spécifiquement, merci d'indiquer une valeur nulle.
19	Commentaire		Champ libre	Facultatif	Pas de contrôle.

#### 2.2.4.2.6.6 Envoi de l'annexe 2

L'envoi de l'annexe 2 s'effectue via le bouton « Envoyer ». Ci-dessous un schéma qui décrit l'action d'envoi de l'annexe 2 :



Si l'annexe 2 a été envoyée sans l'annexe 1, une alerte sera affichée sur l'écran d'accueil : « L'annexe 2 des charges constatées a été envoyée sans l'annexe 1 ».

#### 2.2.4.2.7 Annexe 3 – Charges liées aux dispositifs sociaux

##### 2.2.4.2.7.1 Présentation de l'écran

L'écran « Charges liées aux dispositifs sociaux » est disponible pour tous types de charges. Il est accessible par les déclarants et fournisseurs alternatifs.

Cet écran est affiché selon 2 contextes :

- Contexte sans loi Brotte :
  - les zones « Bénéficiaires » et « Réductions tarifaires » sont visibles ;
  - les zones « Bénéficiaires ayant des contrats individuels » et « Résidences sociales » sont invisibles.
- Contexte avec loi Brotte :
  - les zones « Bénéficiaires » et « Réductions tarifaires » sont invisibles ;
  - les zones « Bénéficiaires ayant des contrats individuels » et « Résidences sociales » sont visibles.

Le contexte, avec ou sans loi Brotte, sera déterminé comme suit :

- **RG1** - Si accès à l'écran A3 via le menu, en mode création (l'annexe 3 n'est pas encore créée), le mode d'accès sera défini selon le type et la période de la déclaration :

Type de déclaration	Constatée	Prévisionnelle	Reliquat d'une période <= à 2013	Reliquat d'une période >= à 2014
Contexte de l'écran A3	Modèle avec loi Brotte	Modèle avec loi Brotte	Modèle sans loi Brotte	Modèle avec loi Brotte

- à la création de l'annexe 3, son mode de création sera sauvegardé sur la base de données :
  - o 1 si création selon modèle avec loi Brotte ;
  - o ou 0 si création selon ancien modèle sans loi Brotte.
- **RG2** - Si accès à l'écran A3, en mode consultation ou modification, le mode d'accès sera déduit du mode de création de l'annexe3 sélectionnée. L'accès en consultation ou modification est possible via :
  - o le menu, et l'annexe 3 existe ;
  - o l'écran d'accueil ;
  - o la consultation de l'historique.

Ci-dessus les différents statuts d'une déclaration annexe 3 :

Action utilisateur	Click sur « Enregistrer en tant que brouillon », et annexe3 au statut Brouillon	Click sur « Enregistrer en tant que brouillon », et annexe3 au statut Invalide	Click sur bouton « Envoyer », et annexe3 valide	Validation par l'admin ELD	Invalidation par l'admin ELD
Statut	En brouillon	Invalide	A valider	Validé	Invalide

#### 2.2.4.2.7.2 Charges reliquats

Pour la déclaration des charges reliquats, l'écran sera muni d'une liste déroulante contenant les 3 années pour lesquelles le déclarant peut déclarer des charges reliquats.

Si l'utilisateur ELD a précédemment saisi des fichiers pour une année, la sélection de l'année en question charge l'écran selon les données disponibles pour celle-ci.

#### 2.2.4.2.7.3 Contrôle saisie annexe 3

Les contrôles sont effectués, selon les paramètres correspondant à l'année de saisie et le type de charges, quand l'utilisateur clique sur le bouton « Sauvegarder en tant que brouillon » ou « Envoyer ».

Les données saisies seront sauvegardées si toutes les règles de gestion sont respectées. En cas d'erreurs, un message récapitulatif des erreurs rencontrées sera affiché sur l'écran.

Les contrôles de certains champs sont conditionnés par le contexte de l'annexe3 :

- Les contrôles ci-dessous sont effectués uniquement si le contexte de création est sans loi Brotte :

ID	Description	Format	Règle de gestion	Message en cas d'erreur
<b>Tableau D1 : Charges liées à la tarification spéciale comme produit de première nécessité</b>				
D1.1. Nombre de clients concernés (à la fin d'année considérée)	Nombre de clients bénéficiaires du TPN (au 31 décembre de l'année précédant la déclaration de charges)	Entier naturel	L'information est obligatoire.	« Merci de renseigner le nombre de vos clients bénéficiaires du TPN au 31 décembre. Si ce nombre est nul, remplissez la case par un zéro. »
D1.2. Consommation	Consommation des clients bénéficiaires du TPN.	Nombre décimal positif, exprimé en MWh.	L'information est obligatoire si D1.1 est non nul.  La consommation unitaire (D1.2/D1.1) doit être comprise entre les deux valeurs min et max « Consommation unitaire » paramétrées par l'admin ELD.	Veillez renseigner le champ Consommation.  La consommation que vous déclarez pour les clients bénéficiaires semble excessive/trop basse. Merci de vérifier les valeurs que vous avez renseignées.  La consommation est exprimée en MWh.

D1.3. Chiffre d'affaires issu du tarif de première nécessité	Chiffre d'affaires de l'entreprise pour son portefeuille de clients au TPN exclusivement	Montant positif décimal exprimé en euros	L'information est obligatoire si D1.1 est non nul et zone choix U3 non cochée.  Zone choix U3 : zone permettant au redevable ELD de saisir directement la zone D1.4 bis et désactive D1.3 et D1.4.	Veillez renseigner le champ « Chiffre d'affaires issu du TPN »
D1.4. Chiffre d'affaires théorique en l'absence du tarif première nécessité	Chiffre d'affaires de l'entreprise pour son portefeuille de clients au TPN si ces clients n'avaient pas bénéficié du TPN	Montant positif décimal exprimé en euros	L'information est obligatoire si D1.1 est non nul, et zone choix U3 non cochée.	Veillez renseigner le champ « Chiffre d'affaires théorique en l'absence du TPN »
D1.4bis Perte de chiffre d'affaires	Remplissage automatique de la perte de chiffre d'affaires D1.4.-D1.3.	Montant positif décimal exprimé en euros	Cette case est par défaut verrouillée et remplit automatiquement (D1.4bis = D1.4.-D1.3). Dans le cas où zone choix U3 est cochée, cette case est déverrouillée et non remplit automatiquement.  La valeur de D1.4bis doit être positive.  La perte de chiffre d'affaires rapportée au nombre de clients (D1.4bis/D1.1) est inférieure au Seuil Perte de chiffre d'affaires unitaire max paramétré par l'admin ELD.	Le chiffre d'affaires théorique doit être supérieur au chiffre d'affaires réel.  La perte de chiffre d'affaires que vous déclarez est excessive compte-tenu des tarifs réglementés de vente en vigueur pendant la période concernée, du nombre de clients et de la consommation que vous avez renseignés. Merci de vérifier votre saisie. Les chiffres d'affaires sont exprimés en € HT.

Les contrôles ci-dessous sont effectués uniquement si le contexte de création est avec loi Brotte :

ID	Description	Format	Règle de gestion	Message en cas d'erreur																
Z1	Case à cocher		<ul style="list-style-type: none"><li>Décochée par défaut.</li><li>Cochée : désactiver zones Ai et Bi, activer AT et BT.</li><li>Décochée : activer zones Ai et Bi, désactiver AT et BT.</li><li>Le choix de l'utilisateur est sauvegardé.</li></ul>																	
Ai	Répartition de clients bénéficiaires du TPN par plage de la puissance. Ai correspond à : <table><tr><td></td><td>3 kVA</td><td>6 kVA</td><td>9 kVA et plus</td></tr><tr><td>UC = 1</td><td>A1</td><td>A2</td><td>A3</td></tr><tr><td>UC = 2</td><td>A4</td><td>A5</td><td>A6</td></tr><tr><td>UC = 3</td><td>A7</td><td>A8</td><td>A9</td></tr></table>		3 kVA	6 kVA	9 kVA et plus	UC = 1	A1	A2	A3	UC = 2	A4	A5	A6	UC = 3	A7	A8	A9	Entier naturel	L'information de chaque case est obligatoire si la zone choix Z1 n'est pas cochée.  Si Z1 est cochée, les cases correspondantes à Ai sont verrouillées et non contrôlées	« Veuillez renseigner le nombre de vos clients bénéficiaires du TPN au 31 décembre. Si pour certaines plages ce nombre est nul, remplissez la case correspondante par un zéro. »
	3 kVA	6 kVA	9 kVA et plus																	
UC = 1	A1	A2	A3																	
UC = 2	A4	A5	A6																	
UC = 3	A7	A8	A9																	
AT	Nombre total de clients bénéficiaires du TPN	Entier naturel	Cette zone est par défaut verrouillée et remplie automatiquement (AT = ΣAi).  Si Z1 est cochée, cette case est déverrouillée et non remplie automatiquement. Dans ce cas l'information est obligatoire	« Veuillez renseigner le nombre total de vos clients bénéficiaires du TPN au 31 décembre. Si ce nombre est nul, remplissez la case correspondante par un zéro. »																
Bi	Perte de chiffre d'affaires de	Montant	Bi est obligatoire si la zone choix Z1 non	« Veuillez renseigner la perte de chiffre																



l'entreprise pour son portefeuille de clients au TPN exclusivement. Bi correspond à :

	3 kVA	6 kVA	9 kVA et plus
UC = 1	B1	B2	B3
1 < UC < 2	B4	B5	B6
UC >= 2	B7	B8	B9

positif décimal exprimé en euros

cochée :

Si Ai est égale à 0, le rapport Bi/Ai n'est pas contrôlé.

Sinon La perte de chiffre d'affaires rapportée au nombre de clients (Bi/Ai) est <= Di, où Di est le Seuil de la Perte de chiffre d'affaires unitaire max paramétré par l'admin ELD.

	3 kVA	6 kVA	9 kVA et plus
UC = 1	D1	D2	D3
1 < UC < 2	D4	D5	D6
UC >= 2	D7	D8	D9

Si Z1 est cochée, les cases correspondantes à Bi sont verrouillées et non contrôlées :

d'affaires correspondante à chaque plage. Si pour certaines plages ce nombre est nul, remplissez la case correspondante par un zéro. »

« La perte de chiffre d'affaires que vous déclarez à la case « ligne | colonne » est excessive compte-tenu des déductions forfaitaires en vigueur pendant la période concernée et du nombre de clients que vous avez renseigné. Merci de vérifier votre saisie.

La perte de chiffre d'affaires est exprimée en € HT. »

Si l'erreur est présente sur plusieurs cases, le message sera combiné :

Exemple :

« La perte de chiffre d'affaires que vous déclarez en UC=1(6kVA, UC>=2(3kVA, est excessive compte-tenu des déductions forfaitaires en vigueur pendant la période concernée et du nombre de clients que vous avez renseigné. Merci de vérifier votre saisie.

La perte de chiffre d'affaires est exprimée en € HT. »

BT	Perte de chiffre d'affaires totale due au TPN	Montant positif décimal exprimé en euros	<p>Cette zone est par défaut verrouillée et remplie automatiquement (BT = ΣBi).</p> <p>Si Z1 est cochée, cette case est déverrouillée et non remplie automatiquement. Dans ce cas l'information est obligatoire</p> <p>Si la zone choix Z1 est cochée, la perte de chiffre d'affaires totale rapportée au nombre total de clients (BT/AT) &lt;= D9. D9 est paramétré par l'admin ELD (voir tableau de paramètre).</p>	<p>« Veuillez renseigner la perte de chiffre d'affaires totale. Si ce montant est nul, remplissez la case correspondante par un zéro. »</p> <p>« La perte de chiffre d'affaires que vous déclarez est excessive compte-tenu des déductions forfaitaires en vigueur pendant la période concernée et du nombre de clients que vous avez renseigné. Merci de vérifier votre saisie.</p> <p>La perte de chiffre d'affaires est exprimée en € HT. »</p>
C1	Nombre de logements dans des résidences sociales bénéficiaires du TPN	Entier naturel	L'information est facultative	
C2	Déductions forfaitaires correspondant aux logements dans des résidences sociales bénéficiaires du TPN	Montant positif décimal exprimé en euros	L'information est facultative. Elle est obligatoire si C1 > 0.	<p>« Veuillez renseigner le champ « Déductions forfaitaires » correspondantes aux logements dans des résidences sociales qui n'ont pas de contrats individuels de fourniture.</p> <p>Les déductions forfaitaires sont exprimées en € HT. »</p>

			<p>Si C2 ≠0 mais C1=0 ou n'est pas renseigné</p> <p>Dans ce cas, le montant unitaire C2/C1 est plafonné par le Seuil Déductions forfaitaires max par logement dans des résidences sociales paramétré par l'admin ELD.</p>	<p>« Veuillez saisir le champ « Nombre de logements dans des résidences sociales qui n'ont pas de contrats individuels de fourniture »</p> <p>« La perte de recettes liées aux déductions forfaitaires par logement dans des résidences sociales est excessive compte-tenu des déductions forfaitaires en vigueur pendant la période concernée et du nombre de logements que vous avez renseigné. Merci de vérifier votre saisie.</p> <p>Les déductions forfaitaires sont exprimées en € HT. »</p>
--	--	--	---	--

Les contrôles ci-dessous sont effectués quel que soit le contexte de création de l'annexe 3 :

ID	Description	Format	Règle de gestion	Message en cas d'erreur
<b>Tableau D1 : Charges liées à la tarification spéciale comme produit de première nécessité</b>				
D1.5. Nombre de mises en service gratuites	Nombre de mises en service effectuées gratuitement car les clients bénéficiaient du TPN	Entier naturel	L'information est facultative. Le nombre ne peut excéder le nombre de client concernés(D1.1 si contexte sans loi Brotte, AT+C1 si contexte avec loi Brotte)	Il ne peut y avoir plus de mises en service gratuites que de clients bénéficiaires du TPN. Merci de corriger votre saisie.
D1.6. Recettes théoriques en l'absence de la gratuité des mises en service	Recettes qu'aurait perçues l'entreprise si elle n'avait pas fait bénéficier les clients	Montant positif décimal exprimé en euros	Si D1.5. est non nul, alors l'information est obligatoire. Si D1.6 ≠0 mais D1.5=0 ou n'est pas	Veuillez renseigner le champ «Recettes théoriques en l'absence de la gratuité des MES »Veuillez saisir le champ « Nombre de mises en service

	TPN de mises en service gratuites		renseigné	gratuites »
			Dans ce cas, le montant unitaire D1.6/D1.5 est plafonné par le Seuil Recette théorique par MES max paramétré par l'admin ELD.	La perte de recette par mise en service est trop importante. Merci de corriger votre saisie. Les recettes théoriques sont exprimées en € HT.
D1.7. Nombre total d'interventions pour impayés effectuées (hors MES)	Nombre d'interventions effectuées	Entier naturel	L'information est facultative.	Pas de test
D1.8. Recettes perçues sur les interventions pour impayés effectuées (hors MES)	Recettes qu'a perçues l'ELD pour les interventions, hors mises en service, auprès de clients au TPN	Montant positif décimal exprimé en euros	L'information est obligatoire si D1.7. est non nul.  Si D1.8 ≠0 mais D1.7=0 ou n'est pas renseigné	Veuillez saisir le champ « Recettes perçues sur les interventions pour impayés effectuées (hors MES) »  Veuillez saisir le champ « Nombre total d'interventions pour impayés effectuées (hors MES) »
D1.9. Recettes théoriques en l'absence des réductions sur les interventions pour impayés (hors MES)	Recettes qu'aurait perçues l'ELD pour les interventions mentionnées en D1.7. en l'absence de ristourne TPN	Montant positif décimal exprimé en euros	L'information est obligatoire si D1.7. est non nul.  Si D1.9 ≠0 mais D1.7=0 ou n'est pas renseigné	Veuillez saisir le champ « Recettes théoriques en l'absence des réductions sur les interventions (hors MES) ».  Veuillez saisir le champ « Nombre total d'interventions (hors MES) »

			D1.8. doit être strictement inférieur à D1.9.  La recette théorique unitaire (D1.9/D1.7) ne peut excéder le seuil recette théorique par intervention sur intervention sur impayés max paramétré par l'admin ELD	Les recettes théoriques doivent être supérieures aux recettes réelles.  Les recettes théoriques déclarées sont trop importantes compte-tenu du nombre d'interventions effectuées. Merci de corriger votre saisie. Les montants sont exprimés en € HT.
D1.9bis Perte de recettes sur les interventions pour impayés (hors MES)	D1.9 – D1.8.		Rempli automatiquement.  D1.9 bis / D1.7 <= Perte de recette théorique par intervention sur impayés max	La perte de recettes sur interventions pour impayés calculée à partir de votre saisie est trop importante. Merci de vérifier et corriger votre saisie. Les montants sont exprimés en € HT.
D1.10. Effectif dédié à la mise en œuvre du TPN	Effectif exclusivement dévolu à la gestion du TPN	Effectif exprimé en fraction d'ETP (décimal)	L'information est facultative. Elle est obligatoire si D1.11. >0.  (D1.10 /Total clients) est inférieur au Nombre max d'ETP par client défini par l'admin ELD. Au cas où le montant renseigné par l'utilisateur dépasse ce plafond, il est nécessaire de joindre un document justificatif à la déclaration.  *Total clients = D1.1 si contexte sans loi Brotte, ou = AT+C1 si contexte avec loi Brotte.  Pas d'erreur si fichier joint	Veillez saisir le champ « Effectif supplémentaire dédié »  Vous déclarez des frais de personnel induits par la mise en œuvre du TPN. Merci de joindre à votre déclaration le calcul vous ayant permis d'obtenir ce montant de frais de personnel. Il doit faire apparaître l'effectif consacré à la mise en œuvre du TPN, le temps consacré au TPN et le coût horaire de la main d'œuvre. Vous êtes priés de joindre ce calcul au format .xls ou PDF.
D1.11. Frais de personnel nécessaires à la mise en œuvre du TPN	Frais de personnel correspondant à l'effectif supplémentaire dédié à la mise en	Frais de personnel exprimés en euros (décimal)	L'information est facultative.  Ces frais de personnels sont comparés à au plafond calculé en fonction de l'effectif	Vous déclarez des frais de personnel induits par la mise en œuvre du TPN. Merci de joindre à votre déclaration le calcul vous ayant permis d'obtenir ce

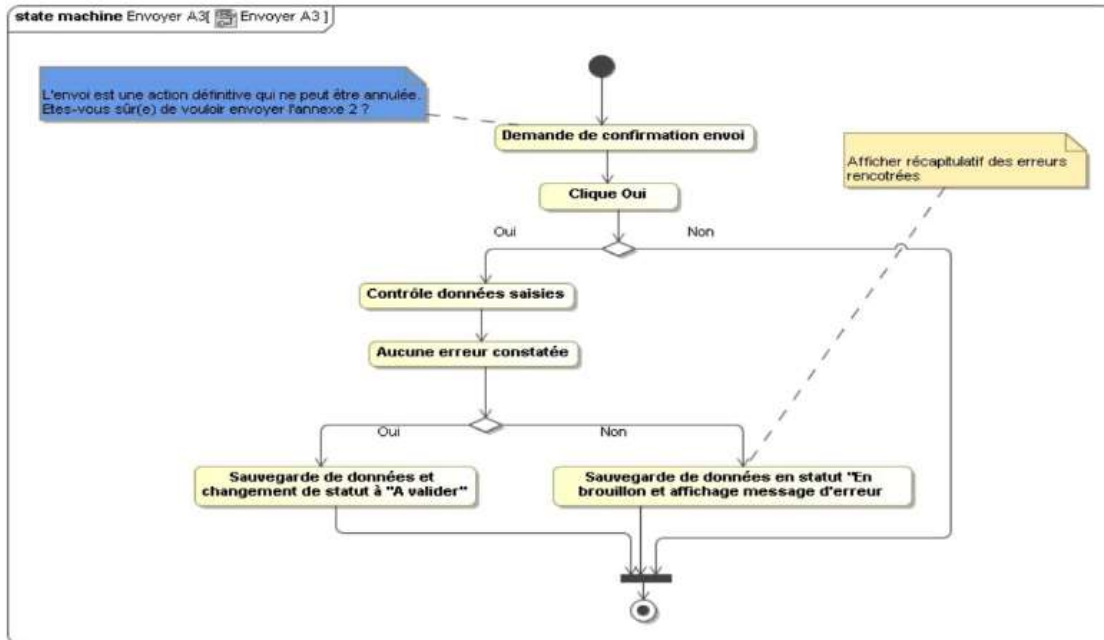
	œuvre du TPN	positif)	dédié et du nombre de clients. Au cas où le montant renseigné par l'utilisateur dépasse ce plafond, il est nécessaire de joindre un document justificatif à la déclaration.  le plafond = Min (total clients: $\alpha 3$ ) * $\alpha 1$ + $\alpha 2$ * (Max (D1.1; $\alpha 3$ ) – $\alpha 3$ ) $^{\alpha 4}$  $\alpha i$ ( i de 1 à 4) est paramétré par l'admin ELD :  $\alpha 1$ : Frais de personnel unitaire max dans le cas de base  $\alpha 2$ : Frais de personnel normalisé  $\alpha 3$ : Nombre de clients max dans le cas de base  $\alpha 4$ : Coefficient de croissance des frais de personnel  *Total clients = D1.1 si contexte sans loi Brotte, ou = AT+C1 si contexte avec loi Brotte.	montant de frais de personnel. Il doit faire apparaître l'effectif consacré à la mise en œuvre du TPN, le temps consacré au TPN et le coût horaire de la main d'œuvre. Vous êtes priés de joindre ce calcul au format .xls ou PDF.
D1.12. Prestations externes	Montant des prestations annexes induites par la mise en œuvre du TPN	Montant décimal positif exprimé en euros	L'information est facultative.  Pour les déclarations reliquats et constatés, si le montant déclaré est non nul, l'utilisateur doit joindre à sa déclaration un document justificatif à la déclaration.	Veillez joindre les éléments justificatifs du montant de vos prestations déclarées, si possible au format PDF ou xls.

Tableau D2 - Dispositif en faveur des personnes en situation de précarité

D2.1.Nombre de clients concernés	Nombre de clients concernés par le Fonds de Solidarité Logement (FSL)	Entier naturel	L'information est facultative.	Pas d'erreur possible.
D2.2. Versements effectués dans le cadre du dispositif	Montants versées au FSL dans le cadre d'une convention avec le département	Montant positif décimal exprimé en euros	Pour les déclarations reliquats et constatés, si le montant déclaré est non nul, l'utilisateur doit joindre à sa déclaration un document justificatif à la déclaration.	Veillez joindre à votre déclaration une copie de la convention signée avec le département, si possible au format PDF. Le mandat de paiement des versements convient également.

#### 2.2.4.2.7.4 Envoi de l'annexe 3

L'envoi de l'annexe 3 s'effectue via le bouton « Envoyer ». Ci-dessous un schéma qui décrit l'action d'envoi de l'annexe 3 :



#### 2.2.4.3 Traitement par batch

Les traitements par batch sont les traitements qui seront déclenchés en soirée, automatiquement ou à la suite d'une demande de l'instructeur. Les traitements concernés sont présentés dans les parties suivantes.

##### 2.2.4.3.1 Concaténation des annexes

Le traitement de concaténation des annexes génère, suite à la demande de l'instructeur, des fichiers Excel regroupant toutes les annexes, en statut « A valider » ou « Validé », demandées :

- pour les charges constatées, charges prévisionnelles et mises à jour des charges prévisionnelles : fichier Excel en trois onglets : annexe 1, annexe 2 et annexe 3 ;
- pour les charges en reliquats : Fichier Excel en neuf onglets : A-2 annexe 1, A-2 annexe 2 et A-2 annexe 3, A A-3 annexe 1, A-3 annexe 2 et A-3 annexe 3, A-4 annexe 1, A-4 annexe 2 et A-4 annexe 3 ;

Les annexes, selon le type de charges demandé, seront générées comme suit, selon les modèles fournis par la CRE :

- l'annexe 1 sera générée en concaténant tous les fichiers annexe 1 en statut « A valider » ou « Validé » ;
- l'annexe 2 sera générée en exportant et concaténant toutes les données saisies par le déclarant, en statut « A valider » ou « Validé » ;
- l'annexe 3 sera générée en exportant et concaténant toutes les données saisies par le déclarant, en statut « A valider » ou « Validé ».

#### 2.2.4.3.2 Contrôle annexe 1 par batch

Ce traitement effectue le contrôle des fichiers annexes 1, ajoutés ou mis à jour, des déclarants en traitement batch.

Selon le résultat du contrôle, un mail récapitulatif est envoyé au déclarant concerné :

- si le fichier a des données erronées : mail avec récapitulatif des erreurs ;
- si le fichier est sans erreur : mail de confirmation de validité du fichier.

#### 2.2.4.3.3 Annonce ouverture de période de déclaration des charges constatées et reliquats

Ce traitement envoie un mail à tous les déclarants, la veille de la date de début de la période de la déclaration des charges constatées/reliquats.

#### 2.2.4.3.4 Annonce ouverture de période de déclaration des charges prévisionnelles et mises à jour des charges prévisionnelles

Ce traitement envoie un mail à tous les déclarants, la veille de la date de début de la période de la déclaration des charges prévisionnelles et mises à jour des charges prévisionnelles.

#### 2.2.4.3.5 Alerte déclarations à envoyer ou à compléter

Ce traitement contrôle l'état des déclarations des charges, pour chaque déclarant.

Une semaine avant la fin de la période de saisie des charges constatées/reliquats :

- Charges constatées :
  - o si aucune annexe, ni l'attestation CAC, n'a été envoyée (les déclarations ne sont pas saisies ou sont au statut « Brouillon » ou « Invalidé »), il faut envoyer le mail « Rappel déclarations » au déclarant en question ;
  - o si au moins une annexe (1, 2 ou 3), ou l'attestation CAC, a été envoyée (statut « A valider » ou « Validé »), et au moins une annexe ou l'attestation CAC n'a pas été envoyée (statut « Brouillon » ou « Invalidé »), il faut envoyer le mail « Rappel déclarations incomplètes » au déclarant en question.
- Charges reliquats : Si une déclaration de charges reliquats a été saisie pour une des années A -2, A-3 et A-4, il faut contrôler :
  - o si les annexes saisies (1, 2 ou 3) ne pas sont envoyées (statut « Brouillon » ou « Invalidé ») ou si l'annexe 1 est saisie et envoyée, et que l'annexe 2 ne l'est pas, ou inversement, il faut envoyer le mail « Rappel déclarations incomplètes » au déclarant en question.

Une semaine avant la fin de la période de saisie des charges prévisionnelles et mises à jour des charges prévisionnelles :

- Pour la déclaration de charges prévisionnelles, il faut contrôler :
  - o si aucune annexe n'a été envoyée (les déclarations sont toutes au statut « Brouillon » ou « Invalidé », ou ne sont pas saisies). Alors, il faut envoyer le mail « Rappel déclaration de charges prévisionnelles » au déclarant en question ;
  - o si au moins une annexe (1, 2 ou 3) a été envoyée (le statut est « A valider » ou « Validé »), et au moins une annexe n'a pas été envoyée (le statut est « Brouillon » ou « Invalidé »), il faut alors envoyer le mail « Rappel déclarations incomplètes » au déclarant en question.



Remarque : les fournisseurs alternatifs ne recevront pas cette alerte pour absence de l'annexe 1 et 2 car ils ne sont pas soumis à ces déclarations.

## 2.2.4.4 Gestion des historiques

### 2.2.4.4.1 Consultation de l'historique

L'historique des charges déclarants est accessible via le bouton « Historique des déclarations de charges » de l'écran accueil déclarant, qui permet d'afficher l'écran « Historique des déclarations de charges ».

### 2.2.4.4.2 Ecran « historique des déclarations de charges »

L'écran « Historique de charges » est chargé selon la période sélectionnée dans la liste déroulante « Année de saisie » : il affiche la liste des déclarations effectuées durant l'année sélectionnée. Cette liste est répartie selon s'il s'agit de charges constatées, reliquats, prévisionnelles et mises à jour de charges prévisionnelles.

Ainsi :

- le tableau « Charges constatées » affiche les déclarations des charges constatées saisies courant l'année sélectionnée dans la liste déroulante ;
- le tableau « Reliquats » affiche les déclarations des charges reliquats saisies courant l'année sélectionnée dans la liste déroulante ;
- le tableau « Charges prévisionnelles » affiche les déclarations des charges prévisionnelles saisies courant l'année sélectionnée dans la liste déroulante ;
- le tableau « Charges mise à jour prévisionnelles » affiche les déclarations des mises à jour de charges prévisionnelles saisies courant l'année sélectionnée dans la liste déroulante.

L'année A-1 (avec A année en cours) est, par défaut, sélectionnée sur la liste déroulante si accès par l'écran d'accueil ELD.

La liste déroulante « Année de saisie » contiendra la liste des années de saisie précédentes, de A -1 à A -9 maximum.

Année de saisie : 2022			
<b>Charges constatées</b>			
Document	Statut	Année	Voir
Déclaration - Attestation des commissaires aux comptes ou de comptable	valide	2021	
Déclaration - Annexe 1 : Déclaration de l'état récapitulatif des charges	valide	2021	
Déclaration - Annexe 2 : Déclaration des éléments nécessaires au calcul des coûts évités	valide	2021	
Déclaration - Annexe 3 : Déclaration de l'état des charges dues aux dispositifs sociaux	valide	2021	
<b>Charges reliquats</b>			
Document	Statut	Année	Voir
Déclaration - Annexe 1 : Déclaration de l'état récapitulatif des charges	valide	2020	
Déclaration - Annexe 2 : Déclaration des éléments nécessaires au calcul des coûts évités	valide	2020	
<b>Charges prévisionnelles</b>			
Document	Statut	Année	Voir
Déclaration - Annexe 1 : Déclaration de l'état récapitulatif des charges	valide	2023	
Déclaration - Annexe 2 : Déclaration des éléments nécessaires au calcul des coûts évités	valide	2023	
Déclaration - Annexe 3 : Déclaration de l'état des charges dues aux dispositifs sociaux	valide	2023	
<b>Charges mise à jour prévisionnelles</b>			
Document	Statut	Année	Voir
Déclaration - Annexe 1 : Déclaration de l'état récapitulatif des charges	valide	2022	
Déclaration - Annexe 2 : Déclaration des éléments nécessaires au calcul des coûts évités	valide	2022	
Déclaration - Annexe 3 : Déclaration de l'état des charges dues aux dispositifs sociaux	valide	2022	

Les actions possibles sur cet écran sont les suivantes :

Action	Résultat
Accès à l'écran	Chargement de l'écran selon l'année A-1.
Sélection Année sur la liste déroulante « Année de saisie »	Réactualisation de l'écran selon l'année sélectionnée.
Click sur le bouton « Voir » d'une ligne « Attestation CAC »	Accès à l'écran « Attestation des commissaires aux comptes ou de comptable » (dec_40_eld), chargé, en consultation, selon les données de l'attestation sélectionnée sur l'écran « Historique des déclarations charges ».
Click sur le bouton « Voir » d'une ligne « Déclaration-Annexe1 »	Accès à l'écran « Annexe 1 : Déclaration de l'état récapitulatif des charges » (dec_50), chargé, en consultation, selon les données de l'annexe1 sélectionné sur l'écran « Historique des déclarations charges ».  <b>Remarque :</b> l'accès à l'écran dec_50, pour la consultation de l'historique, ne déclenchera pas le traitement de vérification de l'annexe1.
Click sur le bouton « Voir » d'une ligne « Déclaration-Annexe2 »	Accès à l'écran « Annexe 2 : Déclaration des éléments nécessaires au calcul des coûts évités » (dec_61), chargé, en consultation, selon les données de l'annexe2 sélectionné sur l'écran « Historique des déclarations charges ».

Click sur le bouton « Voir » d'une ligne « Déclaration-Annexe3 »	Accès à l'écran « Annexe 3 : Déclaration de l'état des charges dues aux dispositifs sociaux » (dec_70), chargé, en consultation, selon les données de l'annexe3 sélectionné sur l'écran « Historique des déclarations charges ».
Click sur le bouton « Retour Accueil »	Accès à l'écran « Accueil Redevable » (acc_01_redevable) chargé selon les données de l'ELD connectée.

#### 2.2.4.4.3 Ecrans de consultation historique

Le clique sur le bouton « Retour » permet d'accéder à l'écran « Historique des déclarations des charges » :

- l'année sélectionnée sur la liste déroulante correspondra à celle sélectionnée par l'utilisateur avant d'accéder à l'écran de consultation de l'écran source ;
- l'écran « Historique des déclarations des charges » sera chargé selon l'année de saisie sélectionnée

Attestation des commissaires aux comptes ou de comptable				
Envoi de l'attestation				
Conformément à l'article L.121-4 du Code de l'énergie, nous vous prions de bien vouloir joindre la preuve du contrôle de votre comptabilité appropriée par votre commissaire aux comptes ou par votre comptable public. Cette attestation doit appeler la preuve du contrôle des montants d'achats déclarés. La forme de cette attestation est libre. Pour des raisons logistiques la taille de la pièce jointe est limitée à 5Mo. Nous vous recommandons d'envoyer vos fichiers au format PDF (A4 ou A3). En cas de difficulté due à la taille ou au format de vos fichiers, vous pouvez nous contacter par email à l'adresse <a href="mailto:222@222.fr">222@222.fr</a> .				
Télécharger le modèle à remplir de déclaration de l'état récapitulatif des charges				
Document	Description	Année	Téléch.	Date d'ajout
782782782_cac_3666.pdf	attestation définitive	2022		07/04/2022



### 2.3 Branche de déclaration des coûts et recettes

La plateforme devra comporter une seconde branche, dédiée au suivi économique (audit) des installations de production (Decrypte). Cette branche n'existe pas dans la plateforme actuelle, entièrement dédiée aux déclarations de charges de CSPE.

Au moment de créer son compte, l'audité/déclarant pourra indiquer s'il s'agit d'un compte au titre des CSPE, ou au titre des audits.

La branche Decrypte se rapproche de la plateforme existant actuellement pour la déclaration des CSPE en termes de fonctionnement : elle doit permettre à des déclarants de télécharger un fichier type mis à disposition par la CRE (ainsi que d'éventuelles notices de remplissage), de le remplir et de le déverser sur leur espace personnel, accompagné de pièces justificatives. Il convient de noter que, contrairement à celle permettant la déclaration des CSPE, cette plateforme doit être en mesure de traiter un volume important de pièces justificatives (plus grand nombre de déclarants et plus grand nombre de pièces par déclarant). La plateforme permettra, de la même manière que dans le cas des CSPE, une validation/invalidation des fichiers ainsi remplis, ainsi qu'une concaténation de tous les fichiers déposés par les déclarants. Enfin, un fichier récapitulatif permettrait de suivre l'avancée de la validation des différentes déclarations. Un historique des déclarations des audités doit être accessible, de la même manière que pour les déclarations CSPE.

La différence avec les déclarations CSPE sera que les audités, bien qu'ayant un compte unique, pourront faire plusieurs déclarations pour plusieurs installations, dont les informations devront pouvoir être consultées et traitées de manière séparée sur la plateforme. De même, un audité devra être en mesure de rajouter des installations une fois son compte créé.

La nouvelle plateforme devra par ailleurs prévoir une fonction de création automatique de comptes des audités à partir d'un tableur de données de contact et de caractéristiques des installations.

Un module, à la main d'un pilote, devra permettre de définir une nouvelle campagne, avec des dates déjà renseignées ; les installations correspondant aux caractéristiques renseignées pour cette campagne (filère, puissance) devront recevoir un mail automatique les informant de l'ouverture d'une campagne. L'ensemble des déclarations à la suite d'une campagne devront être conservées (un historique de 5 ans minimum est requis).

A la fin de l'année 2024, la France comptait 25 000 installations de production d'électricité à partir d'énergie renouvelable et de cogénération de plus de 100 kW et environ 700 installations de production de biométhane, toutes visées par l'obligation de déclaration. Ce nombre est en augmentation constante. L'ensemble de ces installations devront télécharger et remplir un fichier de déclaration au format tableur (environ 500 ko par fichier).

La déclaration des coûts serait a priori réalisée à une fréquence annuelle pour toutes les installations (cette campagne n'aurait pas nécessairement lieu au même moment que la CSPE, ni au même moment pour toutes les installations). Chaque année, une partie de ces installations (plusieurs centaines a priori) devront également fournir des éléments justificatifs sous la forme de pièces jointes au fichier de déclaration. Les audités doivent pouvoir joindre jusqu'à 20 pièces justificatives, pour une taille maximale de 20 Mo. Le dépôt de chaque pièce est daté. Les pièces jointes les années précédentes par l'audité sont conservées en ligne et peuvent être consultées par l'audité et les agents de la CRE. Au regard du poids limite des pièces jointes, un stockage de données de plusieurs To est donc à prévoir.

### 2.4 Evolutions attendues par rapport à plateforme existante

Les évolutions ci-dessous correspondent à des fonctions ou des éléments qui n'existent pas en l'état dans la plateforme eCSPE existante. La plateforme attendue devra, en plus de reprendre les fonctionnalités de la plateforme existante et créer une branche spécifique aux déclarations de charges

et de recettes des producteurs (Decrypte), intégrer ces évolutions, au sein des deux branches (sauf exceptions, formulées ci-dessous pour les évolutions concernées).

Ces évolutions sont de deux types : les nouvelles fonctionnalités et la refonte de fonctionnalités existantes.

Les fonctionnalités nouvelles attendues pour la plateforme eCSPE-Décrypte dans le cadre de la partie forfaitaire, ont été regroupées selon les sept briques suivantes :

- Brique A : Administration fonctionnelle de la plateforme.
- Brique B : Consolidation des bases de données.
- Brique C : Facilitation et extension du périmètre des contrôles.
- Brique D : Intégration d'une messagerie à la plateforme
- Brique E : Renforcement du pilotage.
- Brique F : Gestion des traces des utilisateurs de la plateforme.
- Brique G : Amélioration du processus de déclaration.

#### 2.4.1 Brique A : Administration fonctionnelle de la plateforme

La brique A correspondant à **l'administration fonctionnelle de la plateforme** comporte une nouvelle fonctionnalité et deux nécessitant une refonte des fonctionnalités existantes sur la plateforme actuelle décrite à l'article 2.2.

Nouvelle fonctionnalité (applicable aux déclarations CSPE et aux audits) :

**Ajout de fonctions de saisie Ctrl C (copier), Ctrl V (coller), Ctrl X (couper)** des données requises dans les champs de saisie de déclaration sur la plateforme afin de limiter les erreurs. Ces fonctions ne seront pas disponibles pour les champs mot de passe. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants et aux audités.

Fonctionnalités nécessitant une refonte de l'existant (applicables aux déclarations CSPE et aux audits) :

**Refonte des écrans de paramétrage pour les rendre ergonomiques et intuitifs.** A date, la conception de ces écrans est très hétérogène et rend l'expérience utilisateur peu agréable. L'objectif est de permettre un paramétrage plus rapide de la plateforme et une meilleure compréhension des différentes actions réalisées sur la plateforme. Cette fonctionnalité s'adresse aux pilotes et nécessitera des arbitrages métier en lien avec la CRE.

**Possibilité de connexions successives sur la plateforme sans restriction due à une session déjà ouverte.** A date, il est impossible de se connecter sur la plateforme si une autre page est ouverte, l'objectif de cette fonctionnalité est de le permettre. Cette fonctionnalité s'adresse à l'ensemble des profils d'utilisateurs.

#### 2.4.2 Brique B : Consolidation des bases de données

La Brique B correspondant à **la consolidation des bases de données de la plateforme** comporte une nouvelle fonctionnalité et deux nécessitant une refonte.

Nouvelle fonctionnalité (applicable uniquement aux déclarations CSPE) :

**Reprise sur la plateforme de la codification des opérateurs existants au sein de la CRE.** Une codification des ELD, organismes agréés et fournisseurs alternatifs existe dans les outils internes de la CRE. L'objectif est faire correspondre cette codification aux déclarants sur eCSPE, et à terme éventuellement grouper l'envoi des différentes charges aux déclarants. Cette fonctionnalité s'adresse à l'ensemble des profils utilisateurs.

Fonctionnalités nécessitant une refonte (applicables aux déclarations CSPE et aux audits) :

**Mise en place d'une base de données complétée regroupant l'ensemble des informations relatives aux déclarants et audités, soit :**

- contacts ;
- SIREN ;
- SIRET.

Cette fonctionnalité s'adresse aux pilotes et instructeurs.

**Ajout d'une fonction de mise à jour des informations de contacts pour les déclarants et audités appuyée de notifications.** Les déclarants recevraient une relance annuelle afin de vérifier les informations de contact présentes dans la base de données pour la fiabiliser. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants et aux audités.

#### 2.4.3 Brique C : Facilitation et extension du périmètre des contrôles

La brique C correspondant à la **facilitation et l'extension du périmètre des contrôles** comporte trois nouvelles fonctionnalités et quatre nécessitant une refonte.

Nouvelles fonctionnalités (applicables uniquement aux déclarations CSPE) :

**Mise en place d'un affichage automatique en cas de dépassement des plafonds pour les données plafonnées lors de la déclaration des frais de gestion (volet 3).** Les frais de gestion déclarés par les opérateurs sur la plateforme font l'objet de plafonnements. L'objectif de cette fonctionnalité est de mettre en évidence automatiquement les déclarations supérieures aux plafonds calculés par la CRE. Ces plafonds sont susceptibles de varier en fonction des évolutions réglementaires. Cette fonctionnalité s'adresse aux instructeurs et déclarants.

**Mise en place d'un affichage automatique en cas de tarifs de cession (volet 2) inférieurs aux seuils définis.** Les tarifs de cession déclarés par les opérateurs sur la plateforme sont encadrés. L'objectif de cette fonctionnalité est de mettre en évidence automatiquement les déclarations inférieures aux seuils définis par les tarifs de cessions calculés par la CRE. Ces seuils sont susceptibles de varier en fonction des évolutions réglementaires et doivent pouvoir être modifiés. Cette fonctionnalité s'adresse aux instructeurs et déclarants.

**Mise en place d'un affichage rappel sur les agrégateurs lors de la déclaration des garanties de capacité (volet 2).** Certains déclarants font appel à des agrégateurs pour vendre l'énergie achetée sous obligation d'achat sur le marché. Il faudra ajouter un bandeau d'affichage rappelant aux déclarants les données à récupérer auprès des agrégateurs et à renseigner dans la plateforme. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants.

Fonctionnalités nécessitant une refonte de l'existant (applicables aux déclarations CSPE et aux audits) :

**Mise en place d'un contrôle automatique de conformité par batch pour les plus gros déclarants.** Le contrôle se fait aujourd'hui par un unique batch nocturne. L'objectif est de réduire le temps d'attente des contrôles de conformité et faciliter ensuite l'instruction. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants et aux audités.

**Refonte du parcours de validation des volets déclaratifs pour le rendre plus ergonomique.** Cette refonte passera par l'ajout d'un module de recherche et la réorganisation des volets déclaratifs. Cette fonctionnalité s'adresse aux instructeurs.

**Refonte des messages types d'invalidation des données.** Il s'agira d'uniformiser les processus de validation entre les instructeurs. Il faudra au préalable déterminer avec les équipes métier les messages types à envoyer. Plusieurs motifs d'invalidation pourront être choisis pour une invalidation. Cette fonctionnalité s'adresse aux instructeurs, aux déclarants et aux audités.

**(Uniquement déclaration des CSPE) Mise en place d'un affichage rappel de la situation de l'année précédente du déclarant concernant l'utilisation faite de l'énergie sous obligation d'achat (volet 2).** Chaque année, les opérateurs déclarent l'utilisation faite de l'énergie sous obligation d'achat. Sauf évolution notifiée à la CRE, la situation des déclarants n'est pas supposée changer d'une année sur l'autre. L'affichage rappel de la situation déclarée par l'opérateur l'année précédente permettrait de limiter les erreurs. Cette fonctionnalité s'adresse aux instructeurs et aux déclarants.

#### 2.4.4 Brique D : Intégration d'une messagerie à la plateforme

Le Brique D correspondant à **l'intégration d'une messagerie** à la plateforme comporte quatre nouvelles fonctionnalités.

Ces quatre fonctionnalités s'adressent à l'ensemble des profils utilisateur de la plateforme.

Nouvelles fonctionnalités (applicables aux déclarations CSPE et aux audits) :

**Ajout d'un système de messagerie à la plateforme.** L'objectif est de disposer d'une messagerie directement intégrée à la plateforme pour centraliser les échanges entre déclarants/audités et instructeurs. Ce module pourrait être ajouté via une solution de progicielle open source personnalisable.

**Mise en place d'un historique des échanges intégré à la plateforme.** Le module de messagerie devra comporter un historique des messages reçus et envoyés avec une recherche par mots clés afin de pouvoir retrouver des échanges d'une année à l'autre grâce à l'année de déclaration.

**Mise en place d'une classification des courriers par opérateur.** Le module de messagerie devra permettre une classification et une recherche des courriers par opérateur afin d'apporter un gain de temps et de limiter les erreurs.

**Mise en place d'une classification des courriers par sujet et/ou volet.** Le module de messagerie devra permettre une classification et une recherche des courriers par sujet ou volet afin de permettre un gain de temps et d'identifier les sujets récurrents pouvant poser problème. Les sujets seront à définir avec les équipes métier.

#### 2.4.5 Brique E : Renforcement du pilotage

Le Brique E correspondant au **renforcement du pilotage** comporte huit fonctionnalités : cinq nouvelles fonctionnalités et trois nécessitant une refonte.

Nouvelles fonctionnalités (applicables aux déclarations CSPE et aux audits) :

**Mise en place d'une fonction d'attribution des dossiers et de suivi des dossiers par instructeur.** La fonction de répartition se fondera sur le nombre de contrats à contrôler, issu de la doctrine de contrôle. L'objectif est de centraliser les documents de suivi dans l'outil. Cette fonctionnalité s'adresse aux pilotes et aux instructeurs.

**Mise en place d'un tableau de bord Déclarant/Audités permettant d'accéder à l'ensemble de l'historique de validation/invalidation d'un volet déclaratif.** Il s'agira de faire figurer l'historique global des raisons d'invalidation des déclarations. La mise en œuvre de cette fonctionnalité implique l'enregistrement et l'historisation des opérations réalisées sur la plateforme. La durée de conservation de l'historique sera confirmée lors de la rédaction des spécifications détaillées. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants/audités, aux pilotes et aux instructeurs.

**Mise en place d'un tableau de bord Déclarant/Audités permettant d'accéder à la liste des documents complémentaires à fournir ou à mettre à jour.** La mise en œuvre de cette fonctionnalité impliquerait

un interfaçage avec le tableau de bord de suivi de l'état d'avancement du processus de validation. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants et aux audités.

**Mise en évidence des éléments mis à jour par les déclarants/audités depuis la dernière connexion.**

La mise en œuvre de cette fonctionnalité impliquerait un interfaçage avec le tableau des instructeurs pour faire apparaître les évolutions depuis la dernière connexion. Cette fonctionnalité permettrait d'améliorer l'efficacité des contrôles ainsi que des relances et s'adresse aux instructeurs.

**Mise en place d'une relance automatique des déclarants/audités retardataires présentant des données invalidées et d'une alerte si le déclarant/audité ne s'est pas connecté avant la clôture des déclarations.** Cette fonctionnalité doit faire l'objet d'une réflexion métier sur la définition des délais. Une description plus fine des modalités de relance sera faite lors de la rédaction des spécifications détaillées. Cette fonctionnalité s'adresse aux pilotes et aux instructeurs.

Fonctionnalités nécessitant une refonte (applicables aux déclarations CSPE et aux audits) :

**Mise en place d'un tableau de bord de suivi des déclarations par instructeur, opérateur, volet via des filtres.** Ce tableau de bord devra permettre de disposer d'une vision directe et globale de l'état d'avancement des déclarations. Un tableau de bord de ce type existe aujourd'hui au format Excel et pourrait être intégré à la plateforme. La mise en place d'une validation (aujourd'hui à la maille volet) par sous-volet pourra être instruite avec les équipes métier. Cette fonctionnalité s'adresse aux pilotes et aux instructeurs.

**Mise en place d'un historique des déclarations réalisées par opérateur (déclarant ou audité).** Cette fonctionnalité impliquera de revoir l'ergonomie de la fonctionnalité existante sur la plateforme. Cette fonctionnalité s'adresse à l'ensemble des profils utilisateurs de la plateforme.

**Mise en place d'un tableau de bord Déclarant/Audité permettant d'accéder à l'état d'avancement du processus de validation avec des statuts plus clairs.** Ce tableau de bord permettra aux déclarants de bénéficier d'une vision claire sur l'état de leur déclaration. La mise en place de cette fonctionnalité impliquera la révision de l'ergonomie et des statuts côté métier. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants et aux audités.

#### 2.4.6 Brique F : Gestion des traces des utilisateurs de la plateforme

Le Brique F correspondant à la **gestion des traces** comporte deux nouvelles fonctionnalités qui s'adressent aux pilotes et aux instructeurs (applicables aux déclarations CSPE et aux audits).

**Mise en place d'un suivi des actions réalisées sur la plateforme** afin de répondre aux prérequis de sécurité d'un système d'information essentiel et garantissant un niveau de granularité suffisant pour le pilotage.

**Mise en place d'un module de gestion des historiques des logins** sur la plateforme afin de répondre aux prérequis sécurité d'un système d'information essentiel et de mettre en place certaines fonctionnalités de pilotage.

#### 2.4.7 Brique G : Amélioration du processus de déclaration

La brique G correspondant à l'**amélioration du processus de déclaration** comporte une nouvelle fonctionnalité et deux nécessitant une refonte de l'existant.

Nouvelles fonctionnalités (applicable uniquement aux déclarations CSPE) :

**Mise en place d'un historique du détail des montants de charges par opérateur.** La mise en œuvre de cette fonctionnalité impliquera la capacité d'importation des données CRE sur la plateforme en prenant en compte le niveau de confidentialité associé.

Fonctionnalités nécessitant une refonte (applicables aux déclarations CSPE et aux audits) :

**Refonte du parcours de FAQ ergonomique et complété.** La mise en œuvre de cette fonctionnalité impliquera l'enrichissement de la FAQ côté métier. Cette FAQ ne comportera pas de champ pour poser des questions libres. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants, aux audités et instructeurs.

**Ajout d'un système de renvoi pour mettre en avant la FAQ.** L'objectif est de mettre en avant des liens spécifiques vers la FAQ en fonction des pages consultées par les déclarants. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants, audités et instructeurs.

### 3. Descriptif des phases de la prestation attendue

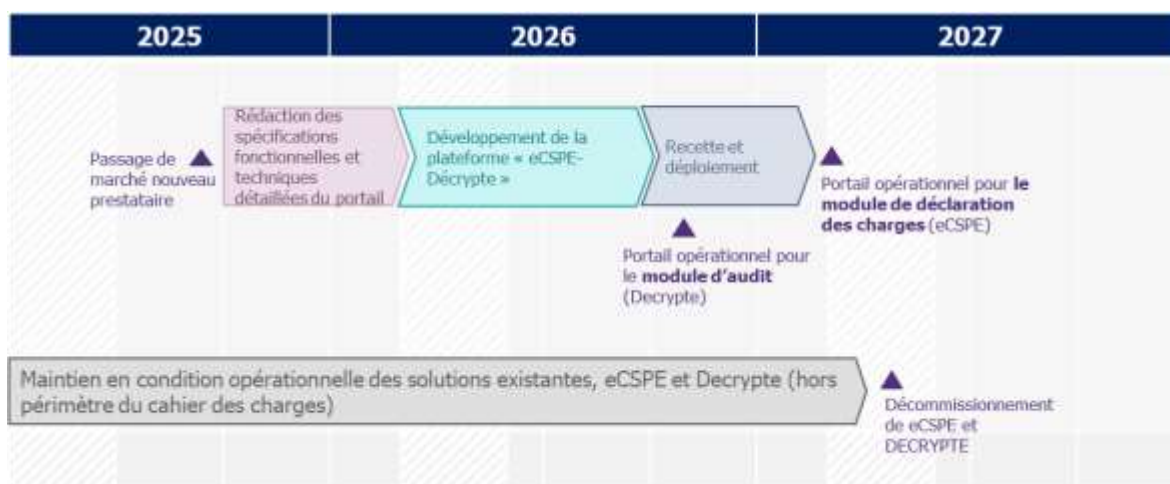
#### 3.1 Phase de construction

Les activités réalisées dans la phase de construction (conception /réalisation) à prix forfaitaire comprennent :

- la rédaction des spécifications fonctionnelles détaillées pour l'ensemble de la solution ;
- la rédaction des spécifications techniques détaillées et du document d'architecture technique de la plateforme (pour les deux branches, incluant les évolutions définies à l'article 2.4) ;
- le développement de la nouvelle plateforme eCSPE-Décrypte ;
- l'ensemble des tests technico-fonctionnels ;
- les opérations à réaliser lors de la phase d'intégration par le Titulaire comprennent :
  - o l'installation et le paramétrage de la pile logicielle ;
  - o l'installation et la configuration de la plateforme eCSPE-Décrypte et des applicatifs associés ;
  - o la réalisation des processus d'exploitation et des outils propres à l'applicatif (scripts de vérification/confirmation de sauvegarde, ...) ;
  - o la réalisation des processus et des outils propres à la sécurité (alimentation des fichiers « log », propriétés des répertoires, des fichiers, des exécutables, ...) ;
  - o l'installation et le paramétrage des agents.

Il convient de noter que la création de la branche Decrypte, d'un fonctionnement similaire à la branche eCSPE (fonctionnalités actuelles et évolutions) devra tenir compte d'ajustements nécessaires aux besoins de la déclaration d'audit (par rapport au fonctionnement de la partie eCSPE). Ces ajustements devront faire l'objet d'un atelier spécifique avec les équipes métier de la CRE.

#### Projection calendaire associée



Il est à noter que le planning présenté est une proposition qui reprend un mode de planification projet de cycle en V et une livraison en deux temps, avec comme dates buttoirs le 15 octobre 2026 pour la branche d'audit (Decrypte) et le 15 février 2027 pour la branche de déclaration des charges (eCSPE) sachant que des délais de mise en ligne plus courts peuvent être indiqués à l'article 3 de l'acte d'engagement. Le Titulaire est également libre de proposer une méthode de gestion de projet qu'il considérera comme la plus pertinente.

### 3.1.1 Précision sur la rédaction des spécifications détaillées

Le présent cahier des charges a pour objectif de partager l'existant et les premières orientations en termes de fonctionnalités cibles attendues par la CRE pour la nouvelle la plateforme eCSPE-Décrypte.

Le Titulaire sera attendu sur la formalisation des spécifications fonctionnelles et techniques détaillées en lien avec les équipes métier de la CRE afin de s'assurer de :

1. Sa bonne compréhension,
2. La bonne prise en compte du besoin des métiers. Les spécifications détaillées devront faire l'objet d'une validation par la CRE.

Des ateliers seront organisés avec les équipes métier de la CRE pendant la période de rédaction des spécifications détaillées.

### 3.1.2 Précision sur le développement de la nouvelle plateforme

La plateforme développée sera composée de deux branches, l'une dédiée aux déclarations de CSPE (eCSPE) et l'autre à la collecte des données de coûts et de recettes (audit) des installations de production (Decrypte).

Elle devra reprendre les fonctionnalités de la plateforme eCSPE existante (avec des adaptations pour la branche Decrypte) et intégrer les évolutions décrites à l'article 2.4, au sein des deux branches (sauf exceptions, formulées dans l'article 2.4).

### 3.1.3 Précision sur l'amélioration de l'ergonomie de la plateforme

Les travaux du titulaire devront s'accompagner d'une réflexion plus globale sur le parcours et l'expérience des différents utilisateurs de la solution (par rapport à la plateforme actuelle). Le titulaire sera attendu sur l'optimisation des interfaces/écrans clés. Cette refonte de l'ergonomie, à approfondir



avec le métier, pourra notamment concerner les pages de déclaration, le module de contrôle des instructeurs ou encore le module de messagerie.

### 3.1.4 Précision sur la vérification fonctionnelle et technique (tests technico-fonctionnels)

Par dérogation aux articles 29 à 33.2.1 du CCAG – TIC, les opérations de vérifications relatives aux prestations de développement et de réalisation de la plateforme seront réalisées de la manière suivante :

La prestation de développement de la plateforme informatique intègre une étape de vérification fonctionnelle d'aptitude et de vérification technique de la plateforme avant sa mise en ligne effective.

#### **Vérification fonctionnelle d'aptitude**

L'objectif de la vérification fonctionnelle d'aptitude est de vérifier que la plateforme est bien conforme, dans son intégralité, au besoin exprimé, éventuellement sanctionné par des spécifications fonctionnelles détaillées préalablement validées par la CRE.

La vérification fonctionnelle d'aptitude est réalisée sur une plateforme en ligne dédiée.

- Le titulaire intervient en support des activités de préparation et d'exécution des tests de vérification fonctionnelle.
- La correction des incidents éventuellement détectés est effectuée en parallèle au titre des activités de développement.

L'outil devra être vérifié sur les principaux navigateurs présents sur le marché et à jour des dernières versions.

#### Activités

- Proposition de scénarios et de cas de test de la vérification fonctionnelle d'aptitude, validés par la CRE ;
- Assistance à l'exécution des tests ;
- Assistance à l'analyse du résultat des tests, au diagnostic et à la qualification des incidents ;
- Revue des incidents.

#### Livrables

- Compte-rendu de revue et validation des cas de test ;
- Compte-rendu d'intervention visant les différentes activités précitées.

#### **Vérification technique**

Le titulaire réalise la vérification technique pour s'assurer de la qualité du système avant sa mise en exploitation, et en particulier du respect des exigences non fonctionnelles.

Les tests couvrent les performances (montée en charge), le respect des exigences de sécurité, le fonctionnement en mode dégradé, les procédures de sauvegarde et restauration, de reprise en cas d'incident.

Le titulaire intervient en support de la CRE pour ces activités, et en particulier :

- Pour l'assistance à l'exécution des tests techniques ;
- Pour l'analyse des résultats des tests, la correction des incidents éventuels étant réalisée au titre des activités de développement.

#### Activités

- Proposition de scénarios et de cas de test de la vérification technique, validés par la CRE ;

- Assistance à l'analyse du résultat des tests, au diagnostic et à la qualification des incidents ;
- Revue des incidents.

#### Livrables

- Compte-rendu de revue et validation du plan de recette technique, des scénarios et cas de test ;
- Compte-rendu d'intervention visant les différentes activités précitées.

A l'issue de cette phase de test, le titulaire remet un procès-verbal de recette dans le respect du calendrier d'exécution. La CRE dispose **d'un délai de 15 jours ouvrés maximum** pour réaliser d'autres test sans l'assistance du Titulaire et signer ce procès-verbal (Le titulaire doit prévoir ce temps maximum de signature dans son calendrier d'exécution). Une fois ce procès-verbal signé par les deux parties, le titulaire pourra mettre en ligne le module concerné de la plateforme conformément au calendrier d'exécution.

La vérification de service régulier (VSR) commence à compter de cette mise en ligne de la plateforme et dure pendant 30 jours calendaires. L'admission des prestations délivrées par le titulaire à l'issue de la VSR s'effectue par le biais d'un procès-verbal de réception. Celle-ci se fera conformément à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC.

La mise en ligne des deux branches de la plateforme fait partir la période de garantie de 6 mois.

Les opérations de vérification des prestations de maintenance évolutive, réversibilité et de TMA (y compris MCO) seront réalisées conformément aux dispositions de l'article 6 du C.C.T.P., par dérogation aux articles 29 à 33.2.1 du CCAG – TIC.

### 3.2 Garantie

Le Titulaire s'engage à assurer la garantie de l'application livrée et installée pendant une période de six (6) mois. Cette période de garantie commence à compter de la mise en ligne effective des deux branches de la plateforme.

Durant cette période de garantie, le Titulaire s'engage à corriger tous les incidents signalés.

La garantie de l'application livrée comprend au minimum :

La résolution des incidents dont le délai d'intervention et de résolution varie selon la nature de l'incident constaté (cf. tableau ci-après),

La fourniture et l'installation à titre gratuit des corrections (« patches »), des révisions (« releases ») et des nouvelles versions. La mise en place de corrections (« patches »), révisions (« releases ») et nouvelles versions doit se faire sans perte des paramétrages et développements antérieurs.

Les incidents sont susceptibles de quatre qualifications, décrites dans le tableau ci-dessous :

Type	Impact	
Incident critique	Perte totale du service	Un incident est considéré comme critique lorsqu'il répond à l'un des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrêt total du système.</li> <li>- Identification d'une faille conséquente de sécurité mettant en cause l'intégrité de la solution (intrusion, vol de données, ...).</li> </ul>

Incident bloquant	Perte	Un incident est considéré comme bloquant lorsqu'il se caractérise par l'un des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Impossibilité d'accès aux données en lecture ou en écriture.</li> <li>- Impossibilité d'utilisation d'une fonctionnalité clé de la plateforme, de façon rédhitoire et incontournable.</li> </ul>
Incident gênant	Dégradation limitée du service	Un incident est considéré comme gênant lorsqu'il répond à l'un des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Impossibilité d'utilisation d'une fonctionnalité non essentielle de la solution sans altération des données.</li> <li>- Impossibilité d'utilisation d'une fonctionnalité essentielle avec possibilité d'identifier une solution de contournement permettant d'assurer la continuité de service.</li> </ul>
Incident mineur	Absence d'impact sur le service	Un incident est considéré comme mineur s'il ne répond pas aux critères précédemment évoqués.

Si un dysfonctionnement rencontré ne fait pas partie de la classification mentionnée ci-dessus, la CRE décidera de la classification la plus appropriée à son contexte et son impact.

La constatation d'un dysfonctionnement (logiciel ou matériel) est établie soit par la CRE au travers d'une fiche d'incident, soit par le Titulaire lui-même. Cet incident fera l'objet d'une fiche d'incident dont le modèle sera fourni par le Titulaire.

Les délais de résolution des incidents durant la période de garantie sont définis de la manière suivante (ou bien dans le mémoire technique du titulaire si celui-ci a prévu des délais de résolutions plus courts) :

Type	
Incident critique	Intervention sous un (1) jour ouvré
	Résolution du problème sous un (1) jour ouvré
Incident bloquant	Intervention sous deux (2) jours ouvrés
	Résolution du problème sous deux (2) jours ouvrés
Incident gênant	Intervention sous quatre (4) jours ouvrés
	Résolution du problème sous cinq (5) jours ouvrés
Incident mineur	Intervention sous cinq (5) jours ouvrés
	Résolution du problème sous sept (7) jours ouvrés

Le Titulaire devra assurer un suivi des incidents constatés et de leur correction et sera, à ce titre, chargé d'établir un rapport d'analyse des incidents, de spécifier les corrections apportées, de mettre à jour la documentation, etc.

Le système est considéré comme remis en état, dès lors que son fonctionnement normal est rétabli.

### 3.3 Phase de production

Les activités attendues au sein de la phase de production sont les activités précisées à l'article suivant relatif à la tierce maintenance applicative (TMA) (comprenant également les prestations de maintien en condition opérationnelle - MCO) qui entrent dans les prestations à prix forfaitaire du marché, ainsi que les activités qui seront réalisées à la suite de l'émission d'un bon de commande (cf article 3.3.2) et qui sont relatives à la maintenance évolutive et à la réversibilité.

#### 3.3.1 La tierce maintenance applicative

La tierce maintenance applicative est définie à l'article 6 du CCAG TIC. Les dispositions ci-dessous le complètent sans y déroger sauf mention expresse.

Au titre de la tierce maintenance applicative (TMA) de la plateforme eCSPE-Décrypte (à prix forfaitaire), le Titulaire réalise les activités de maintenance qui consistent à corriger les dysfonctionnements, pallier les failles de sécurité et réaliser les adaptations du système à titre préventif ou correctif. Par dérogation au chapitre 6 du CCAG, les "évolutions" ne font pas partie de la présente TMA à prix forfaitaire mais font partie des prestations dites de "maintenance évolutive" qui font partie des prestations sur bons de commande décrites à l'article 4.4 du présent CCTP.

La TMA du présent marché ne débute qu'après la fin de la période de garantie dont la durée est définie à l'article 3.2 du présent CCTP.

##### 3.3.1.1 Dispositions générales

La prestation de TMA de la plateforme eCSPE-Décrypte consiste à confier au Titulaire les activités de **la maintenance corrective et préventive**, permettant de résoudre l'ensemble des anomalies constatées après la mise en œuvre de la nouvelle plateforme eCSPE-Decrypte, incluant la mise en œuvre de patchs correctifs et de sécurité et les montées de version mineures de tous les composants de la plateforme ;

Les composants sont identifiés lors de la phase de définition de l'architecture technique cible de la nouvelle plateforme eCSPE-Décrypte.

Le Titulaire établit un plan de maintenance décrivant l'organisation de la TMA. Ce plan comprend notamment :

- Pour les différentes catégories de maintenance, les niveaux de service fournis et les opérations réalisées par le Titulaire ainsi que les processus mis en œuvre pour les maîtriser.
- L'élaboration d'un Plan d'Assurance Qualité pour les opérations de maintenance précisant notamment les engagements du Titulaire et le périmètre concerné, en accord avec les principes d'assurance qualité précisés l'article 6.
- Le mode opératoire de la gestion des faits techniques.
- La mise en place d'un suivi dédié à la tierce maintenance applicative au sein de la gouvernance projet.

La maintenance corrective et préventive comprend le pilotage des opérations de maintenance comportant un système de fiche d'incident et un suivi qualité (**outil de ticketing de maintenance**).

Le Titulaire garantit que chaque opération de maintenance n'entraîne pas de régression sur le reste du système, ni de perte de données. Cela concerne également la mise en service d'un nouveau composant ou d'une nouvelle version applicative.

### 3.3.1.2 Précision sur la maintenance corrective

On entend par maintenance corrective toute intervention entraînant la modification, le changement d'un composant, la montée en version mineure d'un élément portant aussi bien sur l'architecture que sur l'application :

- suite à une anomalie, un défaut de l'application, une défaillance technique sans modification du périmètre fonctionnel ;
- ou pour garantir le bon fonctionnement du système dans le temps :
  - o Modification ou remplacement d'un composant dans le but de palier une obsolescence, d'augmenter les performances du système ou de palier les failles de sécurité.

### 3.3.1.3 Maintenance à la suite à d'un constat d'anomalie

Sur constat d'anomalie réalisé par la CRE ou par le Titulaire, l'administration classe l'anomalie selon la typologie mineur / gênant / bloquant / critique telle que définit au sein de l'article 3.2 relative aux modalités de garantie du présent cahier des charges. Le titulaire traite l'anomalie dans les mêmes délais de résolution que ceux indiqués à l'article 3.2 précité ou dans les délais précisés qu'il a précisés dans mémoire technique s'il s'est engagé sur des délais plus courts.

Le Titulaire s'engage à respecter le processus de traitement correctif des anomalies. A ce titre, il réalise impérativement les actions suivantes :

- analyse des faits techniques et reproduction des anomalies identifiées ;
- correction des anomalies constatées ou mise en place d'une solution de contournement provisoire uniquement pour les anomalies bloquantes ;
- réalisation des tests unitaires, d'intégration et de non-régression ;
- livraison de la correction ;
- mise à jour de la documentation projet et outil ;
- intégration de la correction dans le périmètre des prestations du cahier des charges.

\*Sont considérées comme anomalies bloquantes celles sur les blocs de fonctionnalité suivants :

- la déclaration sur l'ensemble des volets par les déclarants/audités ;
- les contrôles automatiques réalisés par la plateforme ;
- le processus de validation par les instructeurs.

**Le Titulaire ne met en place une solution de contournement provisoire que sur des anomalies de type bloquant. Cette solution doit impérativement être soumise à un accord préalable de la CRE.**

Pour plus de détails, se référer à la cartographie des fonctionnalités existantes (art. **Erreur ! Source du r envoi introuvable.**)

En cas de retour de recette sur une livraison corrective (anomalie comportant encore des dysfonctionnements après sa recette), le Titulaire ne crée pas de nouvelle entrée dans l'outil de gestion des anomalies. Il s'agit de la même anomalie dont le traitement se poursuit.

Par ailleurs le Titulaire, afin de maintenir le bon fonctionnement de la plateforme eCSPE-Décrypte dans le temps, s'engage à :

- informer la CRE des besoins de maintenance ;
- assurer un suivi global du traitement des anomalies à travers un ensemble d'indicateurs à soumettre à l'approbation de la CRE.

La CRE se réserve le droit de refuser une opération qui aurait un impact jugé trop important sur le fonctionnement de la plateforme eCSPE-Décrypte. Le Titulaire maintient alors la version en service.

#### 3.3.1.4 Précision sur le maintien en condition opérationnelle

Les activités de maintien en condition opérationnelle (MCO) de la plateforme comprennent les éléments suivants :

- l'envoi d'une météo des services (sur les modules, bases de données) quotidienne au DSI du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin pour la partie liée à la déclaration des charges. Pour la partie liée à la déclaration des audits, envoi d'une météo des services sur des périodes définies à l'avance par la CRE en fonction de la durée de l'audit. Sur la période restante la saisonnalité restera à définir en phase de cadrage et sera a minima hebdomadaire ;
- la réalisation des activités d'administration (création de comptes utilisateurs en fonction des besoins et profils) ;
- la gestion des composants (OS, middleware, bases de données) et l'application de paramétrages ;
- la gestion des sauvegardes et de leur externalisation ;
- le maintien de la solution en supervision ;
- l'analyse des failles de sécurité et des risques d'intrusion ;
- la précision, en lien avec la CRE, des besoins en termes d'équipement et des configurations des systèmes attendus auprès de l'hébergeur.

La MCO intègre la maintenance préventive. Le titulaire devra respecter son plan de maintenance. A défaut des pénalités de retard pourront être appliquées.

Plus précisément, le Titulaire du marché s'engage à réaliser les opérations suivantes dans le cadre de la MCO de la plateforme eCSPE-Décrypte :

##### 3.3.1.4.1 Opérations à réaliser dans le cadre de l'administration technique

L'administration technique effectuée par le Titulaire porte sur le système d'exploitation de la plateforme eCSPE-Décrypte et son paramétrage ainsi que sur les bases de données.

Il est attendu du Titulaire qu'il réalise les tâches dites usuelles d'administration technique visant à garantir les objectifs d'intégrité et de disponibilité de la plateforme. Elles comprennent, à titre d'illustration :

- la surveillance des traitements techniques et des événements système ;
- la vérification de l'exécution correcte des sauvegardes quotidiennes ;
- l'analyse de la performance des composants du système ;
- l'application des patches de sécurité, y compris pour les failles dites « Zero Day » pour lesquelles une correction doit être appliquée immédiatement ;
- l'administration des espaces de stockage ;
- la gestion des flux internes et externes à la plateforme.

Les opérations d'administration conjointe entre la CRE et le Titulaire de développement, ainsi que les opérations d'intégration sur la plateforme de production nécessitant la présence du personnel de la CRE se font sur les plages horaires suivantes :

- 9h – 17h30 du lundi au vendredi.

Ces horaires ne comprennent pas les jours fériés du calendrier français et les jours de RTT imposés par la CRE.

Le Titulaire s'engage à fournir :

- un suivi opérationnel mensuel : suivi des incidents, des actions réalisées sur la plateforme ;
- un suivi trimestriel de la prestation : suivi des indicateurs clés de performance (KPI) et des prochaines grandes étapes.

Ces éléments de suivi seront partagés à l'occasion des différentes instances de gouvernance projet.

#### 3.3.1.4.2 Procédures de sauvegarde

Le Titulaire définit les procédures de sauvegarde pour tous les éléments constitutifs de la plateforme eCSPE-Decrypte afin de permettre la restauration complète du système et de toutes ses fonctionnalités.

Le système doit supporter le plan de sauvegarde sans altération des performances durant les heures ouvrées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des solutions de sauvegarde pour respecter les critères de durée maximale d'indisponibilité acceptable (DIMA) et perte de données maximale acceptable (PDMA) exprimés par la CRE.

En liaison avec la CRE et le Titulaire d'hébergement Cloud, le Titulaire effectue l'exploitation normale qui consiste à exécuter des sauvegardes et l'ordonnancement des traitements par Briques selon une périodicité et une fréquence définie.

Les opérations de sauvegarde doivent donner lieu à un rapport dans la météo des services quotidienne en fonction du déroulé de la sauvegarde.

Le Titulaire devra prévoir une sauvegarde sur site pour répondre à des besoins opérationnels courants et un jeu de sauvegarde externalisé en cas de sinistre.

Le code source sera sauvegardé séparément, de manière sécurisée et chiffrée. Une sauvegarde mensuelle sera réalisée ou dès modification du code source.

#### 3.3.1.4.3 Disponibilité

Les exigences en termes de disponibilité à respecter pour la plateforme eCSPE-Décrypte dans le cadre des activités de MCO sont les suivantes :

- les opérations nécessitant un arrêt de la plateforme doivent être planifiées en accord avec la CRE 48 heures au moins avant la date de réalisation ;
- toute instance de la plateforme doit être disponible pour les utilisateurs 5 jours sur 7 du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00. En dehors de ces plages, la plateforme reste accessible mais les engagements de disponibilité ne sont pas applicables ;
- la durée maximale d'indisponibilité acceptable (DIMA) de la plateforme est de 13 heures continues d'heures ouvrées (7h – 20h), au maximum deux fois dans l'année pendant la période de déclaration, du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin, ou pendant la période d'un audit. Hors période de déclaration (des charges ou d'un audit), la DIMA ne doit pas excéder 5 jours au maximum trois fois pendant la période ;
- le système doit être compatible avec la mise en œuvre de moyens garantissant une perte de données maximale acceptable (PDMA) de 0,5 jour ouvré du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin ou lors d'une période d'audit, et de 1 jour ouvré en dehors de ces périodes ;
- le nombre d'incidents entraînant des indisponibilités non-planifiées sur la plateforme ne peut excéder une moyenne de deux jours par mois glissant la première année du marché, puis de 1 par mois pour le reste de la durée du marché.



#### 3.3.1.4.4 Traitement de alertes et des incidents

Le Titulaire assure la gestion technique des incidents liés à la plateforme eCSPE-Decrypte. Pour assurer cette gestion, le Titulaire :

- met en place les différents moyens de surveillance qu'il juge les plus appropriés et assure leur paramétrage afin de détecter les incidents ;
- met en place un outil de suivi des tickets correctifs (cf article 4.8 sur l'outil de ticketing)
- supervise les incidents pour les traiter en mode proactif ;
- renseigne les tableaux de bord à l'usage de la CRE en la matière ;
- produit un rapport post mortem en cas d'incident majeur ;
- avertit la CRE et rend compte de l'ensemble des incidents quotidiennement du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin ou pendant une période d'audit, et hebdomadairement le reste de l'année.

Il est attendu du Titulaire que 80 % des incidents soient détectés en amont par le monitoring qu'il a mis en place sur la plateforme.

En fonction de la nature des incidents rencontrés, la CRE déclenche, selon son besoin le Plan de reprise d'activité (PRA) ou Plan de continuité de l'activité (PCA).

La clôture des incidents est conjointement réalisée par le Titulaire et par la CRE.

#### 3.3.1.4.5 Plan de continuité et reprise d'activité informatique (PCA / PRA SI)

Le plan de continuité et de reprise d'activité informatique doit préciser que la plateforme eCSPE-Decrypte a pour obligation d'être disponible sur une plateforme de secours. Il définit par ailleurs en détail les procédures de retour à un service normal sur la plateforme principale après basculement sur la plateforme de remplacement.

Il est attendu du Titulaire qu'il participe à la rédaction et ou à la mise à jour du PCA / PRA SI pour la plateforme eCSPE-Decrypte sur la base des besoins de la CRE, aux tests et à la mise en œuvre de ces plans.

### 3.3.2 Prestations sur bons de commande : maintenance évolutive et réversibilité

#### 3.3.2.1 Maintenance évolutive : dispositions générales

La maintenance évolutive regroupe toutes les implémentations de nouvelles fonctionnalités exigées par la CRE. Elle comprend :

- l'identification du besoin (nouveau processus ou une modification de processus existant, nouvelles fonctionnalités, nouveaux écrans et/ou leur modification/évolution, modification de l'architecture de la base de données, toute intervention qui modifie le périmètre technique de la plateforme (hors non-conformité) et toute montée de version majeure des composants du système ;
- le plan d'action associé.

Le Titulaire garantit que chaque opération de maintenance évolutive n'entraîne pas de régression sur le reste du système, ni de perte de données. Cela concerne également la mise en service d'un nouveau composant ou d'une nouvelle version applicative.

### 3.3.2.2 Transmission d'une fiche d'expression de besoin (FEB)

Pour toute opération de maintenance évolutive non identifiée au BPU, la CRE transmet au Titulaire une fiche d'expression de besoin fixant le périmètre et les spécifications de la demande de maintenance évolutive, via l'outil ticketing.

Pour les opérations de maintenance évolutive déjà identifiées et chiffrées au BPU, la CRE indiquera au Titulaire, par le biais de l'outil de ticketing, quelle(s) évolution(s) elle souhaite réaliser.

### 3.3.2.3 Modalités de réalisation d'une évolution

Pour chaque proposition d'évolution (identifiée au BPU ou non), le Titulaire présente à la CRE via l'outil ticketing, dans un **délai de 10 jours ouvrés maximum** à compter de la demande ou transmission de FEB, une proposition (ou devis) comprenant :

- le service à réaliser ;
- un planning de mise en œuvre ;
- les conditions d'exécution ;
- En cas d'évolution non-identifiée au BPU, le nombre détaillé de jours-hommes par profil, conformément à la liste des profils figurant au BPU ;
- En cas d'évolution non-identifiée au BPU, la justification du nombre jours-hommes proposé ainsi que la justification des catégorie(s) d'intervenant proposé pour la réalisation de l'évolution ;
- Le prix de l'évolution en application du BPU.

Le Titulaire doit également présenter les choix réalisés en matière d'architecture technique et applicative. Le code de développement doit être idéalement identique à celui utilisé pour l'existant, sauf dans de rares cas où les standards technologiques et la pérennité de la solution le justifient. Le Titulaire doit également instruire les alternatives proposées par la CRE.

Le Titulaire s'engage enfin à proposer un processus de traitement des évolutions. Sauf proposition alternative de sa part, il est organisé de la manière suivante :

- analyse et conception fonctionnelle générale puis détaillée ;
- modification des fonctionnalités existantes ou développement de nouvelles fonctionnalités ;
- tests unitaires, d'intégration et de non-régression ;
- recette fonctionnelle ;
- mise à jour de la documentation projet ;
- livraison de l'évolution.

Selon les cas, si nécessaire :

- modification des interfaces impactées ;
- assistance à l'installation sur les plateformes de préproduction et de production ;
- formation des profils utilisateurs « Pilote ».

La CRE valide formellement les documents précités et le devis puis établit un bon de commande. À réception du bon de commande, le titulaire démarre les développements nécessaires selon le planning validé.

Le titulaire réalise, développe puis teste l'évolution avant de la livrer. La CRE procède alors à une vérification d'aptitude et de bon fonctionnement sur une plateforme dédiée (avec l'assistance du titulaire) à cet effet, distincte de la plateforme en production.

À chaque livraison et mise en exploitation d'une maintenance évolutive, une période de vérification de service régulier de trois (3) mois est observée. Durant cette période, la correction de toute anomalie reste à la charge du titulaire.

#### 3.3.2.4 Précision relative au planning d'évolution

Le planning définitif de réalisation prend en compte la charge de réalisation et la proposition de planning du Titulaire mais aussi les contraintes spécifiques de la CRE, notamment pour la réalisation des campagnes de déclaration.

Concernant ce dernier point, le Titulaire devra considérer comme « gelées » :

- pour la partie CSPE, la période allant du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin
- pour la partie audit, les périodes de campagne de déclaration et de vérification, qui seront annoncées à l'avance par la CRE

Ainsi, aucune évolution majeure ne pourra être testée puis déployée sur la plateforme lors de la campagne de collecte et d'instruction des charges. Seuls les correctifs liés à des dysfonctionnements pourront être mis en production.

#### 3.3.2.5 Précision relative aux montées de version majeure

Le Titulaire propose à la CRE la mise à jour des versions majeures des composants du système répondant au moins aux exigences décrites dans le présent C.C.T.P. au sein de l'article 5 dédiée aux prérequis techniques et dans le respect des contraintes suivantes :

- non-régression (fonctionnelle et de performance) par rapport à la version précédente ;
- description des apports et des impacts de la nouvelle version ;
- formation des administrateurs fonctionnels et techniques aux apports de la nouvelle version.

Les nouvelles versions sont livrées par le Titulaire conformément au processus de traitement des évolutions.

A chaque nouvelle version, le Titulaire s'engage à assurer une formation sur les nouvelles fonctionnalités à l'équipe métier désignée par la CRE afin de faciliter la prise en main de la nouvelle version de la plateforme.

La CRE peut décider de ne pas mettre en œuvre une mise à jour majeure.

Au regard des éléments fournis par le Titulaire, la CRE prend la décision de réaliser les travaux et fixe les échéances de rendu des différentes phases et livrables associés.

Le planning définitif de réalisation prend en compte les éléments suivants :

- la proposition de planning du Titulaire ;
- la charge de réalisation ;
- les contraintes spécifiques à la CRE.

#### 3.3.2.6 Fonctionnalités supplémentaires identifiées au BPU

Les fonctionnalités ci-dessous sont listées au BPU et pourront être développées après établissement d'un bon de commande en application des prix du BPU précité. Avant l'établissement du bon de commande, la CRE sollicitera le titulaire afin d'obtenir (**dans un délai de 10 jours ouvrés maximum**) une proposition comportant les éléments listés à l'article 3.3.2.3 précité. Une fois ces documents obtenus, la CRE procédera à leur validation et établira le cas échéant le bon de commande.

Les fonctionnalités supplémentaires déjà identifiées qui pourraient être développées à la suite d'un bon de commande ont été regroupées selon les mêmes catégories de briques que à l'article 2.4.

#### 3.3.2.6.1 Brique A : Administration fonctionnelle de la plateforme ([applicable aux déclarations CSPE et aux audits](#))

La Brique A correspondant à **l'administration fonctionnelle de la plateforme** comporte une nouvelle fonctionnalité.

**Mise en place d'une personnalisation des messages de la page d'accueil paramétrable par les pilotes et les instructeurs.** Il s'agit d'un message d'accueil mis à jour avant chaque campagne annonçant les éventuelles spécificités et/ou évolutions par rapport à la campagne précédente. Le message devra être personnalisable pour chaque déclarant/audité ou au moins chaque typologie de déclarant/audité. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants, aux audités et aux instructeurs.

#### 3.3.2.6.2 Brique B : Consolidation des bases de données

Sans objet.

#### 3.3.2.6.3 Brique C : Facilitation et extension du périmètre des contrôles ([applicable uniquement déclaration des CSPE](#))

La Brique C correspondant à **la facilitation et l'extension du périmètre des contrôles** comporte quatre nouvelles fonctionnalités.

**Ajout et automatisation d'un tableau de paramétrage des données relatives aux tarifs théoriques.** Cette fonctionnalité concerne les tarifs théoriques des contrats d'obligation d'achat calculés par la CRE et servant de comparaison pour le contrôle des tarifs constatés. Cette fonctionnalité s'adresse à l'ensemble des profils utilisateurs de la plateforme.

**Ajout d'une fonction de lecture d'un fichier Excel CRE de contrôle des tarifs sur la plateforme permettant d'envoyer un message automatique aux déclarants lorsque le tarif n'est pas conforme.** Cette fonctionnalité, nécessaire à la mise en œuvre de la précédente, concerne le contrôle des tarifs constatés partagés par les déclarants. Les mesures prises pour certifier que le fichier sera bien en lecture seule seront à préciser lors de la rédaction des spécifications détaillées. Cette fonctionnalité s'adresse à l'ensemble des profils utilisateurs de la plateforme.

**Affichage automatique en cas de dépassement des plafonds pour les données relatives à l'affichage déporté des données de comptage lors de la déclaration.** Ces données déclarées par les opérateurs sur la plateforme font l'objet de plafonnements. L'objectif de cette fonctionnalité est de mettre en évidence automatiquement les déclarations supérieures aux plafonds calculés par la CRE. Ces plafonds sont susceptibles de varier en fonction des évolutions réglementaires. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants et aux instructeurs.

**Pré-validation/pré-invalidation intelligente des données.** L'objectif de cette fonctionnalité à terme est de pré-valider ou pré-invalider les déclarations des opérateurs en fonction des paramètres de contrôle automatique présents dans la plateforme afin de faciliter le travail d'instruction par la suite. Cette fonctionnalité s'adresse aux déclarants et aux instructeurs.

#### 3.3.2.6.4 Brique D : Intégration d'une messagerie à la plateforme ([applicable aux déclarations CSPE et aux audits](#))

La brique D correspondant à **l'intégration d'une messagerie à la plateforme** comporte quatre nouvelles fonctionnalités.

**(Uniquement déclaration des CSPE) Ajout d'un indicateur permettant de suivre le nombre de courriels envoyés par volet déclaratif.** Cette fonctionnalité nécessitera la mise en place de « balise » permettant de catégoriser les courriels par volet et permettra d'identifier les erreurs récurrentes. Cette fonctionnalité s'adresse aux pilotes et aux instructeurs.

**Ajout d'un indicateur permettant de suivre le nombre de courriels envoyés par opérateur.** Cette fonctionnalité permettra d'identifier les opérateurs dont les déclarations génèrent des erreurs récurrentes. Cette fonctionnalité s'adresse à l'ensemble des profils utilisateurs de la plateforme.

**Mise en place d'une fonctionnalité équivalente au publipostage de courrier.** L'objectif est de pouvoir générer automatiquement les courriers (de notification annuelle CSPE ou de lancement de campagne d'audit) à partir des données présentes sur la plateforme. Cette fonctionnalité s'adresse aux pilotes.

**Ajout d'une solution de signature électronique, certification et horodatage intégrée à la plateforme.** Les courriers doivent pouvoir être signés électroniquement par les personnes habilitées à la CRE. La définition de cette signature électronique devra être en accord avec les préconisations de l'ANSSI : <https://cyber.gouv.fr/guide-de-selection-du-niveau-des-signatures-et-des-cachets-electroniques>. Cette fonctionnalité s'adresse à l'ensemble des profils utilisateurs de la plateforme.

#### 3.3.2.6.5 Brique E : Renforcement du pilotage (applicable uniquement aux déclarations des CSPE)

La Brique E correspondant au **renforcement du pilotage** comporte une nouvelle fonctionnalité.

**Définition de codes contrats uniques.** L'objectif est de mettre en place pour chaque contrat de chaque opérateur un code unique n'évoluant pas d'une année sur l'autre, facilitant ainsi les comparaisons précises entre les déclarations. Ce code pourrait être généré par la plateforme ou repris de la nomenclature interne à la CRE, cet aspect devant faire l'objet d'arbitrages métier. Cette fonctionnalité s'adresse aux pilotes et aux instructeurs.

#### 3.3.2.6.6 Brique F : Gestion des traces des utilisateurs de la plateforme

Sans objet.

#### 3.3.2.6.7 Brique G : Amélioration du processus de déclaration (applicable aux déclarations CSPE et aux audits)

La Brique G correspondant à **l'amélioration du processus de déclaration** comporte deux nouvelles fonctionnalités.

Ces deux fonctionnalités s'adressent aux déclarants.

**Ajout et paramétrage manuel d'un message d'accueil non personnalisé aux déclarants/audités.** Il s'agira d'un message unique annonçant l'ouverture de la campagne et les dates butoirs.

**Paramétrage annuel des unités de métrique électrique sur chaque volet déclaratif** afin de limiter les erreurs et changements d'unité. Une réflexion métier sur le format à demander sera à initier afin de déterminer les bonnes unités à demander.

### 3.3.2.6.8 Sous-Briques de contrôles automatisables à moyen terme (applicable uniquement aux déclarations CSPE)

**Certains contrôles réalisés par la CRE pourraient être automatisés sur la branche eCSPE.** Ces contrôles concernent les attestations de commissaires aux comptes ou comptables publics et les volets 1, 2 et 3 de déclaration. Pour rappel, les contrôles mentionnés à l'article 2.4.3 doivent être développés dans le cadre de la partie forfaitaire du marché. Seuls les autres contrôles pourront être développés ultérieurement dans le cadre de la partie à bons de commande. L'ensemble des contrôles automatisables sont détaillés dans le présent article et le suivant.

#### *Attestation CAC*

L'automatisation du **contrôle de la conformité et du contenu des attestations de commissaires aux comptes ou comptables publics** pourra être réalisée pour les déclarants respectant le modèle proposé sur la plateforme.

Si l'opérateur a utilisé le modèle de déclaration, les éléments suivants sont renseignés et doivent correspondre aux totaux des volets déclaratifs :

- **Coûts d'achat (Volet 1) :**
  - quantité (kWh) achetée au titre de l'obligation d'achat ;
  - coût d'achat total (€ HT) ;
  - par filière et au global.
- **Coûts évités (Volet 2) :**
  - mode de valorisation de l'énergie achetée ;
  - dans le cas où la valorisation est effectuée en référence au tarif de cession ou en mixte :
    - volume d'achat au tarif de cession ou en mixte (kWh) par mois ;
    - coût d'achat mensuel (€ HT) ;
    - totaux annuels.
  - dans le cas où la valorisation est effectuée en référence au prix de marché ou en mixte :
    - niveau de capacité certifié (MWh) pour les années de livraison (déclarations au titre de l'année n) : n-1, n, n+1, n+2, n+3 et n+4 ;
    - si achat de garantie de capacité pour rééquilibrage : préciser le montant des achats (€ HT).
- **Coûts de gestion (Volet 3) :**
  - coûts directs et indirects de la gestion administrative des contrats (€ HT) ;
  - prestation externe liée à la gestion externe des contrats (€ HT) ;
  - coûts de gestion de l'énergie (€ HT) ;
  - coûts de gestion de la capacité (€ HT) ;
  - coûts de gestion totaux (€ HT).
- **Charges liées aux dispositifs sociaux (Volet 3) :**
  - disposition en faveur des personnes en situation de précarité (FSL) : versements effectués dans le cadre du dispositif (€ HT) ;



- éléments relatifs à la fourniture de l'électricité aux clients bénéficiaires du dispositif d'aide chèque énergie :
  - recettes théoriques en l'absence de la gratuité des mises en service (€ HT) ;
  - perte de recettes dues aux réductions sur les interventions pour impayés (hors mises en service) (€ HT).
- mise en œuvre du dispositif relatif à l'affichage déporté des données de comptage (auprès des bénéficiaires du chèque énergie) :
  - nombre de dispositifs déployés (unités) ;
  - coût supporté dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs (€ HT).

#### *Volet 1 – Coûts d'achat*

Les contrôles suivants concernant le **volet 1 de déclaration (coûts liés aux contrats d'obligation d'achat)** pourront être automatisés :

##### **Contrôle des caractéristiques des contrats d'obligation d'achat :**

- dates de début et de fin de contrat ;
- application des niveaux de tarifs mensuellement ;
- cohérence des tarifs mensuels ;
- durée de fonctionnement annuelle :
  - hydraulique : < 8 000 h ;
  - éolien < 3 000 h ;
  - solaire < 1 600 h ;
  - autres filières : nombre d'heures compris dans l'année.
- production mensuelle.

##### **Contrôles relatifs aux reliquats du volet 1 hors contrats d'obligation d'achat :**

- Contrôle de cohérence des surplus :
  - l'opérateur a déjà déclaré des surplus l'année précédente, sinon s'assurer qu'il s'agit bien d'un contrat de vente de surplus ;
  - l'opérateur ne vend pas l'électricité sous obligation d'achat sur le marché (même seulement une partie) : comparer avec la déclaration de coûts évités. Si l'électricité sous obligation d'achat est vendue sur le marché : il ne peut pas y avoir de surplus ;
  - les coûts et volumes ne correspondent pas à l'ensemble des coûts et volumes déclarés au titre de l'obligation d'achat.

#### *Volet 2 – Coûts évités et garanties de capacité*

Les contrôles suivants concernant le **volet 2 de déclaration (coûts évités et garanties de capacité)** pourront être automatisés :

##### **Contrôle de la situation de l'opérateur**

Les éléments relatifs aux coûts évités déclarés permettent de calculer les coûts évités de chaque opérateur en identifiant d'une part, la part du volume sous obligation d'achat qui se substitue à un approvisionnement au tarif de cession et d'autre part, la part restante qui se substitue à un approvisionnement dans des conditions de marché ou qui est vendue sur le marché, éventuellement par l'intermédiaire d'un agrégateur :

- lorsque l'électricité sous obligation d'achat se substitue en intégralité à un approvisionnement au tarif de cession, les coûts évités liés à l'énergie sont calculés comme la somme sur l'ensemble des mois de l'année du produit du volume d'achat mensuel par le tarif de cession unitaire mensuel – correspondant, pour chaque mois, aux coûts d'achat au tarif de cession divisés par le volume d'achat au tarif de cession ;
- lorsque l'électricité sous obligation d'achat se substitue en intégralité à un approvisionnement dans des conditions de marché, ou est vendue en intégralité sur le marché, les coûts évités liés à l'énergie sont calculés par référence aux prix de marché spot (J-1) ;
- enfin, lorsque l'électricité sous obligation d'achat se substitue pour partie à un approvisionnement au tarif de cession et se substitue pour partie à un approvisionnement dans des conditions de marché ou est partiellement vendue sur le marché (approvisionnement « mixte »), les coûts évités sont calculés selon les deux principes exposés ci-dessus, au prorata de l'utilisation de l'électricité sous obligation d'achat, telle que déduite des volumes d'achat et de vente déclarés.

L'automatisation de ce contrôle sur la plateforme consisterait en la vérification de la cohérence entre les différentes déclarations (années précédentes). Pour les déclarants dont la situation a évolué, il s'agirait d'un premier contrôle avec une demande de justification suivi d'un contrôle des agents.

#### **Contrôle des seuils sur le niveau des tarifs de cession – *contrôle à automatiser dans la tranche ferme de développement***

Lorsque l'électricité de l'opérateur sous obligation d'achat se substitue en intégralité à un approvisionnement au tarif de cession si son approvisionnement est mixte, l'opérateur déclare des tarifs de cession. L'automatisation de ce contrôle sur la plateforme consisterait en la mise en évidence des tarifs trop élevés, avec la possibilité de demande automatique de transmission de pièces justificatives ou modification ainsi qu'une notification pour validation si aucune erreur n'est détectée.

#### **Contrôle des tarifs de cession pour les reliquats**

L'automatisation de ce contrôle sur la plateforme consisterait à vérifier que les tarifs de cession soient compris dans les bornes définies par la CRE. Il faudra également prévoir la possibilité de demande automatique de transmission de pièces justificatives ou modification ainsi qu'une notification pour validation si aucune erreur n'est détectée.

#### **Contrôle du formatage et de la cohérence des garanties de capacité**

Chaque acheteur obligé gère les garanties de capacité de ses installations sous obligation d'achat, représentant l'apport de l'installation de production au système électrique au cours des périodes de pointes de consommation. Pour permettre d'évaluer les charges de service public de l'énergie, les acheteurs obligés transmettent, pour chaque entité de certification au sein de leur périmètre et chaque enchère ayant eu lieu au cours de l'année :

- le niveau de capacité certifié (NCC) en vue de l'enchère ;
- le volume de certificats devant être pris en compte pour la valorisation de l'enchère.

L'automatisation des contrôles des garanties de capacité pourra être réalisée en deux temps, le premier concernant :

- la validation de valeurs et de plafonds déclarés par rapport à des critères préenregistrés par la CRE ;
- le contrôle de la cohérence interne au fichier transmis entre les valeurs déclarées et l'identification de baisses justifiées ou de situations individuelles nécessitant une réflexion métier.

Les contrôles suivants concernant le **volet 3 de déclaration (coûts liés aux dispositifs sociaux et coûts de gestion)** pourront être automatisés :

**Contrôle des seuils sur les prestations à destination des bénéficiaires du chèque énergie**

Les opérateurs déclarent les pertes de recette dues aux réductions sur les services liés à la fourniture d'électricité pour les clients bénéficiant du « chèque énergie ». Les seuils de contrôle sont fixés par les barèmes Enedis, il est donc nécessaire de vérifier la cohérence des tarifs unitaires avec les barèmes Enedis.

L'automatisation de ce contrôle sur la plateforme consisterait en un contrôle de passage sous les seuils avec une demande de justification ou de modification ainsi qu'une notification pour validation si aucune erreur n'est détectée.

**Contrôle des plafonds sur les frais de gestion – *contrôle à automatiser dans la tranche ferme de développement***

Les acheteurs obligés ont la possibilité de déclarer les coûts de gestion supportés dans le cadre de « la conclusion et la gestion » de ces contrats. La plupart des frais de gestion sont plafonnés par nombre et type de contrat. La CRE a mis en place des coûts avec dégressivité des plafonds. Ces plafonds sont susceptibles de varier en fonction des évolutions réglementaires. Le contrôle du respect de ces plafonds doit être réalisé via la plateforme.

- **Frais de gestion administrative :**
  - pour le PV < 250 kW : 120 €/an/contrat pour les 400 premiers contrats et ensuite 50€/an/contrat au-delà de 400 contrats ;
  - pour le PV > 250 kW et l'éolien : 500 €/an/contrat ;
  - pour les autres filières 1 500 €/an/contrat.
- **Frais de conclusion :**
  - pour le PV < 250 kW : 150 €/an/contrat ;
  - pour les autres filières : 1 000 €/an/contrat.
- **Coûts directs et indirects de gestion administrative des contrats :**
  - le nombre de contrats gérés est en cohérence avec le nombre de contrats déclarés dans le volet 1 (tolérance de 10 %) ;
  - le temps moyen de conclusion (signature) est inférieur à 5 h ;
  - le temps de gestion annuel d'un contrat (gestion de la facturation) est inférieur à 2 h.
  - le salaire induit par les coûts de personnel déclarés est inférieur à 55 €/h ;
  - le coefficient d'environnement (soit la somme des coûts liés aux ressources humaines : coûts de personnel + coûts directs hors main d'œuvre + coûts indirects) est inférieur à 1,5 fois les coûts de personnel ;
  - les coûts indirects affectés à l'obligation d'achat représentent moins de 50 % des coûts indirects totaux.
- **Prestations externes liées à la gestion administrative des contrats :**
  - les coûts de prestations administratives externes hors coûts de la mise sur le marché de l'énergie sont inférieurs à 50 €/contrat (dans la colonne AI) ;
  - demander systématiquement des justificatifs.

L'automatisation de ce contrôle sur la plateforme consisterait en un contrôle de dépassement de plafonds avec une demande de justification ou de modification ainsi qu'une notification pour validation si aucune erreur n'est détectée.

### **Contrôle des reliquats relatifs aux frais de gestion**

Pour les reliquats, les mêmes contrôles sont effectués sur les nouveaux contrats déclarés. Il est également nécessaire de vérifier que ce ne sont pas des éléments déclarés en année N-1.

#### **3.3.2.6.8.1 Sous-Briques de contrôles automatisables à plus long terme (applicable uniquement aux déclarations CSPE)**

##### *Volet 1 – Coûts d'achat*

Les contrôles suivants concernant le **volet 1 de déclaration (coûts liés aux contrats d'obligation d'achat)** pourront être automatisés :

#### **Contrôle des tarifs constatés et enjeux financiers liés aux écarts au regard des tarifs théoriques sur les contrats d'obligation d'achat.**

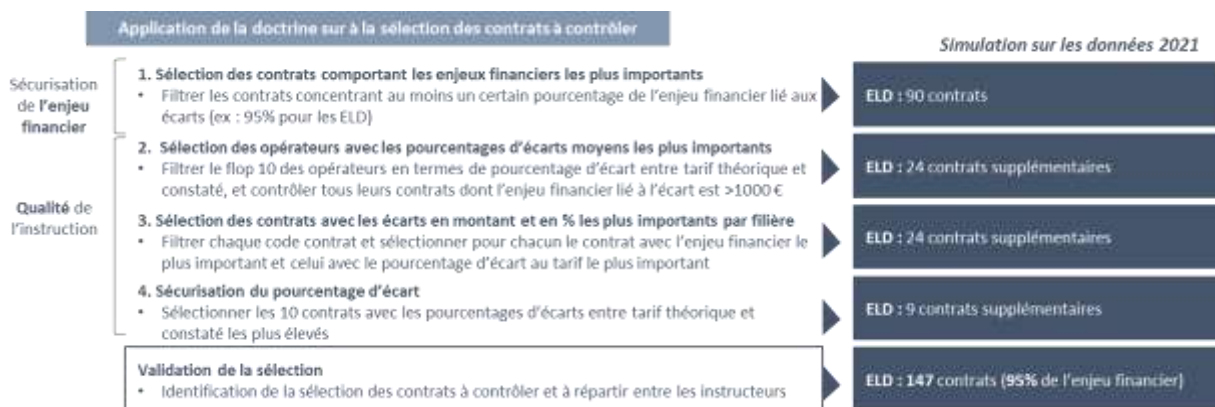
A date, la comparaison entre tarifs constatés et théoriques est réalisée via un fichier externe permettant notamment de calculer le tarif d'une installation dont les caractéristiques techniques et contractuelles sont fixées.

Le tarif énergie payé par l'acheteur obligé à une installation comporte 4 composantes :

$$T = (T\_base + Primes) \times K \times L.$$

- *T\_base* est le tarif inscrit dans les arrêtés tarifaires ou le tarif de référence du lauréat d'appel d'offres. Il peut être différent selon les types d'installations et la puissance de celles-ci (ou d'autres composantes, comme l'âge de l'installation, sa date de mise en service ...). En l'absence de certaines précisions nécessaires pour un calcul affiné du tarif d'un arrêté tarifaire, le contrôle prend en compte le majorant ;
- *Primes* est la somme des primes qui peuvent être appliquées à une installation (prime à l'efficacité énergétique, prime aux effluents d'élevage, prime à la régularité des chutes d'eau...). Le contrôle affichera prochainement un niveau de tarif sans primes et un tarif avec les primes (de même que pour le tarif de base, le montant maximal de la prime est considéré dans le cas où les paramètres permettant d'en calculer le montant ne sont pas disponibles) ;
- le coefficient d'indexation *K* permet au tarif d'un arrêté tarifaire d'évoluer en fonction des conditions économiques des projets. Pour un contrat donné, il est généralement déterminé au moment de la demande de contrat (ou un peu avant), par rapport à la publication de l'arrêté. Lorsque la date de demande de contrat n'est pas déclarée par les opérateurs (donnée non obligatoire pour les ELD et les organismes agréés), la valeur du coefficient *K* n'est pas déterminée parfaitement ;
- le coefficient d'indexation *L* est calculé annuellement sur toute la durée de vie du contrat sur la base d'une formule prenant en compte une part fixe et la variation de certains indices ;
- les indices INSEE utilisés sont les derniers indices définitifs connus à la date considérée.

L'écart entre le tarif déclaré par l'opérateur et celui calculé par la CRE permet de déterminer ensuite l'enjeu financier lié aux écarts qui sert de base de sélection pour les contrôles. En effet, une doctrine de contrôle permet de déterminer le nombre de contrats à contrôler en fonction des enjeux financiers liés aux écarts.



La plateforme doit permettre la mise en évidence des contrats à contrôler et réaliser les contrôles de caractéristiques des contrats d'obligation d'achat listés à l'article 3.3.2.1.6.8 (Contrôles du volet 1 à automatiser prioritairement).

### Contrôle des coûts d'appels d'offres sur les contrats d'obligation d'achat

Pour les contrats d'obligation d'achat issus d'appels d'offres, il faudra vérifier la correspondance du tarif initial avec les informations du fichier de synthèse des appels d'offres à partir du nom initial de l'installation lauréate. Ce contrôle pourra éventuellement être réalisé par échantillonnage.

### Contrôle des coûts des contrats horosaisonnalisés

Pour les contrats d'obligation d'achat horosaisonnalisés il est nécessaire de contrôler la correspondance entre les contrats déclarés dans les onglets « tableau général » et les onglets « 4 postes » et « 5 postes ». Si ces éléments ne correspondent pas, un contrôle de la cohérence mensuelle doit être réalisé.

### Coûts des contrats d'obligation d'achat en reliquats

Pour les contrats d'obligation d'achat en reliquats, les mêmes contrôles de coûts que ceux réalisés sur le constaté sont à effectuer. Il est également nécessaire de vérifier que ce ne sont pas des éléments déclarés en année N-1.

### Volet 2 – Coûts évités et garanties de capacité

Les contrôles suivants concernant le **volet 2 de déclaration (coûts évités et garanties de capacité)** pourront être automatisés :

#### Contrôle du formatage et de la cohérence des garanties de capacité

La suite de la première sous-Brique d'automatisation du contrôle des garanties de capacité comprend :

- Un contrôle de cohérence avec les déclarations des années précédentes, par rapport à l'année précédente, du prévisionnel par rapport aux autres déclarations de la même campagne.
- Une comparaison avec des données externes récupérées auprès des gestionnaires de réseaux (RTE), la possibilité est pour le moment non confirmée et sera à étudier avec les équipes métier.

### Volet 3 – Coûts liés aux dispositifs sociaux et coûts de gestion

Le contrôle suivant concernant le **volet 3 de déclaration (coûts liés aux dispositifs sociaux et coûts de gestion)** pourra être automatisé :

#### Contrôle du plafonnement de l'affichage déporté des données de comptage.

Les fournisseurs d'électricité déclarent les coûts supportés dans le cadre de la mise en œuvre de l'affichage déporté des données de comptage pour les consommateurs bénéficiant du chèque énergie.

Le contrôle du respect des plafonds suivants est à réaliser :

- les coûts de développement à compenser sont inférieurs à 1 000 € pour le premier ménage bénéficiaire du chèque énergie ;
- les coûts de développement à compenser sont inférieurs à 10 € par ménage bénéficiaire du chèque énergie à partir du deuxième ménage bénéficiaire ;
- les coûts de développement totaux sont inférieurs à 200 000 € ;
- la compensation par ménage pour la sollicitation prévue à l'article D. 124-19 du code de l'énergie est fixé à 2 € par courrier ;
- pour les fournisseurs d'électricité, le plafond de compensation par ménage pour chaque dispositif effectivement mis à disposition est fixé à :
  - o pour les 1 000 premiers dispositifs effectivement mis à disposition : 64 €/ménage ;
  - o du 1 001<sup>e</sup> au 10 000<sup>e</sup> dispositif effectivement mis à disposition : 54 €/ménage ;
  - o du 10 001<sup>e</sup> au 150 000<sup>e</sup> dispositif effectivement mis à disposition : 49 €/ménage ;
  - o à partir du 150 001<sup>e</sup> dispositif effectivement mis à disposition : 40 €/ménage.
- pour les fournisseurs de gaz naturel, le plafond de compensation par ménage est fixé à 2 euros pour les 10 000 premiers ménages fournis. Au-delà, ce plafond est fixé à 0,5 €.

L'automatisation de ce contrôle sur la plateforme consisterait en un contrôle automatique du plafonnement grâce à la comparaison des compensations avec les années précédentes suivi d'une demande de justificatif si nécessaire ainsi qu'une notification pour validation si aucune erreur n'est détectée. Ces plafonds sont susceptibles de varier en fonction des évolutions réglementaires.

### 3.3.2.7 Prestation de réversibilité

A l'issue du présent marché, la CRE peut procéder au lancement d'un nouveau marché qui pourra comprendre une reprise de l'application. Cette prestation fera, le cas échéant, l'objet d'un bon de commande en application du BPU.

La réversibilité débute dès la fin du contrat, ou si besoin à une date antérieure qui sera fixée par la CRE et se termine à la date de bascule effective des services. Le Titulaire sortant s'engage à coopérer avec le Titulaire entrant et le maître d'ouvrage pour assurer le bon déroulement de cette phase. Il doit notamment fournir au Titulaire entrant les éléments suivants :

- le plan de réversibilité, qui décrit les modalités opérationnelles et organisationnelles de la phase de réversibilité, ainsi que les responsabilités et les engagements de chaque partie ;
- les formations et les transferts de connaissances requis pour assurer la continuité et la qualité des services tels que les supports de formation ;
- les documents techniques relatifs à la plateforme eCSPE-Decrypte, tels que les spécifications techniques et fonctionnelles, la stratégie de recette, les supports de suivi/pilotage de l'accompagnement ;
- les données et les fichiers nécessaires au fonctionnement des services, tels que les bases de données, les sauvegardes, les archives, les paramétrages, les codes sources, les licences, etc.
- les actifs matériels et logiciels mis à disposition ou produits pour le compte de la CRE.

Le Titulaire entrant doit s'assurer de la réception, de la vérification et de la validation de ces éléments, ainsi que de leur intégration dans son système d'information. Le Titulaire sortant doit apporter son assistance et son expertise au Titulaire entrant pendant toute la durée de la phase de réversibilité.

Le coût de cette prestation de réversibilité figure dans l'offre (BPU) du Titulaire.



## 4. Modalités d'exécution des prestations

Les éléments présentés dans cette partie sont applicables et opposables au Titulaire pour l'ensemble des prestations attendues dans le présent cahier des charges.

Les modalités spécifiques de réalisation sont décrites au sein de chacune des prestations décrites précédemment.

### 4.1 Engagement du Titulaire

L'engagement du Titulaire est un engagement de résultat, portant sur l'ensemble des livrables et services définis pour le présent marché.

Les engagements portent sur la qualité des livrables et services du présent marché, le respect de la planification, le budget d'intervention tel qu'indiqué dans son offre financière de prestation forfaitaire.

Le Titulaire met en œuvre dans ce contexte l'ensemble des moyens et ressources qu'il juge nécessaires à l'atteinte des objectifs précités.

Le Titulaire s'engage à respecter les normes, règles et réglementations en vigueur, notamment en matière de sécurité, d'environnement et de propriété intellectuelle, et à assurer la traçabilité des fournitures, livrables et services.

Le Titulaire accepte que la qualité des fournitures, livrables et services soit contrôlée et suivie par le maître d'ouvrage, selon les modalités définies dans le cahier des charges, et qu'en cas de non-conformité ou de retard, des pénalités ou des retenues soient appliquées, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Le Titulaire reconnaît que le prix du marché est ferme et définitif.

### 4.2 Obligation de conseil

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire a des obligations de conseil envers la CRE, maître d'ouvrage, qui consistent à l'informer et à le guider tout au long de la réalisation du projet.

Le Titulaire doit ainsi :

- identifier et alerter sans délai le maître d'ouvrage de tout obstacle ou incident pouvant compromettre la bonne exécution du marché, et lui proposer des solutions adaptées ;
- fournir au maître d'ouvrage toutes les informations utiles sur les caractéristiques techniques, les coûts, les délais, les risques, les opportunités et les impacts du projet ;
- respecter les recommandations et les orientations du maître d'ouvrage, et s'assurer de la satisfaction de ses besoins et de ses attentes.

### 4.3 Dispositif de pilotage et de gouvernance

Le Titulaire du marché met en place une structure adaptée au pilotage du projet. Cette équipe est dédiée au projet et dimensionnée pour conduire dans les délais et avec la qualité requise les prestations demandées.

La gouvernance projet se structure par défaut autour de trois instances clés :

- Un Comité Projet (COPROJ), axé sur les problématiques opérationnelles, traitant notamment des thématiques suivantes :
  - coordination des activités et des parties-prenantes sur le projet ;

- planification des prochaines tâches à mener ;
- remontée des points de blocage et risques éventuels.

La fréquence du COPROJ sera hebdomadaire et il comprendra a minima les membres de l'équipe projet CRE et le Titulaire.

- Un Comité de Pilotage (COPIL), à un niveau plus tactique, aura en charge des éléments suivants :
  - le suivi global des chantiers du projet ;
  - le suivi des moyens humains et financiers mobilisés ;
  - la mise à jour et le suivi des risques projet ;
  - la priorisation des évolutions techniques et fonctionnelles à implémenter au sein de la plateforme ;
  - le suivi mensuel des activités de MCO ;
  - la réalisation des arbitrages projet.

La fréquence du COPIL sera mensuelle et il comprendra a minima l'équipe projet, la personne en charge du Département Energies Renouvelables ainsi que le Directeur des systèmes d'information de la CRE et le Titulaire.

Le Titulaire doit, à l'occasion de sa réponse, préciser l'organisation de la gouvernance cible qu'il souhaite mettre en œuvre lors du projet et préciser si nécessaire les instances complémentaires à mettre en œuvre dans un souci de juste mobilisation des ressources humaines de la CRE.

Le Titulaire assure l'animation de l'ensemble des instances de pilotage. Pour ce faire, il prépare les supports des différents comités et prend en charge la rédaction des comptes-rendus pour validation par la CRE. Interlocuteurs

Le Titulaire du marché met en place une structure adaptée au pilotage du projet. Cette équipe est dédiée au projet et dimensionnée pour conduire dans les délais et avec la qualité requise les prestations demandées.

Un chef de projet est clairement identifié à l'acte d'engagement et sera l'interlocuteur privilégié de la CRE. Ce chef de projet assure le suivi régulier (rapport et suivi d'activité) auprès du référent de la CRE en charge du pilotage de l'opération, de la réception des prestations et de la conformité des prestations avec la politique de sécurité des systèmes d'information.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à identifier au sein de son équipe (**rôle cumulable**) :

- un référent fonctionnel, garant de la compréhension des processus métier de la CRE au sein de l'équipe projet du Titulaire et garant de la bonne transcription au sein de la plateforme cible des besoins d'évolution demandés par les utilisateurs et imposés par l'évolution de la réglementation sur les CSPE en vigueur ;
- un référent technique, garant du bon fonctionnement de la plateforme et interlocuteur sur les thématiques relatives à la gestion de l'infrastructure, des différents applicatifs et des bases de données.

#### 4.4 Gestion de la planification

Le mémoire technique du Titulaire prévoit une planification détaillée de mise en œuvre des prestations. Il doit en particulier préciser les jalons de livraison de chacun des livrables. Cette planification constitue le référentiel pour le pilotage temporel des prestations.

Il doit, par la suite, être mis à jour régulièrement (une fois par mois) afin de réviser éventuellement les délais et les charges de la période à court terme qui va suivre afin d'affiner la planification (dates au plus tôt, au plus tard, prérequis, tâches dépendantes, risques associés) et transmettre cette révision au chef de projet de la CRE.

#### 4.5 Gestion des risques

Le suivi des risques est effectué par le Titulaire pour le présent marché à partir d'une liste des risques identifiés en amont par la CRE lors du cadrage amont du projet. Sur la base de cette première version de l'analyse des risques, le Titulaire aura la charge de :

- formaliser un plan de remédiation des risques et de qualifier, pour chaque risque, le risque résiduel ;
- mettre à jour l'analyse des risques à la suite de chaque comité de pilotage en incluant les nouveaux risques projet identifiés ;
- modifier l'évaluation de certains risques si de nouveaux éléments les concernant venaient à être disponibles ;
- examiner les mesures préventives concernant une tâche à risque en cours ou sur le point de démarrer ;
- suivre l'efficacité des mesures spécifiques en cours et, éventuellement, les renforcer, les modifier et/ou les suspendre ;
- faire le bilan définitif, notamment en termes de délais, quand un risque a été définitivement supprimé de la liste.

Le suivi des risques sera réalisé à l'occasion des comités de pilotage. Des réunions/ateliers ad hoc pourront être organisés pour le suivi et le traitement de risques considérés comme critiques pour le projet.

#### 4.6 Gestion documentaire

Le Titulaire devra définir les dispositions qu'il envisage de mettre en œuvre concernant une politique de gestion de la documentation pour le projet (quel que soit le support utilisé). Ces dispositions seront formalisées dans un plan de gestion de la documentation intégré au PAQ et devra contenir a minima les éléments suivants :

- les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes en matière de gestion documentaire ;
- le processus de validation des documents associés ;
- les règles de nommage, classement, version, diffusion et archivage de la documentation projet ;
- les types et formats de la documentation projet selon la nature des différents livrables attendus.

Par ailleurs, le Titulaire devra établir et tenir à jour, au fur et à mesure de l'avancement des prestations, un état de la consommation documentaire (liste des documents à produire ou déjà réalisés).

Cet état documentaire doit au minimum contenir :

- les documents applicables suivant les versions ;
- les documents de référence ;
- les documents requis au titre du contrat ;
- les documents référencés au titre des différentes versions.

#### 4.7 Plan assurance qualité

Le Titulaire doit présenter lors de sa réponse un Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et devra s'y conformer en qualité de document de référence pour la gestion de la qualité tout au long du projet.

Ce document devra impérativement comporter les éléments suivants :

- l'organisation projet selon les attentes de la CRE en termes de gouvernance (confer point 4.3 relatif au dispositif de gouvernance et de pilotage), les modalités de communication au sein du projet et les modalités de traitement des évolutions du périmètre du projet (attendus du projet ou de la prestation, évolution des délais et des coûts, ...) ;
- le processus qualité des prestations attendues :
  - o les critères d'acceptation et de validation des prestations par la CRE.
- les moyens de mise en œuvre de la qualité précisant notamment :
  - o les outils, méthodes, techniques et standards utilisés pour assurer la qualité des prestations ;
  - o les modalités de formation des équipes du Titulaire à la qualité ;
  - o les modalités de gestion de la documentation projet (confer partie 4.6).
- une proposition d'indicateurs de contrôle comprenant :
  - o une proposition sur les indicateurs et les critères projet à suivre tout au long de l'accompagnement réalisé par le Titulaire ;
  - o les modalités de suivi et de pilotage (confer partie relative au dispositif de gouvernance et de pilotage prescrit par la CRE) ;
  - o le plan de remédiation qualité identifiant les actions correctives et préventives à déployer en cas de non-conformité de la solution attendue ou d'incident qualité relatif à la prestation attendue par la CRE.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à nommer au sein de ses équipes un correspondant qualité pour le présent marché. Celui-ci aura pour mission de :

- prendre en charge l'élaboration de la version finale du Plan d'Assurance Qualité, sa mise à jour et son suivi ;
- veiller à la prise de connaissance et à la mise en œuvre des dispositions décrites dans ce plan par les équipes du Titulaire ;
- réaliser et/ou participer aux audits qualité ;
- piloter le traitement des écarts issus ou non des audits menés.

#### 4.8 Erreur ! Source du renvoi introuvable. Erreur ! Source du renvoi introuvable. Support utilisateur

##### 4.8.1 Organisation du support utilisateur

L'activité de support utilisateur est réalisé de la manière suivante pour la plateforme eCSPE-Decrypte :

Niveau	Responsabilité
Niveau 1 – Contact avec les utilisateurs	Contact profils déclarant et audité : instructeurs CRE Contact profils instructeur et pilote : Titulaire du marché
Niveau 2 – Résolution de l'anomalie	Titulaire du marché
Niveau 3 - Expertise	Titulaire du marché

Une proposition détaillée de répartition des rôles et des responsabilités sera formalisée dans la proposition technique du Titulaire puis ajustée et validée au moment du lancement de la prestation.

#### 4.9 Outil de ticketing mis à disposition par le Titulaire

Il est impératif d'inclure la mise en place d'un outil de suivi des tickets correctifs ou d'évolution de la plateforme. Cet outil devra permettre une gestion efficace des demandes d'évolution de la CRE et des anomalies détectées sur la plateforme, ainsi qu'un suivi en temps réel des actions du prestataire pour corriger les problèmes et mettre en place les évolutions par étapes (demande et acceptation de devis, plateforme en préprod/prod, dépôt des BDC ...). L'outil devra également permettre un suivi des modifications apportées à la plateforme, ainsi qu'une traçabilité des différentes étapes de correction.

De plus, il est important que le prestataire soit en mesure de fournir une documentation détaillée sur la façon d'utiliser cet outil, ainsi que sur les procédures à suivre pour traiter les demandes des utilisateurs et les anomalies détectées.

## 5 Prérequis techniques pour la solution cible

### 5.1 Cadre interministériel de référence applicable

Dans le cadre du présent cahier des charges, les prérequis techniques ministériels suivants seront à prendre en compte :

- **Utilisation de solutions open source** : La plateforme eCSPE-Décrypte devra être basée sur des solutions open source afin de garantir la transparence, la flexibilité et la pérennité du système (solutions quasi standards dans le monde open source). Les Titulaires devront privilégier l'utilisation de logiciels et de technologies open source reconnus par les professionnels du marché pour leur fiabilité et leur sécurité (code de développement, bibliothèques utilisées, ...).
- **Conformité aux standards de la DINUM** : Les Titulaires devront se conformer aux standards et aux bonnes pratiques recommandés par la DINUM (Direction Interministérielle du Numérique) pour assurer l'interopérabilité et la compatibilité avec l'écosystème étatique existant. Cela inclut l'utilisation de normes ouvertes, de protocoles standardisés et de spécifications techniques reconnues.
- **Respect des préconisations de l'ANSSI en termes de sécurité des systèmes d'information (développement)**

Pour plus d'information sur les standards étatiques :

<https://www.numerique.gouv.fr/publications/interopabilite/>

<https://cyber.gouv.fr/publications/selection-dun-logiciel-libre>

La CRE souhaite garantir la sécurité, la performance et l'interopérabilité de la plateforme eCSPE-Décrypte grâce au respect de ces prérequis techniques ministériels.

### 5.2 Informations techniques complémentaires

Pour information, à date, le code eCSPE de l'application compte :

- 82 pages jsp (frontend) pour un total de 35 330 lignes (33 188 lignes non vides),
- 1 841 classes Java (backend) pour un total de 420 864 lignes dont :
  - o 162 889 lignes de commentaires,
  - o 58 841 lignes vides,
  - o Il reste alors 199 134 lignes de code utiles.

Les technologies en cours d'utilisation sur la plateforme sont présentées dans le tableau suivant :

Modules	Technologies
Base de données	Hibernate
	PostgreSQL
Administration fonctionnelle	Spring
	Spring Security
IHM	Tomcat
Reporting	Javamail
Technologies de développement	Java
Administration technique	Ubuntu

Un audit de code a été réalisé en 2024 et a permis d'identifier notamment le niveau de qualité du code. Au besoin et si le Titulaire le souhaite le code ainsi que les conclusions de l'audit, ces éléments pourront lui être transmis.

Au besoin et si le Titulaire le souhaite le code de la plateforme Decrypte pourra lui être transmis.

### 5.3 Stratégie de reprise des données

La stratégie de reprise des données de la plateforme doit permettre de répondre aux impératifs de sécurité, de conformité réglementaire et de qualité des données. Les différents aspects à considérer, allant de l'hébergement aux tests de restauration des données, sont précisés dans cette partie.

#### Périmètre de la reprise :

- Les données bancaires des déclarants, actuellement présentes sur la plateforme e-CSPE, seront exclues des données à reprendre pour la plateforme cible eCSPE.

**Technologies :** Pour assurer la performance, la sécurité et la pérennité de la plateforme, il est prévu d'adopter des technologies/solutions à l'état de l'art.

**Niveau de croissance des données :** L'ajout de données d'une année devra entraîner la suppression des données de l'année la plus ancienne. Ainsi, le niveau de croissance des données sera similaire à celui observé, à cadre législatif égal.

**Virtualisation :** L'isolement et la sécurité des données sensibles devront être garanties, potentiellement via le recours à un hyperviseur séparé par niveau de sensibilité, du cloisonnement réseau, etc.

**Restauration :** Des tests de restauration des données renseignées sur la plateforme eCSPE-Decrypte seront réalisés afin de garantir la fiabilité et l'efficacité des processus de sauvegarde et de récupération.

**Règlementation Générale :** Le respect des préconisations et des obligations pour la gestion des données, conformément à la réglementation NIS1 et NIS2 (en cours d'élaboration au niveau de l'Union européenne) est à prendre en compte dans le cadre de la reprise des données.



#### 5.4 Stratégie de reprise des accès

La stratégie de reprise des accès de la plateforme actuelle (eCSPE) vers la nouvelle doit permettre d'assurer une transition fluide et sécurisée des accès des utilisateurs vers la nouvelle plateforme et doit répondre aux exigences suivantes.

Les profils pilotes et instructeurs auront accès aux branches eCSPE et Decrypte de la nouvelle plateforme. Les profils déclarants actuels n'auront accès qu'à la branche eCSPE.

##### **Contrôles des accès à la plateforme :**

- pour renforcer la sécurité, il est prévu d'augmenter la complexité des mots de passe (longueur, ajout de caractères spéciaux, conservation de l'historique pour éviter la réutilisation d'anciens mots de passe), tout en mettant en place une authentification à double facteur ;
- la mise en place de l'authentification à double facteur implique le renseignement par les déclarants d'un numéro de portable, une adresse mail ou l'utilisation d'une application tierce.

Ces critères pourront être durcis en fonction des préconisations de l'ANSSI.

##### **Création des profils utilisateurs**

- une séparation des comptes entre utilisateurs (profils déclarants et audités) et administrateurs (profils pilotes et instructeurs) devra être effectuée, avec des contraintes supplémentaires concernant les mots de passe pour les administrateurs, notamment en ce qui concerne le nombre de caractères, la fréquence de mise à jour, et l'historisation des derniers mots de passe ;
- dans le cadre de la refonte, les accès de l'existant seront repris, avec une réinitialisation des mots de passe des utilisateurs de la plateforme eCSPE actuelle, notamment pour la mise en conformité avec les nouvelles stratégies de mots de passe évoquées plus haut ;
- la refonte implique de trier les utilisateurs actuels de la plateforme eCSPE en faisant en sorte que les comptes non utilisés depuis 5 ans soient migrés sur la nouvelle plateforme mais désactivés.

##### **Restauration**

- le Titulaire est responsable de la restauration des accès des utilisateurs de la plateforme eCSPE-Decrypte ;
- les informations nécessaires à la gestion des accès des déclarants/audités de la plateforme eCSPE-Decrypte sont les suivantes : nom et prénom, login, adresse électronique, SIREN/SIRET, numéro de téléphone portable, type de déclarant (ELD, fournisseur alternatif ou organisme agréé).

##### **Règlementation générale :**

- Les directives et des obligations relatives à la gestion des accès, conformément à la réglementation NIS1 et NIS2 (à venir), devront être pris en compte par le Titulaire.

#### 5.5 Sécurité du Système d'Information (SSI)

Le respect des normes de sécurité des systèmes d'information (SSI) doit garantir la sécurité de la plateforme vis-à-vis des éventuels menaces et incidents, assurant ainsi la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données.

##### **Règlementation générale :**

- le Titulaire devra s'engager à garantir la conformité aux préconisations et obligations stipulées par la réglementation NIS1 et NIS2 à venir, ainsi qu'aux exigences de la RGPD ;
- le Titulaire devra réaliser les opérations suivantes : test de vulnérabilité, audit de code croisé, suivi de la traçabilité des bibliothèques, etc. ;

- le Titulaire devra mettre en œuvre deux environnements hors production en plus de celui de production :
    - un environnement dédié aux tests (nouvelles fonctionnalités...) ;
    - un environnement de pré-production dans lequel la solution finalisée sera déployée afin de vérifier son bon fonctionnement avant d'être déployée en production.
  - Comme précisé supra :
    - § 5.1 le soumissionnaire devra se conformer aux préconisations de la DINUM et de l'ANSSI en ce qui concerne l'état de l'art
- Brique F : le soumissionnaire devra mettre en place des mécanismes de suivi de la traçabilité des actions réalisées sur la plateforme et de la gestion de l'historique des logins

#### **Traçabilité :**

- les différentes actions effectuées sur la plateforme cible (administration, modifications apportées par les utilisateurs, connexions, saisies) sont à tracer, avec une durée d'historisation maximale des données d'une durée de 6 mois, afin de disposer de l'ensemble des logs en cas d'attaque ou de malveillance ;
- les modalités de centralisation des logs sur la plateforme eCSPE-Decrypte sont à identifier afin de garantir l'efficacité de la plateforme ;
- l'immutabilité des données doit garantir l'intégrité des logs ;
- l'envoi automatisé et quotidien par la plateforme eCSPE-Decrypte des logs doit être réalisé vers la CRE ou le Titulaire avec un chiffrement des transmissions ;
- le Titulaire devra respecter les réglementations de traçabilité des données pour un SI essentiel dans les directives NIS 1 et NIS2 à venir.

#### **Sécurité des bases de données :**

Les éléments suivants des bases de données doivent être chiffrés :

- mots de passe (stockés suivant des hachages), l'administrateur ne peut pas déterminer le mot de passe affecté à l'utilisateur. Les mots de passe non chiffrés ne sont jamais utilisés pour l'authentification de l'utilisateur ;
- données transitant sur le réseau : les connexions SSL cryptent les données envoyées sur le réseau : mots de passe, requêtes, données renvoyées ;
- côté client : les données sont cryptées sur le client avant d'être envoyées au client et les résultats de la BDD doivent être décryptés sur le client avant d'être utilisés.

Le mémoire technique du Titulaire décrit les dispositifs mis en place afin d'assurer la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des données.

#### **Audit**

La CRE pourra réaliser des audits sécuritaires et sessions de tests d'intrusion annuelles avec l'aide d'une société indépendante, experte et spécialisée. Le Titulaire sera tenu d'intégrer les recommandations sécuritaires sous un mois.

#### **Veille technologique**

Le Titulaire effectuera une veille technologique sur les failles de sécurité identifiées sur chaque composant et fera évoluer la plateforme en fonction.

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultats concernant les correctifs de sécurité.

Un principe d'urgence s'appuyant sur le CVSS (Common Vulnerability Scoring System, système d'évaluation standardisé de la criticité des vulnérabilités selon des critères objectifs et mesurables) lié aux failles de sécurités découvertes doit être appliqué.

## Certificat SSL

L'acquisition du certificat SSL et son renouvellement sont à la charge du soumissionnaire

### 5.6 Respect du Règlement général de protection des données (RGPD)

La conformité de la plateforme au Règlement général sur la protection des données (RGPD) doit être garantie. Cette conformité se fonde sur des éléments tels que le consentement éclairé des utilisateurs, la minimisation des données collectées, la sécurité des données collectées et conservées et la transparence dans le traitement des données personnelles.

#### Prérequis RGPD (cf article 17 du CCAP) :

##### Le Titulaire devra respecter les dispositions de l'article 18 du CCAP et notamment :

- Le Titulaire devra prendre en compte les recommandations du Règlement européen sur la protection des données (RGPD) en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 et proposer à la CRE une politique de gestion des données permettant d'assurer la conformité de l'application avec le RGPD.
- Le Titulaire devra renseigner dans le dispositif contractuel une clause de confidentialité indiquant la chaîne de responsabilité des traitements réalisés pour les informations disponibles sur la plateforme eCSPE-Decrypte.
- Pour des raisons juridiques et métiers, il est prévu d'historiser les données renseignées sur la plateforme eCSPE-Decrypte pendant 10 ans.
- Il est impératif d'informer les déclarants des traitements réalisés sur les données traitées par la plateforme eCSPE-Decrypte. De plus, le mail générique du Délégué à la protection des données (DPO) devra être mis à disposition pour toute question relative à l'exercice des droits sur les données personnelles.
- Le Titulaire devra également se conformer aux dispositions de la directive européenne NIS2 dans ses parties relatives à la protection des données personnelles.

### 5.7 Accessibilité de la plateforme

La plateforme eCSPE-Decrypte cible devra se conformer aux obligations légales applicables en termes d'accessibilité. Le Titulaire devra faire en sorte que l'ergonomie de la plateforme eCSPE-Decrypte cible soit conforme aux standards RGAA 4 du décret n°2019-768 du 24 juillet 2019. Un audit d'accessibilité sera réalisé pour vérifier la conformité de la plateforme en termes d'accessibilité.

Par ailleurs, en cas d'évolution de la réglementation relative à l'accessibilité lors de l'exécution du marché, le Titulaire devra prendre en compte l'évolution des obligations légales en la matière.

## 6. Découpage prestation livrables (DPL)

Les prestations présentées dans le présent cahier des charges correspondent aux attendus suivants :

Intitulé	Livrables	Modalités de réception	Délais
Plan projet	1. Plan d'Assurance Qualité	La CRE procède à l'analyse et la validation des opérations, des tâches et des livrables, et réalise le procès-verbal de service fait dans un délai	1. notification du marché + 10 jours ouvrés
	2. Plan d'Assurance Sécurité		2. notification du marché + 10 jours ouvrés

	3. Organigramme de répartition des tâches et des rôles actualisé 4. Calendrier de référence projet 5. Calendrier des ateliers fonctionnels et techniques 6. Dossier d'analyse de risques 7. Matrice de traçabilité des attendus du CCTP tenues à jour 8. Tableau de bord qualité	maximum de quinze (15) jours calendaires.	3. Début prestation (date de réunion de lancement + 10 jours ouvrés 4. Début prestation (date de réunion de lancement) + 10 jours ouvrés 5. Début prestation (date de réunion de lancement) + 10 jours ouvrés 6. 5 jours ouvrés avant le COPIL 7. 5 jours ouvrés avant le COPIL 8. 5 jours ouvrés avant le COPIL
<b>Pilotage et gouvernance projet</b>	1. Proposition de comitologie projet 2. Supports des instances de gouvernance 3. Comptes-rendus des instances de gouvernance 4. Indicateurs de performance / suivi de la prestation	La CRE procède à l'analyse et la validation des opérations, des tâches et des livrables, et réalise le procès-verbal de service fait dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires.	1. Début prestation + 10 jours ouvrés 2. J-2 avant instance 3. J+2 après instance 4. Début prestation + 10 jours ouvrés
<b>Développement de la plateforme eCSPE-Décrypte</b>	<b>Développement fonctionnelle de la plateforme :</b> 1. Dossier de conception fonctionnelle détaillée 2. Dictionnaire des données métier 3. Maquette d'illustration de paramétrage <b>Développement technique de la plateforme :</b> 4. Dossier de conception / architecture technique détaillée 5. Modèle conceptuel de données mis à jour 6. Stratégie de reprise des données 7. Stratégie de reprise des accès	La CRE procède à l'analyse et la validation des opérations, des tâches et des livrables, et réalise le procès-verbal de service fait dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires.	1. Fin ateliers + 5 jours ouvrés 2. Fin ateliers + 5 jours ouvrés 3. Fin ateliers + 5 jours ouvrés  4. Fin ateliers + 5 jours ouvrés 5. Fin ateliers + 5 jours ouvrés 6. Fin ateliers + 5 jours ouvrés 7. Fin ateliers + 5 jours ouvrés
	<b>Développement / mise en œuvre</b> 8. Dossier de paramétrage de la solution 9. Dossier de description des développements spécifiques 10. Dossier de configuration 11. Tableau de bord des tests unitaires 12. Rédaction des tests fonctionnels 13. Mise à disposition et documentation des codes sources, documentation des versions : paramétrage et développement réalisés		8. Fin réalisation – 5 jours ouvrés 9. Fin réalisation – 5 jours ouvrés 10. Fin réalisation – 5 jours ouvrés 11. Selon le calendrier de référence projet 12. Selon le calendrier de référence projet 13. Selon le calendrier de référence projet 14. Fin ateliers + 2 jours ouvrés

	14. Correction des anomalies dans les délais fixés par la CRE ou du Titulaire s'il propose des délais plus courts 15. Solution applicative : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ En environnement de test</li> <li>○ En environnement de préproduction</li> <li>○ En environnement de production</li> </ul>		15. Fin ateliers + 5 jours ouvrés
	<b>Transverse :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>— <i>Supports et comptes-rendus des ateliers fonctionnels et techniques</i></li> <li>— <i>Fiche d'expression de besoin fonctionnel / technique</i></li> </ul>		
<b>Tierce Maintenance Applicative et maintenance évolutive (ME)</b>	1. Plan de maintenance 2. Plan de maintenance mis à jour 3. Proposition de mise en œuvre de l'évolution (ME) 4. Stratégie de recette 5. Registre des faits techniques mis à jour (TMA) 6. Mise à disposition environnement de test (TMA et ME) 7. Documentation projet impactée par la mise à jour ou l'évolution (TMA et ME) 8. Documentation d'installation et fichier à installer (TMA et ME) 9. Tableau de bord TMA comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Le nombre d'anomalies initialisées, corrigées et livrées par niveau de gravité et par période</i></li> <li>○ <i>Les indicateurs de niveau de service (pourcentage d'anomalies ayant fait l'objet d'une correction ou d'une solution de contournement dans les délais contractuels), par niveau de gravité et par période</i></li> <li>○ <i>Le récapitulatif des opérations de maintenance évolutive (objet, informations sur le contenu de la demande, demandeur, dates de la demande, de décision, d'opération, de livraison, motif de refus le cas échéant)</i></li> </ul> 10. Version des composants modifiés (TMA et ME)	La CRE procède à l'analyse et la validation des opérations, des tâches et des livrables, et réalise le procès-verbal de service fait dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires.	1. 2 mois avant le début de la TMA 2. Modification + 5 jours ouvrés 3. Réception expression de besoin (EB) + 10 jours ouvrés 4. Selon le calendrier projet 5. Selon le calendrier projet 6. Selon le calendrier projet 7. Modification + 10 jours ouvrés 8. Modification + 10 jours ouvrés 9. Début de la TMA + 1 mois / puis trimestriellement

	11. Document d'architecture / de configuration le cas échéant (TMA et ME)		10. 10 jours ouvrés avant le début de la VA / de la VSR
	12. Support de formation utilisateur (TMA et ME)		11. Modification + 15 jours ouvrés
			12. 10 jours ouvrés avant le début de la VA / de la VSR
<b>Maintenance en condition opérationnelle</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Modèle de main courante d'administration</li> <li>2. Mise à jour de la main courante d'administration</li> <li>3. Bilan trimestriel d'exploitation</li> <li>4. Documents nécessaires à l'homologation du SI</li> <li>5. Plan de continuité / reprise du SI</li> </ol>	La CRE procède à l'analyse et la validation des opérations, des tâches et des livrables, et réalise le procès-verbal de service fait dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. T0 + 1 mois</li> <li>2. Tout au long de l'administration</li> <li>3. T0 + 3 mois</li> <li>4. T0 + 4 mois</li> <li>5. T0 + 1 mois</li> </ol>
<b>Transférabilité / Réversibilité</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Plan de réversibilité, comprenant un retroplanning</li> <li>2. Documentation technique d'installation, d'administration et d'utilisation</li> <li>3. Sources, composants logiciels et exécutables</li> <li>4. Documentation globale du projet actualisée, comprenant en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Le dossier de procédure et des tâches élémentaires de l'installation</li> <li>o Le dossier de configuration et de paramétrage</li> <li>o Le dossier définissant le plan de repli en cas d'incident rendant l'installation impossible</li> <li>o Le catalogue des procédures</li> <li>o Les outils de gestion des anomalies</li> </ul> </li> </ol> <p><b>+ tous les livrables de conduite du projet jugés comme nécessaires par le Titulaire et la CRE</b></p>	La CRE procède à l'analyse et la validation des opérations, des tâches et des livrables, et réalise le procès-verbal de service fait dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. 3 mois avant la transférabilité</li> <li>2. 5 jours avant le début de la transférabilité</li> <li>3. 5 jours avant le début de la transférabilité</li> <li>4. 5 jours avant le début de la transférabilité</li> </ol>
	5. Bilan de transférabilité		5. 10 jours avant la fin de la transférabilité